

LA RÉPRESSION de la Criminalité Politique en Droit comparé

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 Décembre 1943, à 14 heures

PAR

A. HOMAD SULTAN

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. HUGUENEY, Professeur

Suffragants : MM. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur
L. MAZEAUD, Professeur

PARIS

EDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1943

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Nom du Candidat: **HOMAD SULTAN.**

Prénoms: **Abdul-Wahab.**

Date de la soutenance:

Numéro d'ordre:

(Ces deux mentions seront complétées par le service de la Bibliothèque)

HOMAD SULTAN (Abdul-Wahab). — La répression de la criminalité politique en droit comparé. — *Paris, Editions A. Pedone, 1943, in-8°, 228 pages.*

(Thèse de Droit, Paris, 1943,
N°).

HOMAD SULTAN (Abdul-Wahab). — La répression de la criminalité politique en droit comparé. — *Paris, Editions A. Pedone, 1943, in-8°, 228 pages.*

(Thèse de Droit, Paris, 1943,
N°).

HOMAD SULTAN (Abdul-Wahab). — La répression de la criminalité politique en droit comparé. — *Paris, Editions A. Pedone, 1943, in-8°, 228 pages.*

(Thèse de Droit, Paris, 1943,
N°).

HOMAD SULTAN (Abdul-Wahab). — La répression de la criminalité politique en droit comparé. — *Paris, Editions A. Pedone, 1943, in-8°, 228 pages.*

(Thèse de Droit, Paris, 1943,
N°).



LA REPRESSION
de la Criminalité Politique
en Droit comparé

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

LA RÉPRESSION de la Criminalité Politique en Droit comparé

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 Décembre 1943, à 14 heures

PAR

A. HOMAD SULTAN

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. HUGUENEY, Professeur

Suffragants : MM. DONNÉDIEU DE VABRES, Professeur
L. MAZEAUD, Professeur

PARIS

EDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1943

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



PREMIÈRE PARTIE

LA RÉPRESSION

DE LA

CRIMINALITÉ POLITIQUE DANS L'HISTOIRE

Nous entendons par criminalité politique, les attentats dirigés contre la forme politique d'un groupe social, dûment constitué, et déterminés par un mobile désintéressé.

Or, si cette criminalité est aussi vieille que la formation du premier groupe social, cette qualification de politique, elle, est nouvelle.

Nous allons, dans trois chapitres, retracer l'évolution de sa répression à travers l'histoire.

CHAPITRE PREMIER

L'ANTIQUITÉ

Ces infractions étaient les premiers délits publics, les seuls qui fussent réprimés. Au moment où la criminalité politique faisait l'objet d'une répression pénale, les crimes contre les particuliers étaient, comme le sont aujourd'hui les délits civils, une affaire privée, car les particuliers usaient uniquement de la vengeance privée. (1)

Bien plus, nous croyons que ces délits étaient sévèrement punis, alors que certains délits n'existaient pas ou n'étaient pas connus.

Le groupe familial, une fois constitué, pensait à sa sécurité, à sa défense. Il punissait ceux de ses membres, qui entretenaient des intelligences avec un groupe ennemi. Il devait frapper sévèrement ceux qui fuyaient le combat, étant donné que les uns et les autres compromettaient la sécurité du groupe tout entier.

A ce moment, il n'y avait pas de fausse monnaie et le faux-monnayage n'était pas puni ; on ne punissait pas le faux en écriture. L'écriture n'était pas connue. On ne punissait pas les délits contre la propriété : vol, escroquerie... car la propriété était commune. On n'avait pas besoin de mendier ; le va-

(1) Marc Ancel : Le crime politique et le droit pénal du xx^e siècle, p. 87 ; V. Pella : La répression des crimes contre la personnalité de l'Etat, p. 688.

gabondage n'existait pas. Nous croyons pouvoir en dire autant des délits contre les bonnes mœurs, de l'avortement et de l'infanticide. (2)

Peu à peu, on commença à connaître ces délits, mais ce ne fut que très lentement, alors qu'on perfectionnait les moyens de répression applicables aux « ennemis » intérieurs.

Il est certain qu'une collectivité, quand elle cherche à s'organiser, à se tracer des règles de conduites ayant pour objet d'assurer l'existence et la continuation de sa vie, se montre intransigeante contre quiconque s'attaque à ces règles, que ce soit du dehors ou du dedans. Elle réagit vite et avec sévérité, pour protéger son organisation sociale. Cette nécessité dans laquelle elle se trouve d'être la plus forte dans la lutte pour la vie explique son extrême sévérité contre les téméraires qui ne respectent pas ses coutumes, quel que soit le degré de la civilisation que déjà elle a atteint.

A Athènes, par exemple, la trahison était punie de mort et de confiscation générale ; la peine ne s'appliquait pas seulement à la personne de l'auteur, mais elle le dépassait pour atteindre sa famille qui était frappée d'infamie perpétuelle (3). Quiconque était simplement soupçonné d'avoir voulu changer la forme du gouvernement, en le renversant, était puni de mort. Le soupçon suffisait.

A Sparte, on vouait aux dieux infernaux ceux qui, dans les assemblées populaires, votaient pour leurs intérêts personnels, contre les intérêts de la République. (4)

(2) E. Garçon, *Droit pénal*, p. 25.

(3) Pella, *op. cit.*, p. 688.

(4) Lombroso et Laschi : *Le crime politique et les révolutions*, T. I, p. 6.

A Rome, l'auteur d'une infraction « politique » n'a jamais été, à aucune époque du droit romain, considéré comme un criminel relevant de la justice. Il a toujours été considéré comme l'ennemi de la nation. « Cette conception ne se dégage pas d'invectives oratoires qui, de tout temps, ont ainsi qualifié les traîtres. Elle ressort de l'étymologie » (5). Cicéron ne voulait pas qualifier ce délinquant d'ennemi. Il le traitait de parricide (6). D'ailleurs, pour les Romains, la guerre se personnifiait sous la forme du dieu Janus dont les deux faces étaient tournées, l'une vers les frontières, désiant l'hostis — l'ennemi du dehors —, l'autre en dedans, vers le Perduellus — l'ennemi de l'intérieur » (7). On pourrait dire que les Romains craignaient les traîtres de l'intérieur autant que les ennemis armés de l'extérieur.

D'ailleurs, la punition qu'ils infligeaient à ces perduelles est des plus significatives. Au début, on faisait périr le coupable en le privant d'eau. Plus tard, on le condamnait à être brûlé ou exposé aux bêtes. En outre la confiscation générale et l'infamie pour sa descendance étaient toujours applicables.

On était impitoyable aussi bien pour les faits matériels que pour les pensées. La sévérité était telle que, si le coupable mourait avant d'être puni, on intentait un procès à sa mémoire (8). Quant à la juridiction spéciale qui était chargée de la répression du perduellio, l'opinion unanime admet qu'elle

(5) A. Mellor : La conception du crime politique sous la République Romaine, p. 24.

(6) Id., note, p. 24.

(7) Pella, op. cit., p. 689 ; Mellor, op. cit., p. 25.

(8) Garraud : Traité théorique et pratique de droit pénal français. T. III, p. 254-255.

a existé et qu'elle a été nommée « duoviri perduellionis ». (9)

Pendant la période royale et une partie de la République, on avait l'habitude de désigner sous le vocable de « perduellio » toute une série d'infractions graves comprenant les conspirations contre l'Etat, le fait de soulever l'ennemi contre la patrie ou de lui porter aide ou assistance, le fait de combattre la religion... le fait d'attenter à la liberté d'un citoyen romain. Le perduellio comprenait encore le fait de diffamer le peuple romain. Cette infraction a réapparu aujourd'hui dans les législations des pays totalitaires. Elle est en train de gagner du terrain partout dans le monde. (10)

Pour la répression de ce perduellio, on se basait, par un raisonnement imprégné du formalisme sur la notion de la « guerre juste ». Comme le peuple romain ne fait que des guerres justes, il frappe, s'appuyant sur la même hypothèse, son ennemi intérieur, le perduellis, toujours avec justice. Le perduellis et l'hostis étaient considérés comme faisant partie d'une même catégorie : l'ennemi. C'est pour cette raison que le perduellis était déclaré hors la loi et mis à mort. Comme la guerre juste n'était pas soumise à l'appréciation individuelle, c'est-à-dire qu'elle n'était pas définie, la notion du perduellio échappait à toute définition stricto sensu, et pour cause (11). C'était le juge seul qui déterminait arbitrairement les crimes rentrant dans cette catégorie, alors que les droits de la défense étaient presque inexistants. (12)

(9) Plassard : Evolution de la nature juridique des attentats à la sûreté extérieure de l'Etat. Chap. I.

(10) V. surtout le Code pénal italien de 1930.

(11) Mellor, op. cit., p. 25.

(12) Pella, p. 690.

La Rome républicaine tranchait la tête du perduellis (13). Mais le « perduellio », à la fin de la République, devait céder sa place à une nouvelle conception : « le Crimen Majestatis », qui est passée dans la législation du Moyen Age sous le nom de « Crime de lèse-Majesté ». Le crimen majestatis embrassait tout attentat à la sûreté extérieure et intérieure de l'Etat (14). Désormais, d'après la loi elle-même, non seulement les actes mais le projet et la pensée étaient déclarés comme un crime (15). La première loi votée en cette matière fut « la lex apuleia » (103). Elle avait pour objet la répression de tout agissement contre le peuple romain, ainsi que toute conspiration contre la République. Nous devons, pour être complet, ajouter à cette loi, les lois Mamilia (110) et Varia (91) qui ont créé pour des cas concrets une *questio*, ce qui veut dire, un grand jury criminel que présidait un magistrat supérieur muni de l'imperium. En général, ce magistrat était le préteur lui-même.

Ainsi, au premier siècle avant J.-C., le crime contre l'Etat, sous les diversités législatives et judiciaires, est devenu une notion pénale. Mais il débordait toujours les textes (16). Sylla créa, en 673, pour juger ce crime, une nouvelle *questio* (17). Dans cette période, la dénonciation de ces crimes s'imposait à tous ceux qui en avaient connaissance comme un devoir. (18)

Il est curieux de constater, qu'après la chute

(13) Lombroso et Laschi, p. vi.

(14) Plassard, p. 149 et s.

(15) Code de Justinien 9-8-5 Pr. Constitution d'Honorius et d'Arcadius.

(16) Mellor, op. cit., p. 81.

(17) Pella, p. 688.

(18) Plassard. Chap. I.

de la République, c'est-à-dire à l'avènement de l'Empire, la notion du « *crimen majestatis* » n'a pas disparu. Elle avait pour mission de défendre la majesté du peuple. Avec l'Empire, le peuple cède sa place au souverain, puisque tous les droits du peuple sont concentrés dans sa personne. C'est ainsi que la loi Julia de César et la loi de Majesté d'Auguste protégeaient derrière les mots de dignité et de majesté du peuple, la personne du souverain qui représentait ce peuple.

La répression, sous l'Empire, était devenue extrêmement sévère. On ne réprimait pas seulement les faits incriminés ou les projets dirigés contre le peuple et indirectement le prince, mais même ceux qui auraient atteint ses fonctionnaires. (19)

La fameuse loi *Lex quisquis* (20), a persisté en Orient ; mais après la conquête des Ottomans, elle a été remplacée par la législation musulmane, qui s'inspirait uniquement du Coran et de la tradition du Prophète. M. Plassard croit, en outre, qu'elle a passé chez les tzars de Russie. (21)

(19) Mommsen, Droit public IV, p. 325-329 ; Droit pénal III, p. 233 et s.

(20) *Lex quisquis* (397) d'Arcadius et d'Honorius.

(21) Plassard : *Evol...*, p. 6.

CHAPITRE II

MOYEN AGE

Au Moyen Age, c'est le point de vue objectif qui domine. Le despotisme des Empereurs romains a passé dans le droit de cette période. Le droit canonique lui-même se contentait de paraphraser la loi Quisquis. C'était la continuité du droit romain (1). Une nouvelle notion vient s'ajouter à l'ancienne, celle de l' « allégeance féodale ». Le sujet était lié envers son roi par un serment de fidélité. Et alors la criminalité politique, que constituait un acte de désobéissance ou de révolte... était avant tout, une rupture de serment. Et la conséquence logique de cette nouvelle conception d'allégeance était l'assimilation du régicide au parricide (2). L'objectivité du crime absorbait et dominait toutes les circonstances qui l'entouraient. Le but importait peu. Et comme l'Etat s'identifiait avec le Gouvernement — et nous croyons que cette conception n'a jamais changé, sous tous les régimes politiques — il fallait frapper impitoyablement et frapper fort, sans égard pour l'individu. Et plus l'auteur était intéressant, plus la peine devait être grave, car l'homme honnête, l'homme sympathique qui avait beaucoup d'influence, constituait l'adversaire le plus dangereux (3). Donc, dans cette criminalité, on considé-

(1) Pella, p. 690.

(2) Ancel, op. cit.

(3) Saleilles : Individualisation, p. 187.

rait avant tout le caractère dangereux de l'acte. Et c'est précisément pour ces crimes « qu'il est dérogé, par la confiscation des biens, par le bannissement des proches, au principe de la personnalité des peines » (4). D'ailleurs, c'est pour cette criminalité que l'extradition a pénétré d'abord dans l'usage international.

La royauté est presque installée partout. Mais partout aussi la féodalité. Le roi voulait le pouvoir à lui seul. Pour y arriver, il lui fallait se débarrasser de ses rivaux, ceux qui lui disputaient sa puissance. Le *crimen majestatis* est renforcé. Il était jugé, à Rome, par un jury populaire. Dans cette période, ce sont les Cours royales qui statuent sur les faits ressortissant de cette criminalité.

En Droit germanique, nous voyons la fameuse *Bulle d'Or* (1356) qui reprend, sans la modifier en quoi que ce soit, le *Crimen Majestatis* de la République romaine. A côté de ce crime (art. 132), on prévoyait d'autres injures faites au seigneur. « La trahison de guerre et la désertion étaient jugées par l'assemblée du peuple. Seulement pour de pareils faits, on n'admettait pas la compensation pécuniaire » (5). La peine applicable était la peine capitale.

La Caroline n'a pas abrogé la *Bulle d'Or*. Elle en a recueilli les dispositions concernant la trahison. Le *Crimen Majestatis* continuait à être régi par la *Bulle d'Or*, qui n'était, nous l'avons dit, que la continuation, en cette matière, du droit romain, renforcé par la notion vague de « violation de fidélité envers le prince ».

(4) Donnedieu de Vabres : Cours de doctorat 1942-1943, p. 56.

(5) V. Liszt : Traité de droit pénal allemand. T. II, p. 355.

En droit anglais, nous voyons presque les mêmes idées. Le roi se servait de la notion de trahison, comme du moyen le plus efficace, pour lutter contre ses ennemis, tout particulièrement contre l'Eglise et les Seigneurs, dont il avait à réduire la résistance ; de sorte que la notion de trahison s'est développée à mesure que des faits nouveaux se présentaient. Comme elle entraînait automatiquement la confiscation des biens, les juges — qui étaient les juges du roi — dans le but d'enrichir la Couronne, s'ingéniaient à en élargir la notion. Les faits les plus infimes tombaient sous cette qualification (6). C'était l'arbitraire le plus absolu dans la répression de cette criminalité, car, le roi était, comme on dit, l'accusateur et le juge dans sa propre cause. Une réaction s'est produite. Sur l'intervention des barons, le roi Edouard III publia le Statut de 1351, pour mettre fin à l'abus régnant, en limitant la haute trahison à six catégories de faits. (7)

Il faut le dire, ce statut est un pas merveilleux

(6) Kenny : Esquisse du droit criminel anglais, p. 336.

(7) Il est utile de citer ces faits ici pour montrer comment la haute trahison était conçue à cette époque :

1° La mort du roi, de la reine ou de leur fils aîné qui doit leur succéder ;

2° Le viol de la femme du roi, de sa fille aînée non mariée, ou de la femme de l'héritier de la Couronne. S'il s'agit d'un adultère de la reine, celle-ci est punie également pour la trahison ;

3° Faire la guerre contre le roi dans son royaume (la réunion de plusieurs personnes dans le but de porter atteinte à un intérêt général suffit) ;

4° Se rallier aux ennemis du roi dans son royaume en leur accordant aide et assistance, soit dans le royaume, soit à l'étranger (l'ennemi signifiait le belligérant véritable) ;

5° Le fait de tuer le chancelier, le trésorier ou les juges du roi, quand ils se trouvent dans l'exercice de leurs fonctions ;

6° La contrefaçon du sceau du roi, de son sceau privé ou des monnaies.

pour sortir du chaos dans lequel se débattait l'incrimination très flottante. Mais il n'a pas toujours été respecté. Sous Henri VIII, le vol du bétail dans le pays de Galles, un discours privé sur la légitimité du mariage du roi (8), une prédiction au sujet de sa mort étaient des crimes d'Etat. (9)

A l'étranger, à cette époque, une codification pareille ne se trouvait pas. L'incrimination était très vague. La loi anglaise actuelle reflète ce point de vue quand elle parle de *treasons, felonies et misdemeanours*. (10)

C'est une évolution identique à celle du droit germanique qui s'est produite en droit français. Le roi, réagissant contre la féodalité, augmentait sans cesse ses attributions personnelles dans les questions judiciaires, d'où découlait fatalement la diminution de la compétence de la juridiction populaire en cette matière. Peu à peu, la Cour du roi se transformait en une sorte de jury national « ayant juridiction plénière en matière criminelle et notamment en matière de trahison » (11). Les garanties n'existaient qu'apparemment pour l'accusé. Avec la création des « Commissions extraordinaires », le reste de ces garanties disparut complètement, étant donné que ces commissions judiciaires étaient, en quelque sorte, destinées à être un moyen terrible pour persécuter les ennemis politiques. Et on pourrait deviner, avec le despotisme qui régnait, comment la notion de crimes contre l'Etat, c'est-à-dire crimes de lèse-majesté humaine devait fleurir. La répression la plus cruelle régnait. (Le fameux procès des Templiers.)

(8) On sait que Henri VIII a épousé successivement huit femmes, et il en a fait périr deux sur l'échafaud.

(9) Lombroso et Laschi. T. II, p. 231.

(10) Ancel et Kenny, op. cit.

(11) Pella, op. cit., p. 692 ; V. Lair : Les Hautes Cours politiques.

CHAPITRE III

LES TEMPS MODERNES

Cette période qui pourrait s'étendre, pour notre étude, jusqu'en 1822, est caractérisée par ce fait que la persécution était dirigée contre le peuple, lui-même, tandis que dans la période précédente, la lutte était spécialement dirigée contre les seigneurs, et, en Angleterre, contre ceux-ci et l'Eglise. Mais il y règne le même abus dans l'incrimination, la même incertitude, et la même sévérité de répression. Un réseau d'espionnage était organisé à l'intérieur. On était puni sous l'incrimination, de « raison d'Etat » pour le moindre soupçon, le moindre indice.

Le peuple a commencé à se réveiller, réagissant violemment contre cette répression rigoureuse qui se proposait d'étouffer les aspirations populaires à une justice équitable. Il a été secoué par les guerres civiles et religieuses : Catholiques contre Huguenots. L'esprit de parti, tendant à protéger les partisans, s'est affirmé, en quelque sorte. C'étaient les partis politiques qui organisaient les attentats politiques et qui travaillaient à sauver l'auteur partisan. Nous pourrions dire que dans cette période de guerres civiles, et de querelles intérieures, le crime politique échappait souvent à la répression :

« Jamais le crime politique, résultat naturel de nos querelles, ne fut aussi abondant, aussi flo-

rissant et le plus souvent impuni. Rois (Henri III, Henri IV) ; Grands Seigneurs, dont la puissance égalait presque celle des Souverains (Henri de Guise) ; Cardinaux, Chefs d'armées (Coligny), Princes, Courtisans, personne n'y échappe. La vie humaine est à bon marché et les Français se massacrent à l'envi : guets-apens, embuscades, coups de main suivis de coups de dague. A cette tuerie collective, Catholiques et Protestants apportent la même fureur. Ils ont, les uns et les autres, leurs spécialistes, leurs virtuoses, qui rivalisent d'ardeur, et parfois d'ingéniosité, de sadisme, pour faire passer leur semblable de vie à trépas. On dirait que notre peuple est devenu fou... Henri III a contre lui, sans parler de ses puissants rivaux, les Guise, de la Ligue, qui ne songent qu'à le détrôner, et à tondre sa chevelure, pour l'enfermer dans un cloître, une partie de sa famille : son propre frère, le quatrième et dernier fils de Henri II qui, de son vivant, le trahit ; sa sœur, grande Gourgandine de la lignée royale ; sa mère Catherine de Médicis, qui, refusant, telle une coquette, d'abdiquer, affolée d'ambition et voulant à tout prix jouer son rôle, tout empêtrée dans ses intrigues, s'égare dans ce labyrinthe de manigances et finit par travailler contre le roi son fils... » (2). Henri III a fini par être assassiné. Evidemment dans un milieu, où les intrigues et les complots étaient en honneur, la répression, quand elle pouvait jouer, devait être terrible, à la fois pour l'exemplarité et pour la vengeance. Et c'est pour-

(1) Henri III fut assassiné par un prêtre fanatique, Jacques Clément, pour avoir abjuré, lors de la réconciliation entre Huguenots et Catholiques ; il était excommunié par le Pape.

(2) *Raymond Recouly*, article intitulé « Malheurs du présent, leçons du passé ». *Gringoire*, n° 732, 14 mai 1943.

quoi, pour se protéger, les Rois punissaient préventivement et rigoureusement, les moindres manifestations de la volonté suspecte. Déjà à la veille des guerres civiles, le peuple voulait en finir avec le régime odieux des « commissions extraordinaires ». Une forte réaction de sa part a amené le Souverain, en 1553, à promulguer l' « Ordonnance d'Is-sur-Tille ». Cette Ordonnance, qui est un gain énorme pour la stabilité, n'a pas abrogé ces malheureuses Commissions. Elle s'est contenté d'établir certaines règles de droit en cette matière. Désormais, le crime de lèse-majesté comprend deux chefs d'accusation :

1) *Au premier chef :*

Faits qui attaquent directement la majesté humaine et qui consistent en :

- a) attentats contre le roi et ses proches ;
- b) machinations contre la sûreté du Royaume.

2) *Au second chef :*

Certains faits de moindre importance, tels que le fait d'attaquer l'honneur et la dignité du souverain par des écrits et des paroles, d'usurper les droits régaliens, d'altérer son effigie, d'outrager ses officiers de justice.

Quel était l'intérêt de cette distinction ? Pratiquement nul ; la raison en était l'absence d'aucune règle spéciale. Seulement, et vu la gravité des actes rentrant dans le premier chef, ceux-ci étaient réprimés d'une façon exceptionnellement sévère. Pour les deux catégories d'incrimination, quand la peine de mort était prononcée, « le vilain était pendu, le noble décapité ». (3)

(3) Rodière : Le délit politique, p. 115.

Mais tant que les « Commissions judiciaires » étaient vivantes, l'abus le plus odieux régnait. C'est aux Etats Généraux de réagir et d'une façon très énergique. Le peuple a pu obtenir, grâce à l'Ordonnance de Blois, en 1579, la révocation de ces Commissions et l'interdiction de leur rétablissement pour l'avenir... Mais pour combien de temps ? Henri IV, roi libéral, l'a respectée et il a régné quand même. Mais quand Richelieu a pris le pouvoir, il a méconnu toutes ces règles. Retour à la répression abusive. C'est lui qui a dit : « il y a des crimes où il faut punir d'abord et puis s'informer. Parmi ceux-ci, le crime de lèse-majesté est si grand qu'on doit en punir la pensée ». A quoi Montesquieu répondit : « Quand la servitude elle-même viendrait sur la terre, elle ne parlerait pas autrement. » (4)

Richelieu écrit, dans ses *Maximes d'Etat* : « En matière de crime d'Etat, il faut fermer la porte à la pitié et mépriser les plaintes des personnes intéressées et le discours d'une population ignorante qui blâme quelquefois ce qui lui est le plus utile et souvent tout à fait nécessaire. » (5)

Le régime du Roi-Soleil a repris la politique criminelle (6) de Richelieu. C'est en ce moment qu'un courant libéral se faisait sentir. Les philosophes ont pris la tête du mouvement pour réagir. Ils ont cherché à démontrer que « la raison d'Etat ne peut, en aucun cas justifier l'abus et l'arbitraire dans l'exercice de la répression ». (7)

(4) Rapporté par Lemasson, p. 32.

(5) Rapporté par le Docteur Lacassagne, dans l'assassinat du président Carnot, p. 10.

(6) Ce terme est employé ici dans le sens que lui a donné, au début du XIX^e siècle, l'Allemand Feuerbach, c'est-à-dire l'ensemble des procédés répressifs par lesquels l'Etat réagit contre le crime.

(7) Pella, op. cit., p. 694.

La peine de mort, peine courante pour réprimer le crime de lèse-majesté, était précédée et accompagnée de tortures barbares. Nous ne pouvons mieux montrer l'ingéniosité dans l'administration des supplices, surtout en ce qui concerne les régicides, qu'en reproduisant ici ce qu'un auteur (8) rapporte, sur l'exécution de Damiens, qui avait essayé de tuer Louis XV :

« Le criminel, après avoir été appliqué à la question ordinaire ou extraordinaire, et avoir fait amende honorable, est conduit nu, en chemise, dans un tombereau au lieu du supplice, où l'on a précédemment construit (au milieu d'un parc entouré de palis, assez étendu pour que les chevaux aient une place suffisante pour tirer), un échafaud haut de trois ou quatre pieds, sur lequel le criminel est posé à plat sur le dos, et attaché avec des liens de fer dont on entoure la poitrine vers le cou et l'autre les hanches vers le bas ventre. Ces liens sont vissés dans le bois de l'échafaud, afin que son cou ne cède pas à l'effort des chevaux, que l'exécuteur achète au moyen d'une somme qui lui est délivrée, et qui sont harnachés comme les chevaux qui tirent les bateaux. L'exécuteur lie ensuite à la main du criminel l'arme dont il s'est servi, et la lui brûle avec du soufre. On lui arrache ensuite avec des tenailles des lambeaux de chair, aux mamelles, aux bras, aux cuisses, aux gras de jambes, et l'on asperge ses plaies d'une composition de plomb, huile, poix, résine, cire et soufre fondus ensemble. On attache ensuite une corde à chaque membre du patient (savoir aux jambes, depuis le genou jusqu'aux pieds, et aux bras, depuis l'épaule jusqu'au poi-

(8) E. Garçon : D. P., reproduit de Muyard de Vouglans.

gnet). Le bout de chaque corde s'attache au palonnier de chaque cheval, qu'on fait ensuite tirer par plusieurs petites secousses. On se détermine enfin à faire tirer les chevaux de toute leur force, en tous sens, pour écarteler les membres. Mais, comme il arrive ordinairement que les tendons et les ligaments résistent et ne quittent point, malgré l'effort de quatre chevaux et même d'un plus grand nombre, on est enfin obligé de couper les ligaments vis-à-vis de la jointure des os. Alors les chevaux entraînent chacun son membre et, après les avoir détachés de la corde et le tronc de l'échafaud, l'on jette le tout sur un bûcher qu'on allume sur-le-champ : et quand le tout est réduit en cendres, on jette ces cendres en l'air avec des pelles. »

Cette opération a duré deux heures et Damiens était vivant. Et Damiens n'était qu'un délirant. « Il était d'une humeur sombre et voisine de la démence, ce qui lui valut, dès son enfance, le surnom de Robert le Diable ; ayant commis un gros vol et fuyant les recherches de la police, la fébrile inquiétude qu'il en éprouvait troubla ses facultés mentales ; ...Devant les juges, il s'écrie qu'il avait cru faire une œuvre méritoire pour le ciel et il divague sur des questions religieuses et politiques, la plupart insensées. » (9)

Le droit allemand, de cette période, à la différence du droit anglais, a suivi la même évolution qu'en France. La notion du crime de lèse-majesté s'élargissait au fur et à mesure que se présentaient de nouveaux cas. La répression de la criminalité politique était aussi abusive qu'en France. En Autriche, en 1656, ce crime de lèse-majesté englobait : la sédition (Aufruhr), la rupture d'obligation de

(9) Lombroso et Laschi. T. II, p. 109.

conduite (Bruch des Geleits), l'attitude menaçante (Drohliches Auftreten), etc... (10)

Comme en France, vers la fin de la première moitié du XVIII^e siècle, un courant contre cet abus de répression, représenté par des philosophes et des juristes, se faisait sentir. Ce courant était si puissant que le *Crimen Majestatis* des Romains finit par perdre de son importance. En France, après 1789, une ligne de démarcation commençait à se dessiner entre les crimes contre la sûreté extérieure et les crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat, ou pour mieux nous exprimer, entre « les crimes de lèse-gouvernement et les crimes de lèse-nation » (11). En Autriche, vers 1797, on commençait à distinguer la haute trahison (*Hochverrat*) et la trahison (*Landsverrat*). (12)

D'une façon générale, nous pouvons dire que, sur le continent, ces crimes étaient considérés comme des crimes « atroces », comme le parricide, comme l'empoisonnement. C'est ce qui explique que la tentative, le projet, et même la simple pensée étaient punissables tout comme l'acte consommé. Le système des preuves, dans le domaine de cette criminalité, était beaucoup plus large qu'en droit commun. Pas de prescription, ni pour l'action ni pour la peine. Jamais on ne pardonnait sa faute à l'auteur d'un fait ayant trait à cette criminalité, même si le public avait oublié complètement l'histoire de son crime. Les excuses ne jouaient pas. Les complices — ce qui est normal — et ceux qui avaient pris connaissance de l'acte et ne l'avaient pas dénoncé en temps utile, étaient sévèrement pu-

(10) V. Liszt, *op. cit.*, p. 366.

(11) Garraud, p. 255.

(12) Liszt, *op. cit.*, p. 367.

nis. Comme l'idée de la personnalité des peines (13) n'était pas connue, le châtiment s'étendait à la famille aussi, sous forme de confiscation générale des biens, par le bannissement de tous ses membres et par l'infamie perpétuelle. (14)

Le droit anglais poursuivait son chemin vers la précision. On voulait définir le concept de « crime de trahison ». Le succès était magnifique. Pour compléter le Statut d'Edouard III, déjà cité, le Statut de la reine Anne a créé deux catégories de trahisons :

- a) Le fait d'entraver la transmission de la Couronne à l'héritier légitime en vertu de l'*Act of Settlement* ;
- b) Le fait de soutenir par écrit que l'ordre de succession à la Couronne établi par l'*Act of Settlement* n'est pas valable. (15)

Ce qui était un véritable succès, c'est que, après la Révolution de 1688, le législateur a dû modifier les règles de la procédure qui dominaient l'instruction et el jugement de cette criminalité. L'accusé d'un crime de trahison était protégé contre l'abus et la fantaisie des juges par des garan-

(13) Cette idée est due à Joseph de Maistre (V. Donnedieu de Vabres : *Traité élémentaire de droit criminel et de législation pénale comparée*, p. 249).

(14) Plassard, Chap. II.

L'article 2 de l'Ordonnance de Villers-Cotterets, dispose :
« Soit que les biens fussent sujets à substitution, à retour, par testament ou disposition d'iceux (les condamnés) ou de leurs prédécesseurs en quelque manière que ce soit, les dits biens seront appliqués au fisc et domaine du roi, sans aucune des charges. »

V. Le Bret : *De la souveraineté*. Livre III, Chap. XIII.

(15) Kenny, *op. cit.*, p. 343.

tiés assez sérieuses. Il n'est pas sans intérêt de résumer ici ces garanties d'après le criminaliste anglais Kenny (16) :

- 1) Droit d'avoir connaissance de la liste des jurés devant intervenir dans l'affaire ;
- 2) d'avoir communication de la copie de l'*indictment* ;
- 3) d'être assisté par un avocat défenseur ;
- 4) de pouvoir proposer et obtenir des témoins en vue de sa défense ;
- 5) de ne pas être condamné sans un minimum technique de preuves ;
- 6) enfin, la trahison ne pouvait être poursuivie que dans un délai de trois années, à compter de la date de l'infraction.

Les tribunaux ont joué dans la modification de la notion de trahison un rôle de premier ordre. Ce n'est pas le Parlement qui a modifié la conception féodale de fidélité envers le Souverain ; mais ce sont les tribunaux qui ont remplacé la vieille conception, par une autre qui répondait bien à la technique et à la réalité de l'heure. Pour eux, le crime de trahison était désormais toute atteinte à l'organisation du Royaume. C'est l'Etat qui est protégé pénalement. Retour à la vieille conception romaine qui a été remplacée, sous l'influence du droit germanique, par la conception féodale. (17)

Mais si la condamnation est prononcée, l'exécution était peu humaine. Kenny raconte (18) :

« Lorsqu'on pendait le condamné, on avait soin de ne pas le tuer ; on coupait la corde pendant

(16) Kenny, op. cit., p. 348.

(17) V. Pellà, op. cit., p. 695.

(18) Kenny, op. cit., p. 349-350.

qu'il était encore en vie, puis on lui enlevait les entrailles, on le décapitait et on l'écartelait. La tête et les quartiers étaient exposés dans des endroits bien visibles, après avoir été bouillis dans du sel pour prévenir la putréfaction, et avec des grains de cumin, afin d'éviter que les oiseaux ne les mangent. »

Ces caractères distinctifs de l'exécution pour trahison ne furent supprimés qu'en 1870. Mais le Roi, par un mandat spécial, peut, même aujourd'hui, ordonner la décapitation et l'écartèlement. (19)

Les auteurs traçant l'histoire d'une institution juridique en France, s'arrêteraient à la Révolution de 1789, tout au moins pour en faire un chapitre à part, car, et surtout dans le domaine politique, la Révolution a renversé les institutions de fond en comble. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen a transformé le visage du droit et surtout le droit pénal, en mettant en honneur la règle : *Nullum crimen, nulla poena sine lege*. Nous, nous considérons qu'un chapitre spécial serait inutile ; pour nous, et en ce qui concerne cette criminalité, la Révolution n'était qu'une continuation aggravée de la sévérité de la répression. Sans doute, les philosophes ont joué un grand rôle dans la formation des consciences libérales, s'il est permis de s'exprimer ainsi ; en opposant aux droits absolus du prince les droits de l'homme, et à la majesté du roi, la souveraineté de la nation (20). Les Etats Généraux ont formulé des vœux sollicitant la création de la catégorie des crimes de lèse-nation et la suppression des commissions extraordinaires. En ce qui con-

(19) Id.

(20) Pella, op. cit., p. 699.

cerne les crimes de lèse-majesté, ils voulaient autre chose qu'en préciser les caractères et l'étendue (21). L'Assemblée Constituante est arrivée enfin à proclamer les Droits de l'Homme et du Citoyen... et avec la suppression de la royauté en la personne du roi Louis XVI, le crime de lèse-majesté s'est trouvé, *ipso facto*, supprimé. On serait tenté de croire que la répression odieuse — pour raison d'Etat — avait pris fin. Mais, en réalité, une nouvelle catégorie d'incriminations s'est substituée à l'ancienne. Pour protéger l'ordre politique nouveau, le crime de lésation était l'arme tranchante pour lutter contre les ennemis politiques. Le Code pénal du 6 octobre 1791 divise les crimes en sections dont les trois premières sont consacrées aux attentats contre la sûreté extérieure et la sûreté intérieure de l'Etat et contre la Constitution. (22). La Convention, on le sait, a repris, pour sa propre défense, les vieilles mesures qu'utilisaient les empereurs romains et les souverains de l'ancien régime. Elle ne considérait que le caractère dangereux de l'accusé. Le mobile importait peu (23). La criminalité politique était, en ce moment, à la mode. Tout le monde y prenait part, même les femmes et les enfants. Les lois les plus sévères ont été édictées contre l'émigration, qui était considérée comme la forme la plus dangereuse de la criminalité politique (24). Mais cette criminalité était, elle-même, le seul moyen d'arriver au pouvoir ; et on se justifiait, quand on était arrivé, par des mesures de sécurité plus graves. Nous ne pouvons pas penser à ce qu'on appelait « les bains nationaux » sans frémir et sans maudire

(21) Desjardins : Les cahiers aux Etats-Généraux et la législation criminelle, p. 101 et s.

(22) Rodière, op. cit., p. 115.

(23) Plassard, op. cit., Chap. II ; Pella, p. 700.

le bas instinct de protéger son pouvoir par des mesures aussi ignobles. Et on invoquait, de plus, la défense des intérêts de la Nation qui étaient gravement « menacés » par ces pauvres femmes et ces innocents enfants ! On ne croirait pas que l'humanité ait pu tomber si bas !

Malheureusement, le droit pénal était, est et restera toujours, un instrument de domination entre les mains de ceux qui ont la puissance politique. Peut-être, devons-nous voir dans ce fait, la confirmation de la théorie marxiste et de son influence sur le droit pénal, mais cette influence peut exister en dehors même du marxisme.

Michelangelo Vaccaro soutient que la défense juridique n'équivaut pas à la défense sociale. Il écrit (25) : « La fonction des lois pénales n'a pas été jusqu'à ce jour celle de défendre la société, c'est-à-dire tous les groupes la composant, mais surtout les intérêts de ceux en faveur desquels le pouvoir politique a été constitué. Les lois pénales, pour employer une vieille formule, ne manquant pas de vérité, tendent à conserver et à défendre l'ordre juridique constitué... La maxime que quiconque dispose du pouvoir politique s'en sert constamment dans son propre intérêt, est écrite en lettres de sang dans toutes les pages de l'histoire, dans toutes les législations du monde. » Ferri, qui soutient la thèse contraire, se heurte en vain à cette vérité irréfutable. Il constate que les intérêts de la classe dominante prévalent à chaque époque historique, « mais

(24) Loi de 1791.

(25) V. Battino : Les doctrines juridiques en Italie, p. 49, et Vaccaro (Gen. e funz. d. leggi pen., p. 34, 85, 101, Rome 1889).

il est incontestable, écrit-il (26), que la civilisation évolue précisément en ce sens qu'elle efface graduellement ou atténue dans le droit social les inégalités les plus tranchées entre les classes dominantes et les classes soumises ». On sait que Ferri était socialiste.

Sous Napoléon, la répression retrouve son ancienne rigueur. Vivant dans des circonstances où le danger extérieur menaçait la sécurité de la nation, l'empereur a prodigué la peine de mort et la déportation. S'il a ébauché la distinction entre crimes politiques et crimes de droit commun, c'est seulement en vue de réprimer plus rigoureusement les premiers (27). En outre, il a rétabli la confiscation générale, supprimée par l'Assemblée Constituante (loi du 21 janvier 1790). Ce rétablissement a été l'objet de violentes discussions. C'est à la demande de Napoléon même que la confiscation générale fut rétablie. « En l'inscrivant dans la loi, dit-il, on permettrait au souverain d'accomplir un geste de clémence, lorsqu'il se déciderait de remettre volontairement les biens à la famille du condamné » (28). Les actes préparatoires sont incriminés sous la qualification de complot (art. 89). Un nouveau délit est créé : la non-révélation d'un attentat à la sûreté extérieure de l'Etat (art. 103-107) (29). Il est évident

(26) Enrico Ferri : *Sociologie criminelle*, p.363.

(27) Rodière, *op. cit.*, p. 118.

(28) Plassard, Chap. II.

(29) L'origine de ce délit est fort ancienne sans doute. Dans l'Ordonnance de Louis XI de décembre 1477 : « Seront réputés criminels de lèse-majesté et punis de semblables peines que les principaux auteurs et conspirateurs, ceux qui, ayant connaissance de quelque conspiration, ne la révèlent pas au Roi ou aux principaux juges et officiers du pays où ils seront... »

On se rappelle l'affaire du malheureux de Thou, qui fut

que ce sont des dispositions injustes (30). La surveillance de la haute police est aussi largement appliquée : « devront être renvoyés sous la même surveillance ceux qui auront été condamnés pour crimes et délits qui intéressent la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat » (art. 49 C.P.). Pour bien réprimer cette criminalité, le Code de 1810 a tenu à exempter de la peine ceux qui, coauteurs ou complices, dans certaines conditions, c'est-à-dire avant l'exécution ou la tentative d'exécution des complots ou de tout crime attentatoire à la sûreté extérieure ou intérieure de l'Etat, et avant toutes poursuites commencées, auront, les premiers, donné au gouvernement... connaissance de ces complots et crimes et de leurs auteurs et complices (31). M. Donnedieu de Vabres dit de cette excuse absolutoire, c'est-à-dire l'exemption de la peine : « Ce n'est pas

condamné par arrêt d'une commission formée de conseillers d'Etat et de membres du Parlement de Grenoble, en date du 12 septembre 1642, et dont la tête fut tranchée, pour n'avoir pas révélé le complot ourdi contre Richelieu par Cinq-Mars. Des auteurs croient que la procédure même indiquait clairement que de Thou a fait tout pour convaincre Cinq-Mars de renoncer à son projet.

(V. Garraud, *op. cit.*, T. III, p. 501, note 15 ; Muyart de Vouglans, Livre I, Titre III.)

Ce délit, instauré par Napoléon, a été de nouveau supprimé par la loi du 28 avril 1832.

(30) Donnedieu de Vabres : *Traité*, p. 25.

(31) V. art. 108 primitif.

Cette disposition a été rajeunie par le décret-loi du 29 juillet 1939, dans les articles 105 à 108. L'article 105 prévoit une exemption obligatoire pour le tribunal. Les articles 106 et 107 visent des cas où l'exemption est facultative. Ces dispositions sont complétées par l'article 108 qui prévoit l'application facultative de l'interdiction de séjour de 5 à 20 ans. V. P. Hugueney : *Traité de droit pénal et de procédure pénale militaires*, supplément II, p. 67 ; Donnedieu de Vabres : *Premier supp. au Traité*, p. 12.

très moral. Mais c'est peut-être une habile mesure de politique criminelle. » (32).

Cette rigueur s'explique aisément. Le code de 1810 est, en effet, un code utilitaire. Il voulait atteindre les faits les plus infimes pour prévenir les dangers qui menaçaient la sécurité extérieure et intérieure de l'Etat (33). Napoléon s'est inspiré de Bentham. Il voulait assurer la sécurité sociale par l'intimidation. Le code de 1810 est une réaction contre la douceur du code de 1791. Cette tendance se traduit avec clarté dans ce passage de Target, un de ses rédacteurs :

« Il est certain que la peine de mort n'est pas une vengeance. Cette triste jouissance des âmes basses et cruelles n'entre pour rien dans la raison des lois. Après le plus détestable forfait, s'il pouvait être sûr qu'aucun crime ne fût désormais à craindre, la punition du dernier coupable serait une barbarie sans fruit et l'on devrait dire qu'elle passerait le pouvoir de la loi. La gravité des crimes se mesure, non pas tant sur la perversité qu'ils annoncent, que sur le danger qu'ils entraînent. L'efficacité de la peine se mesure moins sur sa rigueur que sur la crainte qu'elle inspire. »

C'est une répression orientée vers l'avenir. Et c'est l'idée de Beccaria : d'abord l'intérêt social et ensuite la justice.

Quand il parle de la criminalité politique, Target s'exprime ainsi : « Les crimes les plus pernicious, et par conséquent les plus graves, sont ceux qui attaquent la sûreté de l'Etat, qui ébranlent les fondements de l'ordre et de la paix publique, parce

(32) Traité, p. 25.

(33) Garraud, op. cit., p. 501.

que, dans un seul attentat, ils contiennent tous les maux et tous les crimes. » (34)

*
**

Ce bref aperçu historique nous montre clairement que la criminalité politique fut d'abord punie la première, puis réprimée d'une façon rigoureuse et arbitraire, seul étant pris en considération le caractère plus ou moins dangereux de l'agent et non le mobile de son acte. Plus l'auteur était puissant, remarquable, plus la punition était rigoureuse et intimidante. Cette répression sous différents vocables ou appellations : protection du peuple, du prince ou de la patrie, ne visait, avant tout, qu'à l'extermination des ennemis politiques et à la prévention de tout attentat éventuel. L'histoire de cette criminalité, sauf dans la phase religieuse, nous dessine la lutte pour, d'une part, maintenir l'ordre politique établi et pour, d'autre part, renverser cet ordre en s'emparant du pouvoir. Tous les moyens étaient justifiables aux yeux de deux camps adverses : le moyen le plus commode, c'était l'assassinat et la guerre civile.

(34) Locré, XXIX, p. 222 ; Rodière, *op. cit.*, p. 118.

DEUXIÈME PARTIE

LA FORMATION DE LA THÉORIE DE LA CRIMINALITÉ POLITIQUE ET LA MODÉRATION DANS LA RÉPRESSION

L'ANNÉE 1822

Nous avons choisi cette date de 1822 comme le début d'une nouvelle ère dans notre matière, non pas parce que la Restauration aurait traité sans rigueur les criminels politiques, mais parce qu'en cette année, un éminent auteur, François Guizot, publia son livre : « De la peine de mort en matière politique » (1). En 1821, il avait publié : « Des conspirations et de la justice politique ». (2)

Ces deux ouvrages, qui ont reflété la noblesse de caractère de leur auteur, et, en même temps, la conscience et la sensibilité de ses contemporains, ont joué un rôle important dans la transformation de notre matière et dans l'orientation de la répression vers un nouveau système plein d'humanité et de justice.

(1) Publié à Paris, chez Béché Aîné.

(2) Publié à Paris, à la Librairie française de Ladvocat.

Nous ne pouvons pas négliger complètement la Restauration, car, il faut bien le reconnaître, celle-ci a aboli la confiscation générale comme incompatible avec le principe de la personnalité de la peine (Charte de 1814, article 66). Il paraît que cette abolition fut inspirée plutôt par une idée politique que par le progrès du droit pénal (3). A part cela, la Restauration a utilisé contre les conspirateurs libéraux et les Bonapartistes, les mêmes méthodes que la Révolution (4). Elle devait d'ailleurs rencontrer l'opposition violente des complots. Elle avait déçu trop d'ambitions, permuté trop d'influences. L'esprit de révolte fermentait partout, et, surtout dans les milieux militaires, esprit nourri de haine et de défiance. En 1821, avec l'arrivée de Villèle au pouvoir, un vaste mouvement a agité Paris, Lyon, l'Ouest, la Provence. Des chefs officiels de la résistance étaient aussi complices, plus ou moins avoués, des conspirateurs. Mais il n'y eut que des tentatives isolées qui furent déjouées. La répression en était sévère. Très rarement, le Roi pardonna ou adoucit la peine. Un ensemble de violences législatives, judiciaires ou extra-légales, qui ont suivi le second retour des Bourbons, caractérise cette période, qui a reçu dans l'histoire cette appellation curieuse : « la Terreur Blanche » (5). Dans l'affaire des « Quatre Sergents » (6), Louis XVIII, en refusant la grâce, aurait dit : « Le devoir passe avant la pitié ». (7) Ce qui fait, alors, l'honneur de cette période, ce sont les deux livres de Guizot. Mais la paix inter-

(3) Rodière, *op. cit.*, p. 120, note 3.

(4) Garçon : *Droit pénal*, p. 125.

(5) Viaud : *De la peine de mort en matière politique*, p. 194 et suiv.

(6) *Id.*, p. 196.

(7) *Id.*, p. 199.

nationale qui dominait en quelque sorte à cette époque, a rendu moins difficile la tâche d'un réformateur.

Nous sommes tenté de voir dans l'état de la politique générale de l'époque le terrain le plus favorable à la naissance et au développement de la conception de la théorie de la criminalité politique. L'influence anglaise, qui offrait de sérieuses garanties au criminel politique, se fait nettement sentir dans les premières pages des livres de Guizot. En outre, la conscience populaire ne pouvait plus supporter les régimes exceptionnels ni les massacres des hommes d'Etat et de l'élite de la nation sous des inculpations diverses. On a horreur du sang à force d'en avoir vu couler ; les hécatombes des guerres civiles, les massacres de la Révolution ont inspiré au peuple le dégoût de la vengeance et la criminalité politique devait tirer profit de cet état d'esprit. Cette nouvelle idée s'imposait « comme si ce fût un souffle de paix et surtout comme un besoin d'oubli qui l'inspirât ». (8)

(8) Saleilles : L'individualisation de la peine, p. 187.

CHAPITRE PREMIER

LE MOUVEMENT DOCTRINAL

(L'ŒUVRE DE FRANÇOIS GUIZOT)

Dans les livres de Guizot, se sont trouvées reflétées les sensations et les opinions de la majorité de ses contemporains. Le courant d'idées libérales, qui se prononçait nettement en faveur de la criminalité politique, exigeait avec force un régime plus doux, plus indulgent pour cette catégorie de délinquants (1). L'influence anglaise se fit nettement sentir sur Guizot et ses contemporains. Les interprétations du Statut d'Edouard III, qui arrivaient à annuler le plus souvent le texte et modifier la qualification et la peine, ne pouvaient pas rester sans influence sur l'opinion française. L'indulgence du jury anglais modérait ou même annulait, selon les cas, la sévérité de la loi. A la fin du XVIII^e siècle, la doctrine exposée au cours de quelques célèbres procès, par exemple celui de Lord George Gordon — poursuivi en 1780 —, et plus tard, en 1794, celui de Hardy, Horne Tooke et Thelwall — poursuivi pour avoir médité la mort du roi, — était si libre « qu'elle s'éloignait du texte du statut d'Edouard III, au point de faire perdre de vue le sens évident des mots. » (2). Guizot lui-même rap-

(1) Hammerich, p. 64 (Conférence).

(2) Kenny, op. cit., p. 346.

porte dans la préface de son livre « Des conspirations et de la justice politique », un beau passage de M. Erskine, chargé par la Cour de la défense de James Hadfield, accusé d'avoir tiré un coup de pistolet sur le roi George III. Ce passage mérite d'être reproduit ici (3) : « Messieurs, je reconnais avec M. l'avocat général que si, dans le même théâtre, le prévenu eût tiré le même coup sur le plus obscur des hommes assis dans cette enceinte, il aurait été conduit sur-le-champ, d'abord en jugement, et, s'il eût été déclaré coupable, au supplice. Il n'eût eu connaissance des charges dressées contre lui que par la lecture même de l'acte d'accusation. Il serait demeuré étranger aux noms, à l'existence même des hommes appelés soit à prononcer sur son sort, soit à rendre témoignage contre lui. Mais, prévenu d'une attaque meurtrière contre la personne du roi, la loi le couvre tout entier de son armure. Les propres juges du roi lui ont donné un conseil, non de leur choix, mais du sien. Il a reçu une copie de l'acte d'accusation dix jours avant le débat. Il a connu les noms, les qualités, la demeure de tous les jurés désignés devant la Cour ; il a pu exercer, dans sa plus grande étendue, le privilège des récusations péremptoires. Il a joui de la même faveur à l'égard des témoins qui déposent contre lui... La loi a fait plus encore ; elle a voulu qu'un intervalle solennel séparât le jugement du crime : Quel plus sublime spectacle que celui d'une nation entière légalement déclarée, pour quelque temps, incapable de rendre la justice, et cette quarantaine de quinze jours prescrite avant le débat, de peur que l'esprit des hom-

(3) V. Préface du livre de Guizot : Les conspirations et la justice politique.

mes ne se laissât saisir de prévention et de partialité. » (4)

Le moment, avons-nous dit, était venu de plaider la cause de la criminalité politique. Tous les partis en présence, s'étaient trouvés, alternativement, vainqueurs et vaincus. « Royalistes, Jacobins, Bonapartistes, s'étaient mutuellement envoyés à l'échafaud. La Terreur avait laissé ses sanglants souvenirs dans la mémoire de tous les contemporains, et les exécutions de la « Terreur blanche » soulevaient l'indignation de beaucoup de bons citoyens » (5). C'est alors, dans une période bien calme de l'histoire de France, que Guizot « se fait l'apôtre de la tolérance ». (6)

Le but de Guizot n'était pas d'obtenir la suppression immédiate de la peine de mort en matière politique. Il ne visait pas à attaquer les lois qui prononçaient cette peine contre certains crimes politiques : « ...dût-on l'obtenir (cette suppression), peut-être hésiterais-je à la conseiller » (7). Mais il était convaincu que « les réformes sollicitées par les idées ou les mœurs doivent passer dans la conduite du Gouvernement, dans la pratique des affaires, avant de s'introduire dans la législation ». Et c'est, en effet, 26 ans après, en 1848, que la peine de mort fut supprimée en droit. Mais ce que Guizot voulait obtenir du Gouvernement, c'était qu'il usât de ses pouvoirs pour étouffer, en matière politique, les poursuites avant qu'elles fussent portées devant les tribunaux et qu'à cette époque où les circonstances atténuantes (8) n'étaient encore pas admises, les qua-

(4) *Speeches of Lord Erskine*. London, 1812.

(5) Garçon, D.P. 125.

(6) Donnedieu de Vabres : *Cours de doctorat*, cité p. 58.

(7) Guizot : *Peine de mort*, p. 7.

(8) La loi du 27 germinal an IV et le Code du 3 bru-

lifications fussent adoucies. Il ne cherchait alors, et très modestement, que des réformes pratique (g). Sur quoi se base-t-il pour incliner le législateur vers la voie de réforme ? Guizot invoque plusieurs arguments en faveur de la criminalité politique et contre la peine de mort, qui en était la sanction classique :

a) il conteste, tout d'abord, l'efficacité matérielle de la peine capitale, efficacité qui, seule, en justifierait l'existence. Dans les temps anciens peut-être pouvait-on lui en accorder une ; en effet, elle satisfaisait la vengeance du prince, en supprimant son ennemi, et lui assurait la sécurité. Mais cette efficacité varie selon les lieux et les époques, selon les divers états de la société, les divers degrés de civilisation, selon les idées des peuples et les situations du pouvoir. La société, jadis, se composait d'une aristocratie peu nombreuse, riche et puissante et d'une multitude pauvre, obscure et faible. Le complot était le fruit de l'ambition d'un ou de quelques hommes seulement. Quand on le découvrait, on frappait deux ou trois coupables et on échappait ainsi au danger. Mais, la puissance a quitté les individus, les familles ; elle est sortie des foyers

mairie au IV (art. 646) sont les premiers textes qui ont accordé le bénéfice des circonstances atténuantes. Mais leur portée était très limitée.

Le Code de 1810 les a admises en matière correctionnelle, à condition que le préjudice causé ne soit par supérieur à 25 francs.

La loi du 25 juin 1824 les a étendues à quelques crimes limitativement énumérés, en particulier l'infanticide imputable à la mère et diverses sortes de vols qualifiés. D'après cette loi, les magistrats seuls pouvaient accorder les circonstances atténuantes.

Il fallait attendre la loi du 28 avril 1832 pour la forme actuelle et étendue (V. Donnedieu de Vabres : *Traité*, p. 398).

(g) *Viaud* : La peine de mort en matière politique, p. 204.

qu'elle habitait jadis ; elle s'est répandue dans la société tout entière ; elle y circule rapidement, à peine visible en chaque lieu, mais partout présente... La mort d'un ennemi n'est aujourd'hui que celle d'un homme ; elle ne trouble ni n'affaiblit le parti qu'il servait (10). L'intérêt d'un bouleversement gouvernemental ne profitait jamais au pluple, c'est-à-dire, à la multitude. Quand il prenait part à un complot, à une émeute, c'est qu'il y était poussé ou sollicité, et seule l'aristocratie en tirait profit. Pour cette raison, elle en avait le privilège (11). Mais, au temps de Guizot, le peuple, devenu fort et intéressé à la conduite du gouvernement, a intérêt à bouleverser le gouvernement si son programme est préjudiciable à ses intérêts vitaux. Pour réprimer une émeute « quel gouvernement oserait aujourd'hui user contre le peuple de la peine de mort, de façon à la rendre matériellement efficace ; quelles lois, quels ministres prescriraient ou permettraient d'élever des potences le long des chemins, de faire fusiller les hommes par centaines... ? (12) »

Evidemment, Guizot invoque avec force cet argument, profitant de l'adoucissement relatif des mœurs et de « l'humanité des lois » et s'appuyant sur le progrès de la civilisation et les leçons du passé, qui ont fait de l'homme du peuple un être susceptible d'être considéré. C'est un fait social et « on ne lutte pas avec les faits sociaux ; ils ont des racines où la main de l'homme ne saurait atteindre, et quand ils ont pris possession du sol, il faut savoir y vivre sous leur empire. Il n'y a plus maintenant

(10) Guizot, *op. cit.*, p. 11.

(11) *Op. cit.*, p. 19.

(12) *Op. cit.*, p. 24.

ni grands seigneurs à détruire, ni populace à décimer » (13). Donc la peine de mort ne pourrait venir à bout des troubles, et il est prudent de restreindre beaucoup son champ d'application.

b) Guizot conteste aussi l'efficacité morale de la peine de mort en matière politique. Comme toute peine, elle produit un double effet : l'aversion du crime et la crainte du châtement. Lorsqu'il voit le crime, l'homme en attend le châtement. Pour lui, « les lois puisent plus de force dans la conscience des hommes que dans leurs peurs. La réprobation et la honte publiquement attachées à certains actes agissent plus puissamment pour les prévenir, que la crainte des châtements qui pourraient les suivre » (14). La peine de mort appliquée aux crimes privés, tels que le meurtre, le vol à main armée ne manque pas de produire l'aversion. La raison en est qu'elle trouve cette aversion dans tous les cœurs. On ne discute pas sur la criminalité naturelle de ces actes : « le brigand, le meurtrier se sentent seuls » (15). Mais, il n'en est pas de même pour les criminels politiques. Les crimes que dictent les lois ne sont pas toujours odieux. Si les ennemis du pouvoir cherchent à s'en emparer, c'est qu'il se considèrent en guerre avec les dirigeants. Une petite partie de la société sinon une grande embrasse la cause des insurgés, des conspirateurs. L'effet, aversion de la peine ne s'est pas produit.

Quant à la crainte du châtement, Guizot constate que Bonaparte a mieux réussi en luttant par l'ordre et la victoire que la Convention par la ter-

(13) Op. cit., p. 32.

(14) Op. cit., p. 35.

(15) Donnedieu de Vabres : Cours, p. 58.

reur (16). « La crainte, par exemple, a plus d'efficacité contre les intérêts que contre les passions, contre les passions que contre les idées... A mesure qu'on approche l'ordre moral, la crainte perd de sa vertu ; elle cesse d'être en rapport naturel et direct avec les forces qu'elle prétend réprimer ; elle leur parle un langage qui n'est pas le leur » (17). Il conseille surtout au Gouvernement de la Restauration de ne pas user de cette peine politique, s'il ne veut pas renoncer, comme la Convention, à la durée (18).

On peut conclure, que, d'après Guizot, dans le domaine de la criminalité politique, l'immoralité de l'agent est souvent douteuse. Nulle part plus qu'en ce domaine, la justice légale n'est exposée à dévier de la justice naturelle.

c) Guizot conteste, en définitive, l'utilité sociale de la peine de mort en matière politique. Il réfute, catégoriquement sa nécessité naturelle (19). Quant à l'utilité sociale, elle y est aussi très sujette à révision ; ceci parce que la lutte ne s'engage pas entre hommes, mais entre systèmes et partis. Jadis, elle était peut-être nécessaire, car elle devait suppléer à l'insuffisance de la police. Il en est autrement au-

(16) Id., p. 59.

(17) Guizot, op. cit., p. 53.

(18) Dans cet ordre d'idées, nous ajouterons que les auteurs contemporains, et surtout Enrico Ferri, contestent l'efficacité morale de la peine de mort, même quand l'exécution est appuyée par l'opinion publique. Combien de criminels endurcis assistent à une exécution... et ils vont, aussitôt le terrible spectacle terminé, commettre les pires atrocités ! (V. Ferri : *Sociologie criminelle*, p. 594 et s.). Cependant, M. Garofalo soutient la thèse contraire, mais dans une mesure restreinte (V. *Criminologie*, p. 257).

(19) Guizot, op. cit., p. 126.

jourd'hui (20). Quand le Gouvernement recourt à cette peine, il sent qu'il est faible, il avoue qu'il a peur. Guizot consacre son chapitre VIII aux moyens d'en restreindre l'application ; ceci s'obtiendrait en prévenant les crimes, en conférant au ministère public une certaine liberté dans la poursuite de ces crimes, en évitant la qualification la plus grave, en complétant l'échelle politique par des degrés intermédiaires entre la peine capitale et le bannissement, et, enfin, en usant de droit de grâce, auquel il consacre le chapitre X.

En insistant sur la relativité des jugements en matière politique, et en mettant l'accent sur le point de vue psychologique, Guizot inaugurerait une nouvelle ère dans la répression de la criminalité politique, dont le mobile diffère complètement de celui qu'on rencontre à la base de la criminalité de droit commun. Les idées de Guizot ont fortement inspiré la politique libérale du XIX^e siècle. Il est un représentant éminent de l'Ecole néo-classique ou éclectique, cette école qui fonde la répression d'une part, sur l'idée de justice morale et, d'autre part, sur celle de l'utilité sociale (21). A ce point de vue,

(20) Donnedieu de Vabres : Cours, p. 59.

(21) L'Ecole néo-classique est représentée par Carrara, puis Lucchini. Elle s'est levée contre l'Ecole classique — fondée par Beccaria —, qui affirmait le libre arbitre et entreprit l'étude abstraite du délit comme une institution juridique. Contre l'apriorisme classique, la nouvelle Ecole, s'inspirant de l'expérience et de la science, oppose l'apostériorisme. Pour elle, tous les criminels ne sont pas traités sur le même pied d'égalité, et n'ont pas tous le même degré de liberté. La peine doit être mesurée sur le degré de la liberté. Sa devise est que la peine doit être soumise à un double maximum : « ni plus qu'il n'est juste ; ni plus qu'il n'est utile ».

Depuis 1880, un duel mettait aux prises l'Ecole néo-classique et l'Ecole positiviste. D'où une orientation moyenne,

« il est un des promoteurs du spiritualisme en droit pénal » (22).

Les idées libérales de Guizot ont été accueillies avec enthousiasme par l'opinion publique, lasse de l'instabilité interne par rapport à la stabilité internationale. Elles se sont imposées à l'attention des Etats, comme pouvant conduire vers une sécurité assurée, non par la vengeance que des expériences ont prouvée inapte à maintenir l'ordre, mais par une politique sage, raisonnée et efficace. Et sans doute, étaient-elles à la base de la modération dans l'usage fait, après 1830, de la répression en matière de criminalité politique. (23)

Ces idées, quoique doctrinales, ont eu dans le domaine judiciaire une influence remarquable. On en trouve la preuve dans la loi du 20 avril 1825, qui a été pratiquement paralysée par elles. Cette loi, intitulée « Loi du Sacrilège », était dictée par un esprit de rigueur politique. Charles X voulant s'assurer l'appui de l'Eglise — quoique son règne n'eût pas connu, jusqu'aux jours de juillet, de sédition grave — avait fait promulguer cette fameuse loi, dont les articles 4, 6, 7 punissaient des peines les plus graves, parfois de mort, la profanation des hosties consacrées, des vases sacrés et le vol sacrilège... « Cette

une transaction en quelque sorte, proposée par les deux nouvelles Ecoles :

1) La 3^e Ecole (Alimena, Carnevale) ;

2) L'Ecole technico-juridique (Sabatini, Rocco, Massari) ;
c'est cette Ecole qui a inspiré la législation fasciste.

V. Donnedieu de Vabres : Traité, p. 28 ; Saleilles, op. cit., p. 61 (Chap. IV).

(22) Ferri, op. cit., p. 4 et s. ; Tarde : Philosophie pénale, p. 54-55 ; Donnedieu de Vabres : Cours de doctorat, 1942-1943, p. 60.

(23) Joseph Viaud : La peine de mort en matière politique, p. 204.

loi doit être rattachée au système politique » (24). Sachant qu'une pareille loi se heurterait à la résistance passive et même active du peuple adouci par le mouvement libéral, le ministère de M. de Villele l'avait proposé sans enthousiasme, dans le seul but de répondre aux désirs du Roi et du Clergé. En effet elle fut violemment combattue à la Chambre des Pairs (25) et à la Chambre des Députés (26). Sur le plan judiciaire, et pendant les cinq années que la Restauration avait encore à vivre, elle n'a jamais reçu d'application, malgré que les occasions n'en manquassent pas (27). Dans le même ordre d'idées, nous signalons un phénomène qui prouve que, en ce qui concerne la criminalité politique, l'esprit de modération a pénétré, dans le monde de la magistrature ; une tentative sérieuse de sédition avait eu lieu à Paris en 1827 à l'occasion des élections générales ; elle n'a même pas eu de suites judiciaires » (28).

Ce courant libéral n'avait qu'un seul pas à franchir : s'emparer du pouvoir pour réformer la législation. Ce fut l'œuvre de la Révolution de Juillet, car les libéraux de 1830 ont tenu, au pouvoir, les promesses qu'ils avaient faites dans l'opposition (29).

(24) Viaud, *op. cit.*, p. 199.

(25) Le contradicteur de cette loi était Châteaubriand.

(26) C'était un député croyant, Royer-Collard, qui l'a combattue avec éloquence.

(27) Elle fut solennellement condamnée par la loi du 11 octobre 1830.

(28) Viaud, note n° 2, p. 199.

(29) Garçon : Droit pénal, p. 127.

CHAPITRE II

LE MOUVEMENT LEGISLATIF LA MONARCHIE DE JUILLET

1830-1848

C'est sous la Monarchie de Juillet que furent jetées les bases du régime de faveur accordé aux délinquants politiques. La Monarchie a parachevé certains points de l'œuvre gigantesque, nous disons à dessein gigantesque, car son œuvre est une véritable rupture avec le passé, et a laissé aux Gouvernements postérieurs le soin de la compléter.

Tant qu'un parti est de l'opposition, il est pressé d'arriver au pouvoir afin de réaliser son programme. Mais une fois au pouvoir, il ralentit son ardeur pour les réformes, il oublie en partie tout au moins, ses revendications antérieures. Heureusement pour la criminalité politique, les libéraux de 1830 avaient une bonne mémoire et beaucoup d'énergie. Ils étaient, il faut le dire, tenus par l'opinion publique. En outre, ils ne croyaient pas à l'éternité de leur gouvernement, comme y avaient cru les gouvernements précédents. Ceux-ci, en proie à un orgueil déraisonnable, aimaient à proclamer publiquement leur nécessité et leur perpétuité, entendant par là que leur intérêt était l'intérêt de tous, car le gouvernement et la société qu'il gouvernait devaient être considérés comme indissolublement liés l'un à l'autre, et la chute du premier devait entraîner la

chute et la mort de l'autre. « Un ennemi du pouvoir, n'était donc pas un ennemi du genre humain, ni même de la Nation » (1). Son crime devait être rigoureusement réprimé, car c'était pire qu'un assassin, c'était un monstre. La Monarchie de Juillet ne pouvait pas invoquer ces idées, dangereuses pour elle, pour la seule raison qu'elle était née, elle, d'une révolution contre un pouvoir légitimement établi, celui des Bourbons. Le peuple pensait à Charles X détrôné. La Monarchie de Juillet devait tirer sa légitimité de sa présence et son respect de sa conduite. A côté du courant d'idées libérales, le nouveau pouvoir était né dans des circonstances délicates à force de sollicitations et de promesses qu'il ne pouvait pas oublier, car sa vie était en jeu. Il a jugé habile, même vital, non de dompter ses ennemis et de maintenir l'ordre par la terreur, mais de se les concilier, les acheter, si je peux m'exprimer ainsi, par sa générosité. C'était un bon expédient pour Louis-Philippe d'être juste et modéré envers ses ennemis. Les hommes qui appuyaient sa cause, savaient bien qu'ils appuyaient une situation délicate dont la légitimité était douteuse, ou tout au moins, contestable, et il n'était pas impossible que leur pouvoir fût renversé par un coup de violence, et qu'ils redevinssent les justiciables, traduits devant des juges qu'ils devaient juger eux en ennemis. Donc, la modération s'imposait à eux aussi comme acte de prudence. Ceci nous explique d'ailleurs la présence au pouvoir, des représentants de tous les partis politiques... des Royalistes, des Bonapartistes et des Républicains pour qui « le Roi des Français était la meilleure des Républiques ». (2)

(1) Viaud, *op. cit.*, p. 210.

(2) Viaud, *op. cit.*, p. 212.

Nous devons ajouter à tout cela, le caractère personnel du Roi Louis-Philippe. La peine de mort lui répugnait pour une cause politique ; l'échafaud dressé dans ce cas augmente le dégoût et suscite la haine. Il ne pouvait pas ne pas se souvenir du sort tragique de son père, bourreau de Louis XVI, devenu à son tour la victime de l'échafaud pour raisons politiques.

Dans ces circonstances, la modération dans la répression de la criminalité politique était inévitable. Elle a été consacrée législativement par la Charte de Juillet 1830, art. 69. « Si l'histoire de la pénalité politique était l'histoire tout entière, les dix-huit années du règne de Louis-Philippe seraient les plus fécondes et les plus honorables de notre histoire. » (3)

Après avoir examiné les circonstances dans lesquelles la réforme est née, nous allons voir ce que comprenait, en législation et en pratique, cette réforme :

1. — Avec l'arrivée des Libéraux au pouvoir, la Charte du 14 août 1830 promettait, dans son article 69 qu'une loi séparée déférerait au jury « les délits de la presse et les délits politiques » (4). Une loi du 8 octobre 1830 a réalisé cette promesse. Désormais, non seulement seront jugés par la Cour

(3) Viaud, *op. cit.*, p. 206.

(4) En voici le texte : Il sera pourvu successivement par des lois séparées et dans le plus court délai possible aux objets suivants :

1° l'application du jury aux délits de la presse et aux délits politiques ;

2° la responsabilité des ministres et des autres agens du pouvoir ; etc...

V. Duvergier : *Collection des lois et décrets*, 1830, p. 185, art. 69 ; G. Barbier : *Code expliqué de la Presse*. T. I, p. 8.

d'Assises, les délits de presse, mais encore tous les délits d'opinion que les articles 6 et 7 de cette loi énumèrent (délits d'association, censures et critiques de l'autorité, etc...). La liberté politique était largement assurée. On ne possède pas de renseignements sur les motifs de cette loi, car les travaux préparatoires n'en donnent aucun (5). Mais il paraît que cette dérogation au droit commun fut motivée par la crainte de la sévérité dans la répression, que pourrait alors exercer le juge professionnel, alors qu'au contraire les jurés représentaient l'opinion de la masse.

On est tenté de croire qu'à la base de cette loi il y a la conviction que le jury, en tant qu'élément populaire, est indépendant vis-à-vis du Gouvernement. « Le jury constitue, tout d'abord, la seule juridiction dont l'indépendance dans les procès politiques soit assurée. A l'égard des affaires de cette nature, l'impartialité des magistrats, nommés par le Gouvernement, sera toujours, à tort ou à raison, suspectée... C'est grâce à lui que la préoccupation du mobile est devenue prépondérante. » (V. Donnedieu de Vabres : *Traité*, p. 626). Les jurés pourraient apprécier sans crainte — étant maîtres de l'incrimination — si l'infraction reprochée à l'agent ne serait pas une manifestation exprimant la volonté du peuple, qui a intérêt, grand intérêt, à accorder une certaine immunité à ceux qui pourraient le renseigner ! M. Rodière pense que le jury n'était pas si pur, si intègre qu'on voulait bien le représenter. Nous croyons que, malgré cette critique qui pourrait être justifiée, le jury a pu jouer — à l'époque et dans ce domaine — un rôle très honorable.

(5) Rodière, *op. cit.*, p. 122.

On verra, plus tard, que les législations autoritaires ont, de nos jours, retiré ces affaires à la compétence du jury. (6)

2. — Les Cours Prévôtales qui pouvaient être provisoirement créées, en vertu de la Charte de 1814, art. 63, avaient été supprimées législativement, et la loi du 14 août 1830, qui les a abolies, stipulait qu'elles ne pourraient jamais être rétablies (7). Cette disposition avait été inspirée par l'art. 53 de la Charte révisée qui stipule que « nul ne pourra être distrait de ses juges naturels ». L'article 54 est plus explicite en tirant la conséquence de l'art. 53 : « il ne pourra être créé de tribunaux extraordinaires, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce puisse être » (8). Il est évident que c'est un coup mortel, dans l'esprit du législateur, au prestige et à l'exercice de l'arbitraire en matière politique.

3. — Le mois suivant l'avènement de la Monarchie, une Ordonnance du Roi, en date du 26 août 1830, a amnistié tous les condamnés politiques depuis le 7 juillet 1815, soit en France, soit dans les Colonies, c'est-à-dire tous ceux qui avaient été condamnés sous la Restauration, le Roi considérant « qu'il est juste et urgent de faire cesser l'effet de

(6) La Suisse avait, en 1934, envisagé la suppression du jury. En définitive, elle l'a maintenu pour les affaires politiques, renvoyant les autres à la Cour pénale fédérale formée de cinq magistrats professionnels (Donnedieu de Vabres, *sup.* I, p. 57).

(7) Pratiquement, ces Cours n'avaient pas reparu depuis la loi du 15 décembre 1815, qui les autorisait pour une période de trois ans (Viaud, p. 222, n° 1).

(8) V. Duvergier : Collection des lois et décrets, 1830, p. 184-185.

condamnations politiques antérieures aux glorieuses journées des 27, 28 et 29 juillet dernier ». (9)

4. — Louis-Philippe a fait voter la loi du 11 septembre 1830, qui pourrait être considérée comme le summum de l'indulgence. Elle était destinée, sans aucun doute, à jouer un rôle d'apaisement général. Elle a réintégré, dans leurs droits civils et politiques, les Français bannis en exécution des articles 3 et 7 de la loi du 12 janvier 1816, et elle leur a ouvert les portes de la France. Elle a fait cependant exception de l'art. 4 de la loi d'amnistie de 1816 (10), cet article qui interdit aux ascendants, descendants, frères, sœurs... de Napoléon, de séjour-

(9) V. Duvergier, *op. cit.*, p. 212.

Il est utile de reproduire ici le texte de cette fameuse Ordonnance :

ART. 1. — Les jugements, décisions et arrêts rendus, soit en France, soit dans les colonies, par les Cours royales, Cours d'assises, Cours de justice criminelle, Cours prévôtales, commissions militaires, conseils de guerre et autres juridictions ordinaires, à raison des faits politiques, depuis le 7 juillet 1815 jusqu'à ce jour, cesseront d'avoir leur effet.

• ART. 2. — Les personnes atteintes par lesdits jugements, arrêts et décisions, rentreront dans l'exercice de leurs droits civils et politiques, sans préjudice des droits acquis à des tiers.

Celles qui sont détenues en vertu des dits arrêts, jugements et décisions, seront sur-le-champ mises en liberté...

ART. 3. — Le trésor public ne sera tenu à aucune restitution de frais ni d'amendes.

Art. 4. — Les poursuites qui pourraient avoir été commencées à raison des faits mentionnés en l'article premier, sont réputées non avenues.

(10) Amnistie « pleine et entière à tous ceux qui, directement ou indirectement, ont pris part à la rébellion et à l'usurpation de Napoléon Bonaparte, sauf les exceptions ci-après... ». Les exceptions étaient celles des art. 3 et 7 de la dite loi.

ner ou de posséder des biens en France. En supprimant l'art. 7 de la loi d'amnistie de 1816, la loi de 1830 a permis aux régicides de regagner la France (11). Le Roi a pris cette décision à contre-cœur, mais il a voulu se montrer excessivement indulgent envers les ennemis politiques. De toute façon, cette loi n'a ni excusé ni réhabilité le régicide. Dans la loi du 26 janvier 1833, le Gouvernement a déclaré « douloureux et néfaste le souvenir de la mort de Louis XVI » (12). Ne perdons pas de vue que l'assassinat même d'un roi, constitue un attentat à une vie humaine, qui a droit à la protection de la loi.

5. — Une Ordonnance du 11 octobre 1830 a supprimé la loi du 20 avril 1825 portant la répression des crimes et délits commis dans les Eglises (loi du sacrilège). On a signalé, plus haut, que cette loi avait été promulguée dans un esprit politique, car la Royauté désirait obtenir l'appui de l'Eglise pour consolider sa position. La loi du sacrilège était des plus rigoureuses.

Dans cette même période féconde de mesures indulgentes envers la criminalité politique, la ques-

(11) Nous reproduisons ici le texte de cet art. 7 de la loi d'amnistie de 1816 :

« Ceux des régicides qui, au mépris d'une clémence presque sans bornes, ont voté pour l'acte additionnel ou accepté des fonctions ou emplois de l'usurpateur, et qui, par là, se sont déclarés ennemis irréconciliables de la France et du Gouvernement légitime, sont exclus à perpétuité du royaume, et sont tenus d'en sortir, dans le délai d'un mois, sous la peine portée par l'art. 33 du Code pénal ; ils ne pourront y jouir d'aucun droit civil, y posséder aucun bien, titre ni pensions à eux accordés à titre gratuit. »

On sait que ce texte vise ceux qui ont voté la mort de Louis XVI et qui ont accepté l'acte additionnel.

(V. Duvergier : 1815-1816, p. 238.)

(12) Viaud, op. cit., p. 223, note 1.

tion de la peine de mort a été abordée, elle aussi. En effet, M. de Tracy a eu l'idée heureuse de formuler, à la Chambre des Députés, une proposition tendant à l'abolition, en droit, de la peine capitale, tout au moins en matière politique. Le Gouvernement approuvait la proposition. Mais, pour augmenter les chances de réussite, M. de Tracy retira sa proposition, cédant sa place à l'autorité et à l'action du Gouvernement même. Un projet de loi déposé à la Chambre, devait être appuyé par le Gouvernement et la Chambre. Il est hors de doute que le Roi regardait ce projet d'un œil satisfait, car la promulgation d'une loi pareille devait sauver la tête des ministres de Charles X, ce qui concordait très bien avec sa politique d'apaisement et de conciliation. Mais, fait curieux, la résistance est venue, cette fois-ci, de la part du peuple ! L'opinion publique a accueilli la proposition avec des cris de fureur. Le peuple réclamait la tête des ministres. Une insurrection éclata et se dirigea vers la prison de Vincennes où ces ministres étaient détenus. La Monarchie, peu désireuse de nouveaux troubles, a dû retirer le projet ; mais, en défendant la tête de ces prisonniers, elle savait bien qu'elle défendait sa propre existence. C'est en présence de ces deux courants — l'opinion publique s'insurgeant contre la modération de la répression et le Gouvernement par contre la désirant — que le procès du prince de Polignac devait s'ouvrir, devant la Cour de Paris (13). Cette Cour suprême, qui était avant tout

(13) Une juridiction d'exception, et surtout une juridiction politique n'inspire pas toujours la confiance. Généralement, elle ne trompe pas la confiance de celui qui l'a formée. Malgré qu'un commissaire au procès, M. Persil, ait demandé avec apreté la mort du prince et des ministres, et malgré que l'avocat du prince n'ait pas osé plaider l'inno-

une Cour législative, mais habilitée à juger ces hautes personnalités, n'a pas oublié qu'elle était dans ce procès, à la fois législateur et juge. Elle ne s'est pas contentée d'appliquer les lois positives. Par l'omnipotence judiciaire qu'elle s'était octroyée, elle a jugé arbitrairement, en infligeant la détention perpétuelle. Car l'arrêt de la condamnation constatait le « crime de trahison » qui était passible de la peine de mort (art. 87 C.P.). Cette sentence était le premier pas vers la libération de ces prisonniers qui ont profité de l'amnistie du 8 mai 1837.

Et voici obtenu judiciairement, ce qu'on n'a pu obtenir législativement. En fait, la peine de mort est abolie, étant donné que l'arrêt de la Cour de Paris était appelée à imposer sa jurisprudence ; l'échafaud en matière politique, a été écarté grâce à tant de facteurs réunis et bien harmonisés (14). En ef-

cence de son client — il a tout simplement demandé aux juges d'écarter la condamnation terrible, au nom de tant de souvenirs — la sentence a écarté la peine de mort. MM. de Polignac, de Peyronnet, de Chantelouze et Guernon de Ranville furent condamnés à la détention perpétuelle et à la déchéance de leurs titres et dignités (21 décembre 1830).

V. Viaud, op. cit., p. 226.

(14) Voici quelques exemples, pris parmi les plus importants :

a) En 1833, le Général Comte Auguste de la Rochejacquelein, condamné par contumace à mort ; la condamnation n'a pas été exécutée.

b) 4 janvier 1832 : Conspiration des Tours de Notre-Dame. C'est le fait de quelques royalistes. Le jury de la Seine acquitte ou condamne à de légères peines d'emprisonnement.

c) 1^{er} février 1832 : Autre conspiration. Sur 56 accusés, 29 acquittés, 27 condamnés dont six à la déportation et 2 à mort par contumace (affaire de la rue des Prouvaires).

d) 5-6 juin 1832 : Insurrection républicaine. Une Ordonnance du 7 juin, met Paris en état de siège. Les conseils de guerre entrent en action... Mais la Cour de Cassation déclare l'Ordonnance illégale, comme contraire aux art. 52-56

fet, l'influence morale de cette sentence devait être très importante sur les verdicts des jurys. Si nous consultons les procès tranchés sous le règne de Louis-Philippe, nous pouvons voir comment la peine capitale était écartée systématiquement, ce qui, en fait, n'empêchait pas que la non-abolition en droit de la peine de mort, donnait lieu à des exécutions, pour causes politiques. Mais les exécutions étaient très rares, par rapport aux condamnations amnistiées ou commuées. L'esprit de modération l'emportait souvent sur l'esprit de vengeance. Quand il y a condamnation à mort suivie d'exécution, il faut y rechercher un crime vulgaire, un mobile bas et intéressé. Le procès de l'attentat du 28 juillet 1835 en offre un éclatant exemple (15) ; tan-

de la Charte révisée. Le jury remplace ces conseils. Sur 82 condamnations, une seule est à mort. Elle est commuée.

e) Octobre 1836 : Tentative à Strasbourg du prince Louis-Napoléon. Le jury local, sur le désir du gouvernement, tranche la question par l'acquittement de tous ceux, civils et militaires, qui ont pris part à l'insurrection.

f) Insurrection du 12 mai 1839 : C'est la Cour des Pairs qui la juge ; Barbès seul est condamné à mort pour avoir tué un officier. Le Roi le grâcie. Un autre condamné, Blanqui, est condamné à mort et grâcié.

g) Août 1840 : Louis-Napoléon, de nouveau, traduit en justice, mais cette fois devant la Cour de Paris. Il fut condamné à la détention perpétuelle. Un seul pair avait voté pour sa mort. Il s'est évadé en 1846.

h) 1841 : L'affaire de Quénisset : Attentat à la vie du Duc d'Aumale. Le tribunal constate que cet assassinat est le résultat d'un complot. Quénisset et deux complices sont condamnés à mort, mais la peine a été commuée.

i) 1846 : Affaire Henri : Traduit devant la Cour de Paris et condamné aux travaux forcés à perpétuité.

(15) Fieschi, Pépin et Morey étaient de « répugnants assassins », dit M. Viaud, *op. cit.*, p. 240.

Fieschi était l'auteur de l'« odieux attentat » contre le cortège royal de Louis-Philippe. L'explosion de la machine

dis qu'au contraire les procès d'avril (16) nous montrent clairement que le mobile politique, une fois constaté, était une source de clémence et de modération.

Nous devons trouver, dans ces commutations, l'influence de Guizot, qui suggérait au Roi cette attitude aussi clément que nécessaire. (17)

*
**

6. — Sur le plan international, la Monarchie de Juillet a proclamé l'interdiction de l'extradition. C'est aussi un régime de faveur conforme aux inspirations d'un régime libéral. On voulait accorder aux réfugiés politiques, fuyant la tyrannie dans leurs pays, un refuge sûr, pour différentes raisons que nous n'exposerons pas ici. C'est par sympathie et compassion pour cette catégorie de délinquants que la Constitution de 1793 a proclamé : « Le peuple français donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté ; il la refuse aux tyrans » (18). Les libéraux de 1830 ont repris cette

infernale employée pour l'assassinat avait fait 42 victimes. Il a agi par « haine politique ». Nous trouvons que « la haine politique » est véritablement une belle expression.

V. Dr Yvon Samuel : *Les amoureux des criminelles*. Librairie Maloine, Paris, 1939, p. 163.

(16) Dans cette affaire, 2.000 individus, appartenant à toutes les classes de la société, étaient déferés à la Cour de Paris. Il fallait examiner 50.000 dossiers. Après un dégrossissement important, 164 étaient traduits en justice. Aucune peine capitale, les peines variant de la déportation à l'emprisonnement simple.

(17) E. Garçon, *op. cit.*, p. 127.

(18) Hammerich, rapporteur général du « Comité pour la définition du délit politique ». VI^e Conférence internationale de Copenhague, 1935. Pedone, 1938, p. 74.

disposition. Le Gouvernement a déclaré solennellement à la tribune que la France « n'accorderait plus aucune extradition pour crime politique et n'en demanderait jamais ». (19)

Cette déclaration a été suivie de deux traités célèbres dans le droit pénal international :

- a) le traité franco-suisse du 30 septembre 1833,
- b) le traité franco-belge du 22 novembre 1834.

Dans ces deux traités, l'extradition des délits politiques est écartée. D'après un auteur allemand, M. Dallmand, la règle que l'extradition n'a pas lieu pour les faits politiques n'aurait été admise en principe et formulée dans les textes que depuis la Révolution de Juillet (20). M. Renault dit que si cela était vrai pour le Continent européen, la pratique anglaise était en ce sens depuis un certain nombre d'années. Sir James Mackintosh avait déjà, le 1^{er} mars 1815, fait un discours retentissant à la Chambre des Communes. (21)

(19) Garçon, op. cit., p. 127.

(20) Louis Renault : Des crimes politiques en matière d'extradition. Paris, 1880, p. 6.

(21) Dans cet ordre d'idées, il n'est pas sans intérêt d'évoquer ici le cas le plus notable qui a soulevé beaucoup de discussions et a failli troubler la paix au milieu du siècle dernier, siècle de la criminalité politique. Ce cas est celui des réfugiés politiques hongrois.

L'Autriche, grâce au secours militaire de la Russie, a étouffé une révolution dangereuse des patriotes hongrois en 1849... Des réfugiés ont réussi à franchir la frontière. Les autorités turques, en Valachie, les ont accueillis avec humanité. L'Autriche, soutenue par la Russie, a adressé au Sultan une demande d'extradition de ces réfugiés. La Turquie, soutenue par l'Angleterre et la France, a repoussé la demande, invoquant l'usage international.

Dans une dépêche, souvent citée dans cette matière, Lord Palmerston a écrit : « ...S'il est une règle qui, plus que toute autre, ait été observée dans les temps modernes, c'est

La criminalité politique à laquelle la doctrine voulait appliquer des mesures bienveillantes, était une notion politique. C'est avec la loi de 1830 qu'elle est devenue une notion juridique. La réforme devait être complétée, en partie, par la révision du Code pénal en 1832. En effet, la distinction entre crimes politiques et crimes non politiques s'accroissait. Une échelle spéciale de peines fut créée pour les crimes politiques.

La loi du 28 avril 1832 a spécifié, comme crimes politiques, les crimes dirigés contre la sûreté de l'Etat entraînant la mort. L'art. 463 de la dite loi stipule qu'en cas de circonstances atténuantes, ces crimes sont passibles de la déportation ou de la détention à l'exception des cas prévus par les art. 86, 96 et 97. En appliquant ces peines politiques, le législateur a donné la qualification politique à ces crimes, sans quoi il aurait appliqué les travaux forcés à perpétuité ou les travaux forcés à temps. (22).

L'échelle politique comprend la déportation, la détention, le bannissement et la dégradation civile. La peine de mort et les peines correctionnelles sont communes à la criminalité politique et à celle de droit commun. Le Code de 1810 n'avait pas réservé la déportation à la criminalité politique ; l'infanticide et la concussion en étaient frappés (23).

la règle de ne pas livrer les réfugiés politiques, à moins d'y être contraint par les stipulations positives d'un traité... Les lois de l'hospitalité, les exigences de l'humanité, les sentiments naturels de l'homme se réunissent pour, écarter de telles extraditions, et tout gouvernement indépendant qui, de lui-même, en accorderait une de ce genre, serait à juste titre et universellement stigmatisé comme s'étant déshonoré. » — L'affaire a été réglée par le refus de l'extradition. Seulement les Turcs ont pris des mesures d'internement.

(22) Garraud : Traité. III, p. 497.

(23) Rodière, op. cit., p. 128.

La loi de 1832 la réserve à la criminalité politique, car elle « est parfaitement appropriée à la nature de ces crimes » (24). La détention est créée. C'est une peine nouvelle, destinée à remplacer le bannissement dans les cas où cette peine était imprudemment prononcée, et qui l'a remplacée dans les hypothèses prévues, par les articles 78 et 81, al. 2 (rédaction 1810). (25). Mais ce n'est qu'après la loi de 1848, supprimant la peine de mort en matière politique, et celle du 8 juin 1850 introduisant la déportation dans une enceinte fortifiée, que la séparation des deux échelles a pris toute son importance (26). La loi de 1832 a écarté, en graduant les peines, une injustice choquante. Avant elle, le complot et l'attentat étaient punis de mort ; le complot était assimilé à l'attentat. Avec elle, on considère « la différence de gravité morale entre l'intention perverse et l'action consommée » (27). Désormais, l'attentat à la vie du Roi est puni des peines du par-

(24) Discours du Garde des Sceaux : *Moniteur* du 1^{er} septembre 1831.

(25) Ces articles ont été modifiés de nouveau par le décret-loi du 29 juillet 1939, art. 1^{er}. V. le code pénal.

(26) La ligne de démarcation entre les deux échelles n'est pas toujours très nette... La loi du 28 avril 1832, modifiant l'art. 56 du Code pénal, a introduit dans la matière une certaine confusion. En effet, l'alinéa 6 de cet art. s'exprime ainsi :

« Si le second crime — (en cas de récidive) — emporte la peine de la déportation, il sera condamné aux travaux forcés à perpétuité. »

Comme on le voit, le législateur saute de l'échelle politique, de la déportation, à l'échelle de droit commun, aux travaux forcés à perpétuité. On pourrait voir, malgré la confusion, une mesure de clémence dans ce texte. Le législateur n'a pas voulu, en cas de récidive en matière politique, prévoir la peine de mort, qui devrait logiquement être prononcée, dans ce cas.

(27) Viaud, p. 219.

ricide, ces peines qui ont subi une modification plus humaine. Le texte l'ancien de l'art. 13 (rédaction de 1810), prévoyait que le parricide « aura le poing droit coupé ». Cette amputation du poing a été supprimée par la loi du 28 avril 1832. Notons que l'expression vieillie de lèse-majesté a disparu. Elle est remplacée par l'*attentat*... contre la vie ou la personne du Roi, qui est puni de la peine du parricide, ou contre la vie ou la personne des membres de la famille royale, qui est puni de la peine de mort. Dans la rédaction ancienne de l'art. 86, Napoléon tenait bien à l'expression de « lèse-majesté ».

Avant d'en finir avec cette époque, nous signalerons la suppression des articles 103, 104, 105, 106 et 107, par la loi de 1832. Napoléon avait transformé le devoir civique qui s'impose aux citoyens de signaler aux autorités les actes délictueux dont ils ont connaissance, en devoir légal. La non-révélation des crimes dirigés contre la sûreté de l'Etat était sévèrement punie. La Monarchie de Juillet a supprimé ces dispositions dont l'utilité pouvait être soutenable, mais la moralité était douteuse. (28)

(28) On lit dans le rapport de M. de Bastard à la Chambre de Pairs du 6 mars 1832, ces lignes : « Le projet de loi affranchit de toute peine la non-révélation. Votre commission, appelée à s'expliquer sur cette disposition nouvelle, n'hésite pas à dire qu'elle regarde la révélation d'un crime d'Etat comme un des devoirs les plus rigoureux que la morale publique impose aux citoyens ; mais elle ne s'est pas dissimulé que c'était là un des devoirs que le législateur était impuissant à prescrire, et dont elle ne pouvait punir le non-accomplissement. »

M. Gararud préfère le maintien de cette infraction, mais après l'avoir réformée, à l'instar de quelques législations étrangères, c'est-à-dire si la non-révélation était décidée avec intention de ne pas informer... V. l'art. 135, Code pénal des Pays-Bas, et 136. — V. le § 139 Code pénal allemand, le § 61 Code d'Autriche.

Ce délit est rétabli, avec nuance, par le Décret du 29 juillet 1939.

En outre, dans ses articles 559-599, la loi de 1832 a pris soin de supprimer les Cours spéciales, lors de la revision du Code d'instruction criminelle, se conformant aux articles 53 et 54 de la Charte revisée du 14 août 1830 (29). A ce moment, la théorie de la criminalité politique est formée. Il ne reste qu'un pas à franchir : l'abolition légale de la peine de mort, depuis longtemps abolie en fait. Le ministère de Guizot était un bon présage pour le libéralisme. Avec cette période, naît le régime doux qui séparait le criminel politique du criminel vulgaire, le premier étant traité avec égards et douceur. Evidemment, par un dogmatisme outré, on était poussé à assimiler le traître à un patriote. A la criminalité politique, proprement dite, ont été assimilés les crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat, qui ont joui d'un traitement d'extrême indulgence. De tout temps, croyons-nous, la trahison est un crime dirigé contre la société qui a le droit de réagir, et avec violence. Ce qui expliquerait, pour ces crimes, cette indulgence dans cette période, serait la paix qui régnait, et par là, la rareté de ces attentats. (30)

Le livre de Guizot joint à sa présence dans le ministère, a été le terrain favorable pour la formation de la théorie de la criminalité politique. S'il nous est permis de nous exprimer librement, nous dirons que Guizot est le père de la criminalité politique, dans le sens juridique de ces mots.

Au cours du XIX^e siècle, le système français a exercé une grande influence sur les législations étrangères, en Belgique d'abord, puis en Europe méridionale et en Amérique latine. La doctrine internationale s'est efforcée de dégager les notions

(29) Viaud, p. 222, note 1.

(30) V. Plassard, op. cit., Chap. II.

scientifiques de cette théorie nouvelle mais vite affermie. (31)

Si le législateur n'a pas parlé du régime applicable aux délits stricto sensu, les autorités administratives, se conformant aux circulaires, ont comblé cette lacune. Les délinquants politiques ont été dispensés du travail... ils ont pu communiquer avec le dehors... apporter leur nourriture du dehors... etc... La criminalité politique, avons-nous dit, n'avait, sous la Monarchie de Juillet, qu'un seul pas, d'ordre législatif, à franchir. C'est sous la Révolution de 1848 qu'elle devait accomplir cette dernière étape.

En effet, au lendemain de la Révolution, Larmartine proposait l'abolition légale de la peine de mort. Proposition d'abord repoussée, puis reprise par Louis Blanc, deux jours après la proclamation de la République. La République de Février, qui « se berçait d'aspirations idéales désintéressées, a arrêté, par le décret du 26 février, l'abolition de la peine de mort (32). C'est ainsi que les membres du Gou-

(31) Hammerich, p. 64.

(32) Nous reproduisons ici les motifs et l'unique article de ce décret :

« Le Gouvernement provisoire,

« Convaincu que la grandeur d'âme est la suprême politique, et que chaque révolution opérée par le Peuple Français doit au monde la Consécration d'une vérité philosophique de plus ;

« Considérant qu'il n'y a pas de plus sublime principe que le respect de la vie humaine ;

« Considérant que dans les mémorables journées où nous sommes, le Gouvernement provisoire a constaté avec orgueil que pas un cri de vengeance n'est sorti de la bouche du peuple ;

« Par ces motifs, décrète :

« Article unique. — La peine de mort est abolie en matière politique. »

Cet article deviendra l'article 5 de la Constitution du

vernement provisoire ont donné à leurs théories humanitaires une heureuse application.

Mussolini estime que le libéralisme, en France, n'a eu que quinze ans de faveur, sous la Monarchie de Juillet. Il a atteint son apogée en 1848 et s'est effondré avec le second Empire. (33)

4 novembre 1848. Tout le monde était d'accord sur son insertion: Si une vive discussion avait été engagée autour de lui, ceci avait pour but de saboter les efforts de ceux qui réclamaient l'abolition définitive de la peine de mort, même pour les crimes de droit commun. Un partisan éminent de la suppression totale, était Victor Hugo. Voici ce qu'il a écrit à ce sujet :

« La peine de mort est le signe spécial et éternel de la barbarie. Partout où la peine de mort est prodiguée, la barbarie domine, partout où la peine de mort est rare, la civilisation règne. Ce sont là des faits incontestables. Le xix^e siècle abolira certainement la peine de mort. Vous écrivez en tête du préambule de votre Constitution : « En présence « de Dieu », et vous commencez par lui dérober, à ce Dieu, un droit qui n'appartient qu'à lui, le droit de vie et de mort. Dans le premier article de la Constitution que vous votez, vous venez de constater la première pensée du peuple, vous avez renversé le trône, maintenant consacrez l'autre, renversez l'échafaud. »

Il est évident, que c'est un beau passage littéraire, interprétant un beau sentiment humain d'un poète sensible, mais la poésie a un domaine autre que celui du Droit, malheureusement, Hugo invoquait le droit de la Divinité... argument bien fragile ! Aujourd'hui, on invoque les intérêts et la sécurité de la communauté nationale, ces intérêts qui prodiguent la peine de mort...

(33) Mussolini : Article Fascisme, dans l'Encyc. Italienne.

V. Mussolini : Doctrine, Institution. Paris, Denoël et Stéclé.

V. Donnédieu de Vabres : Politique criminelle des Etats autoritaires, p. 7.

CHAPITRE. III

BREF APERÇU DE LA RÉPRESSION DE LA CRIMINALITÉ POLITIQUE A L'ÉTRANGER AU XIX^e SIÈCLE

Le courant libéral a joué dans la plupart des législations étrangères, un rôle aussi important que dans la législation française. Seulement, comme on le verra, au moment où le libéralisme produisait ses effets à l'étranger, il reculait en France devant un contre-courant dû aux vicissitudes politiques.

Nous n'avons pas la prétention d'analyser en détail ce qui a été réalisé à l'étranger. Nous nous contenterons d'examiner brièvement, dans quelques pays, quel traitement était réservé à la criminalité politique. Comme la réaction se fera sentir le plus nettement au xx^e siècle en Allemagne, en Italie et en Russie, nous voudrions nous y arrêter plus longtemps qu'ailleurs, car nous reprendrons l'étude de la criminalité politique dans ces trois pays.

SECTION I. — ITALIE

Avant de réaliser son unité, l'Italie avait plusieurs législations différentes. Chaque Etat était régi par un Code spécial. De ce fait, aucune unité dans la législation. Mais le mouvement doctrinal s'orientait vers l'unification. Un pays divisé devrait

s'unifier moralement avant de chercher à s'unifier politiquement.

Sur les sept Codes qui existaient avant 1860 (1), le plus important — pour nous — était celui de la Toscane, du 20 juin 1853. Ce Code, réformé par une loi du gouvernement provisoire du 30 avril 1859, avait aboli totalement la peine de mort, et de ce fait la criminalité politique se trouvait traitée sur le même plan que la criminalité de droit commun. C'était un appréciable gain de terrain sur la sévérité de la répression, dans une région importante d'un pays considéré comme la patrie du droit pénal (2), et le prélude de la suppression totale de cette peine dans toute l'Italie. Les rédacteurs du Code de 1889 se sont trouvés devant une situation délicate, car le Code sarde du 20 novembre 1859 s'était étendu à toute l'Italie, sauf la Toscane, au fur et à mesure des annexions. Il fallait résoudre la question de la peine de mort : abolir cette peine, comme l'avait fait le Code toscan et comme le demandaient les représentants de la science juridique, ou bien la maintenir au risque de se heurter à la résistance de la Toscane, qui l'avait abolie depuis une trentaine d'années. La question a été tranchée en

(1) Ces codes étaient :

1° Dans le Royaume de Naples, le Code pénal du 26 mars 1819.

2° Dans le Duché de Parme, le Code du 5 novembre 1820.

3° Dans les Etats de l'Eglise, le Règlement du 20 septembre 1832.

4° Dans la Lombardie et la Vénétie, le Code autrichien du 27 mai 1852.

5° En Toscane, le Code du 20 juin 1853.

6° A Modène, le Code du 14 décembre 1855.

7° Dans les Etats sardes, le Code pénal du 20 novembre 1859.

(2) Donnedieu de Vabres : Pol. crim., p. 22 et 71.

faveur de l'abolition, déterminée, en grande partie, par les réclamations de la Toscane. (3)

Le nouveau Code avait été inspiré par le néo-classique Francesco Carrara (4), et rédigé par le ministre Zanardelli. C'était un « Code progressif, humaniste, libéral » (5). S'inspirant de Carrara, pour qui l'infraction « est une entité juridique », il analysait très subtilement les éléments et les circonstances des infractions, mais il ne se préoccupait guère du délinquant. La peine était considérée uniquement comme une expiation qui devait servir à l'amendement du coupable (6). L'idée de l'état dangereux des individus, lancée par les positivistes, Lombroso et Ferri, lui restait complètement étrangère. Ce n'était pas un Code politique, comme dira plus tard le ministre Rocco ; c'était un code cueilli dans les beaux jardins de la science juridique.

(3) Viaud, *op. cit.*, p. 368.

(4) Voici ce qu'écrivait Carrara, à propos de la criminalité politique :

« D'un côté, on qualifie les conspirateurs et réformateurs politiques d'infâmes ; on les persécute, en la personne de leurs descendants ; de l'autre, on répand les fleurs sur leur tombe ; on perpétue leur mémoire comme celles de martyrs, dans des biographies et des chants populaires ; d'un côté la gehenne, de l'autre l'autel... Voici mon dernier mot. Je suis entièrement convaincu que la politique et la science du droit pénal ne sont pas nées sœurs, et qu'à l'égard des prétendus délits contre la sécurité de l'Etat, aussi bien extérieure qu'intérieure, il n'existe pas de droit pénal ayant une portée philosophique. »

Or, Carrara fait une distinction qui n'est pas restée propre à l'Ecole néo-classique. Elle a passé chez Lombroso (la criminalité atavique et la criminalité évolutive) et chez Garofalo (les délits naturels et les délits artificiels). V. Carrara : *Programma*, Partie spéciale VII §, 3.938 ; Donnedieu de Vabres : *Pol. crim.*, p. 28.

(5) Donnedieu de Vabres : *Pol. crim.*, p. 23.

(6) Pierre de Casabianca : *Introduction au Code pénal italien de 1930*, p. XII.

M. Zanardelli, rédacteur de ce Code, a dit qu'il avait à sa disposition « un vrai trésor », faisant allusion aux éléments précieux, accumulés par ses prédécesseurs. On ne peut mieux dire que de rappeler ce qu'un éminent magistrat italien, M. Crivellari, a dit : « Le nouveau Code est une synthèse exacte de la véritable Ecole Italienne (7). On y trouve, ramenées à la formule législative, les leçons de nos maîtres les plus vénérés ; on y trouve en même temps un choix de dispositions empruntées aux meilleurs Codes des autres pays civilisés ». (8)

Supprimant la peine de mort, ce Code l'a remplacée par l'ergastolo. C'est une peine perpétuelle, à laquelle s'applique obligatoirement le système de l'emprisonnement cellulaire, dans sa forme la plus rigoureuse. Remarquons que cette peine n'est pas réservée à la criminalité politique (9) ; elle frappe aussi les formes les plus graves de la criminalité de droit commun. (10)

(7) Crivellari : Le Code pénal (commentaire), introduction, § 52, Turin ; Edmond Turrel : Traduction du Code pénal, 1889, Introduction, p. 12.

(8) En effet, s'inspirant de cette Ecole et de Beccaria, ce Code est bipartite. Il n'y est question que des délits et des contraventions ; le mot crime est rayé de son vocabulaire. Il a rompu, sur ce point, avec le Code sarde de 1859, qui était tripartite.

(9) Art. 12 : « La peine de l'ergastolo est perpétuelle. Elle se subit dans un établissement spécial où le condamné, pendant les sept premières années, est soumis à l'isolement cellulaire continu, avec obligation au travail. Les années suivantes, il est admis au travail en commun avec les autres condamnés, avec obligation au silence. »

Art. 104, touchant l'intégrité du territoire et l'indépendance ; art. 106 visant les intelligences suivies d'effet, en vue d'engager un pays étranger dans une guerre contre l'Italie.

(10) Art. 366 visant l'homicide avec préméditation (assassinat), avec férocité, avec incendie, inondation... et avec le but de dissimuler une autre infraction.

Le Roi, la Reine, le Prince héritier et le Régent durant la période de sa régence, sont protégés efficacement. L'attentat à leur vie est passible de l'ergastolo (art. 117).

Si l'ergastolo était un châtement commun à la criminalité politique et à celle de droit commun, le Code prévoyait de plus, la détention (*Custodia honesta*) et la réclusion (emprisonnement déshonorant). Le juge avait souvent le choix, en matière politique, entre l'une ou l'autre ; exemple l'article 107 (révélation de secrets diplomatiques ou militaires). Mais tandis que seule la réclusion était applicable à l'infraction prévue par l'art. 114 (fourniture d'approvisionnement à l'ennemi), la détention seule punissait les infractions prévues, par exemple, par l'art. 109 (révélation de secrets par imprudence) et l'art. 126 (la dégradation de l'emblème de l'Etat).

Les membres non désignés de la famille royale, n'étant pas directement appelés au trône, sont protégés par les dispositions de droit commun avec une augmentation de peine d'un sixième à un tiers. A la différence du Code français, qui est muet sur l'extradition, le Code italien la rejette formellement en matière politique (11). En outre, il satisfait aux convenances internationales, en garantissant la protection des souverains étrangers (12). Il a comblé, ainsi, une lacune fréquente :

« Ce Code doit être considéré comme le spécimen le plus achevé de ce que l'on peut appeler

(11) Art. 9 : « L'extradition d'un Italien ne peut être accordée. L'extradition d'un étranger ne peut être accordée ni pour les délits politiques, ni pour les infractions qui seraient connexes à ces délits. » En France, il a fallu attendre la loi du 19 mars 1927, qui a abouti après tant de propositions et de discussions.

(12) Art. 128.

l'Ecole néo-classique. Comme œuvre d'essence et de forme juridiques, c'est un monument des plus remarquables, qui présente avec finesse de nuances et de détails juridiques inconnue, entrant dans l'analyse pénétrante des faits, allant jusqu'aux infiniment petits, voulant tout prévoir. La loi prend la place du juge... C'est une œuvre d'une science infinie. Malheureusement c'est le résumé d'une époque qui s'achève, et non le prélude de celle qui commence. » (13)

Ainsi, la criminalité politique jouissait, dans une certaine mesure, de faveurs assez larges. Si le législateur italien n'était pas aussi audacieux que le législateur français sous la Monarchie de Juillet, c'est que, malgré l'enseignement de l'Ecole positiviste, la période de l'hésitation, en ce qui concernait la répression de la criminalité politique, avait déjà, et depuis longtemps, commencé.

SECTION II. — ALLEMAGNE

En Allemagne, comme en Italie, il y avait plusieurs Etats, et par là, plusieurs législations pénales. L'instabilité de ces législations était étonnante. On réformait un Code, puis un peu plus tard on revenait sur cette réforme. A la veille de la promulgation du Code de l'Empire, dont la rédaction fut précédée de plusieurs tentatives et projets, dix Codes pénaux différents étaient en vigueur (14). Bien

(13) Saleilles : L'individualisation de la peine, p. 94.

(14) Von Liszt : Traité de droit pénal allemand. Traduit par M. René Lobstein. Paris, 1911, T. I, p. 59. En voici l'énumération :

1° Le Code de Brunswick de 1840.

avant l'Empire, l'unification de la législation pénale en Allemagne, était un gros souci pour le Gouvernement prussien (15). Plusieurs efforts se heurtèrent aux obstacles créés par la situation politique. Des auteurs avaient mis à exécution leurs rêves. Mais leurs projets n'éveillaient guère l'attention (16). Le § 64 de la Constitution Impériale du 28 mars 1849 chargeait le ministère prussien de la justice d'élaborer un projet que les événements empêchèrent d'aboutir. La question fut reprise avec succès en 1867 (art. IV, n° 13 de la Constitution Confédérale du 26 juillet 1867).

Malgré qu'aucun théoricien ne figurât dans la Commission du projet — sauf indirectement par des consultations écrites — la peine de mort était violemment attaquée et on allait aboutir à son abolition grâce au courant libéral qui s'étendait peu à peu partout dans le monde. Déjà, elle était abolie dans quelques Etats allemands, dont les délégués votèrent dans ce sens par 110 voix contre 81.

Mais les conditions politiques changeaient déjà en Europe. Les pays les plus libéraux pensaient, avec hésitation, à reviser leur attitude vis-à-vis du libéralisme. L'abolition de la peine de mort ne convient pas à un pays où le pouvoir vient d'en haut

2° Le Code saxon de 1838, adopté en Saxe-Altenbourg depuis 1841.

3° Le Code hessois de 1841.

4° Le Code thuringien de 1850.

5° Le Code prussien de 1851.

6° Le Code saxon de 1868.

7° Le Code hambourgeois de 1869.

8° Le Code wurtembergeois de 1839.

9° Le Code badois de 1845.

10° Le Code bavarois de 1861.

(15) Viaud, op. cit., p. 376.

(16) Liszt, op. cit., p. 76. Projets de Zachariä, 1826 ; Strombeck, 1828 ; Kräwel, 1862.

au lieu de venir de la masse. Bismarck n'a pas accepté ce vote comme définitif, parce que la peine de mort est indispensable à une politique impérialiste. Le projet fut de nouveau mis aux voix et, grâce à l'intervention personnelle de Bismarck, la peine de mort fut maintenue par 127 voix contre 119. Cependant, il n'y a que deux cas dans lesquels cette peine est prononcée : l'assassinat (ce cas est en dehors de notre étude), et l'attentat contre le Souverain, qui est un cas particulier de la haute trahison. Nous voyons dans le 2^e cas qui nous intéresse un cas identique au premier, car il ne faut pas perdre de vue que le Souverain est homme avant tout, et qu'il a droit, tout comme les autres, à la protection pénale. Mais ce qui nous fait croire à une certaine aggravation dans la répression de la criminalité politique, c'est que la tentative d'attentat dirigé contre la vie du Souverain est réprimée tout comme le crime consommé (17). Quant à la vie des membres de la famille royale, elle est protégée par le droit commun.

À part ce cas exceptionnel, aucune infraction ressortissant de la criminalité politique n'est punie de mort. À la peine de mort est substituée la réclusion ou la détention dans une forteresse, soit perpétuelle soit, le plus souvent, temporaire. Si on examine la durée des pénalités infligées, on voit qu'elle n'est pas longue. Par exemple, le complot — l'en-

(17) En matière de tentative, le Code impérial de 1871, imitant le droit français, punit toujours la tentative de crime, exceptionnellement celle de délit — dans les cas prévus expressément par la loi —, et jamais la tentative de contravention.

Mais contrairement au droit français et à l'ancien droit prussien, il punit la tentative plus légèrement que le crime consommé.

V. Code pénal impérial, § 44 et § 70, I. L'exception pour ce cas de haute trahison est prévue par le § 80.

tente pour l'exécution d'une entreprise de haute trahison — prévu par le § 83, est puni de la réclusion ou de la détention de forteresse avec minimum de cinq ans, en cas de circonstances atténuantes, de la détention de forteresse avec minimum de deux ans. Le fait de porter les armes contre l'Empire allemand (§ 88) est puni soit de 2 à 10 ans de réclusion ou de détention, si l'auteur appartenait déjà au service militaire étranger avant l'ouverture des hostilités, soit de réclusion ou de détention à vie dans le cas contraire. La trahison diplomatique prévue par le § 92 est punie de la réclusion avec minimum de deux ans ; en cas de circonstances atténuantes, de la détention de forteresse avec minimum de six mois.

L'espionnage est puni avec beaucoup d'indulgence. Il est puni, dans ses formes les plus graves, de la réclusion avec maximum de dix ans ; mais pour prononcer cette peine, il faut que la communication des documents menace la sécurité de l'Empire. Sans quoi, la peine est l'emprisonnement ou la détention avec maximum de trois ans et accessoirement l'amende jusqu'à 5.000 marks ; en cas de circonstances atténuantes, l'amende peut être exclusivement prononcée.

Deux tendances naissent en Allemagne, à côté de ce Code : d'une part la nouvelle Ecole positiviste qui tendait à s'occuper du criminel plus que du crime, et, d'autre part, la politique autoritaire de Bismarck et de Guillaume II.

On peut discuter les théories philosophiques et scientifiques sur lesquelles doit se baser la législation d'un pays, mais une vérité irréfutable — si l'on veut rester logique avec les données de l'histoire — est que le droit pénal, s'il n'est pas un instrument de politique pour protéger et maintenir l'ordre éta-

bli, subit dans une large mesure et surtout dans sa partie attenant le plus au droit public, l'influence désastreuse de la politique générale. Ce Code, né au sein de l'Ecole néo-classique, était appelé à vivre sous un régime autoritaire. Il devait se plier aux conditions politiques. M. Pierre Garraud dit que la partie spéciale d'un Code pénal est « le miroir fidèle des institutions politiques, des mœurs, des idées morales, sociales et économiques d'un peuple ». (18)

Ont été élaborés successivement plusieurs projets, dont le premier porte la marque de l'Union internationale de droit pénal et de la doctrine de Von Liszt ; ceux de la République de Weimar portent l'empreinte des idées démocratiques, c'est ce qui explique, sans doute, leur tendance à la modération et à l'indulgence (19). L'arrivée de Hitler au pouvoir a tranché la question dans un autre sens. La réaction fut, avec lui, de plus en plus violente contre l'indulgence et le régime de faveur en matière politique.

SECTION III. — RUSSIE

Si nous avons consacré cette section à la criminalité politique en Russie Tzariste du XIX^e siècle, alors que le libéralisme et la modération dans sa répression n'y avaient pas la place qu'ils avaient ailleurs, c'est parce que c'est dans cette même Russie, qu'au XX^e siècle, la réaction violente se fera nettement sentir. Les conditions sociales et économiques

(18) P. Garraud : Introduction à la traduction du Code pénal soviétique, par J. Patouillet, p. xxxi.

(19) Donnedieu de Vabres : Politique criminelle, p. 75.

de la Russie du xix^e siècle empêchaient, pratiquement, toute réforme politique.

La philosophie du xviii^e siècle n'était pas restée sans écho en Russie. Bien au contraire. Les théories de Rousseau et de Beccaria, qui ont fait l'objet de tant de discussions acerbes en Europe, ont été accueillies, et à l'improviste, avec faveur, par l'Impératrice Elisabeth (20). Tandis que la peine de mort subsiste toujours à l'heure actuelle dans certains pays d'Europe, elle fut abolie, en Russie, et par un régime despotique, en 1752. Mais un régime absolu, quelque généreux qu'il soit, ne peut tolérer l'activité de ses ennemis.

Partant de ce point, l'Impératrice a maintenu la peine de mort en matière politique. C'était, pour la société russe, une décision heureuse, car l'autorité du monarque n'y était pas discutée. Il est certain qu'un souverain absolu ne veut pas limiter sa liberté de punir ses ennemis, car ce serait une atteinte à son prestige et à son autorité. Ceci nous explique les rigueurs réservées à la criminalité politique (21). Vers la deuxième moitié du xix^e siècle, un mouvement de destruction sociale, le nihilisme, se répandait en Russie. C'était un mouvement révolutionnaire qui visait au renversement de l'ordre social existant. Et, pour ce faire, il devait gagner à sa cause la masse, c'est-à-dire les paysans. Deux organisations secrètes et agissantes se répandaient vite, au moment même où les rédacteurs russes élaboraient le Code pénal de 1885 : le « Grand Russe »

(20) Elisabeth Petrovna, fille de Pierre le Grand, Impératrice de Russie, de 1741 à 1762.

(21) Viaud, *op. cit.*, p. 381 ; Emile Garçon, *D.P.*, p. 103.

et « Terre et Liberté » (22) : Plusieurs révolutions avaient éclaté dans le pays, telle que celle de Kazan, en 1863. Le Gouvernement, voulant se défendre, eut recours à des mesures exceptionnelles. De son côté le nihilisme — devenu terrorisme — pour obtenir le renversement de la société, multiplia ses attentats. Bakounine (23) et Kropotkine (24) ont eu une grande influence sur la masse misérable. Nihilisme, anarchisme, terrorisme, soulevant la masse d'un côté ; autoritarisme appuyant la noblesse de l'autre. Une telle situation rendait presque impossible la pénétration de tout courant libéral. Après l'assassinat du prince Kropotkine, Gouverneur de Khar-kow, frère du philosophe anarchiste, le 9 février 1879, celui du général Mesenzew, chef de la gendarmerie, le 4 août 1878, et de tant d'autres éminentes personnalités, la riposte des autorités était devenue effroyable. « La mort pour la mort », devait déclarer la feuille des Nihilistes. Ceux-ci avaient, à plusieurs reprises, organisé des attentats contre la vie de l'Empereur. Les « libéraux » — comme ils se nommaient — reprochaient au gouvernement la renonciation à toute promesse de réforme... L'auto-défense les « obligeait » à user des méthodes analogues à celles du Gouvernement. Et c'était une période des plus troubles.

(22) Le programme de « Terre et liberté », formulé en 1865, s'exprime ainsi :

« 1° La propagande parmi les paysans avec la nationalisation de la terre comme principe fondamental ;

« 2° Le soulèvement des paysans contre les propriétaires, la noblesse et les autorités en général. »

V. Milyoukow, rapporté par Jerzy Waciorski : Le terrorisme politique. Paris, 1939, p. 39.

(23) Bakounine : Dieu et l'État. Paris, 1892.

(24) Kropotkine : La morale anarchiste. Paris, 1889 ; et La conquête du pain. Paris, 1892.

Le Code de 1885 devait naître dans ces circonstances exceptionnelles, ce qui explique sa sévérité. La peine de mort est prodiguée avec générosité. Elle y est prévue pour l'attentat à la vie de l'Empereur ou à celle de sa famille, pour le cas où l'on chercherait à le détrôner ou à restreindre ses droits, pour les violences exercées contre les gardes qui protègent sa personne. Toute rébellion, toute conspiration est punie de mort. La trahison au profit de l'étranger l'est aussi. Mais la déportation est la meilleure arme de la Monarchie russe contre ses ennemis.

Nous devons remarquer que les Bolcheviks utiliseront avec exagération les armes de la Monarchie absolue. Car, sur 70 condamnations à mort pour faits politiques prononcées entre 1866 à 1889, 40 exécutions seulement ont eu lieu en fait (25). On verra, plus tard, comment les Rouges réagissent contre la criminalité politique.

*
**

Nous croyons nécessaire, avant de terminer ce bref aperçu de la législation étrangère au XIX^e siècle, de dire quelques mots des législations anglaise et belge.

Tandis que la Belgique, lors de la proclamation de son indépendance en 1830, a ressenti, avant toutes les autres Nations, la secousse du libéralisme, et a, par sa Constitution, aboli, en matière politique, la peine de mort, la mort civile et la confiscation générale, l'Angleterre, pays traditionnaliste,

(25) Viaud, *op. cit.*, p. 380.

est restée complètement indifférente à ce mouvement. L'esprit de son droit remonte à la philosophie de Bentham ; il est imprégné d'utilitarisme et d'empirisme. Au temps de Beccaria, la peine de mort était prononcée pour 240 cas, et on l'appliquait largement. Il y a eu des réformes et le nombre de ces cas a diminué. Mais le projet de son abolition fut facilement repoussé à la Chambre des Communes (séance du 22 juin 1881). Cette peine suprême est toujours prévue, en matière politique, pour les crimes suivants :

— l'attentat dont le but est de tuer, blesser, emprisonner ou entraver le Souverain, de le déposséder et de se révolter contre lui ;

— l'annonce par écrit ou autrement de l'un de ces crimes ;

— le fait de conspirer avec l'ennemi ;

— le meurtre ou la tentative de meurtre contre l'épouse du Souverain ou l'héritier présomptif ;

— l'adultère commis soit avec l'épouse du Souverain régnant ou de l'héritier présomptif de la Couronne, soit avec la fille aînée du Roi ;

— le meurtre d'un magistrat dans l'exercice de ses fonctions... (26)

*
**

Cette étude nous montre que la criminalité politique n'a pas été, partout, distinguée de la criminalité de droit commun. Sa répression a continué à être très sévère dans différents pays, le courant

(26) V. Viaud, op. cit., p. 378 ; Kenny, op. cit., p. 335 et suivantes.

libéral étant resté cantonné dans quelques pays, tels que la France, la Belgique, l'Italie et, nous pouvons ajouter, l'Allemagne.

Le xx^e siècle va porter un coup dur — déjà amorcé dans la deuxième moitié du xix^e siècle, et cela même dans les pays libéraux — au régime de faveur réservé aux criminels politiques.



TROISIÈME PARTIE

LA DÉCADENCE DU RÉGIME DE FAVEUR

Le traitement de faveur que les dix-huit années du règne de Louis-Philippe ont réservé à la criminalité politique, a reçu son premier coup après l'avènement au pouvoir de Louis-Napoléon. En outre, le changement profond dans les conditions économiques et sociales, survenu dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, a influencé profondément l'esprit du législateur.

D'un côté, on accordait de nouvelles faveurs à cette criminalité, de l'autre on cherchait à restreindre son domaine propre, en n'y rattachant que des faits de plus en plus rares.

Cette partie sera consacrée à l'étude de ce que nous appelons la décadence du régime de faveur. Dans un chapitre premier, nous allons traiter de ce que nous appelons « la période d'hésitation ». Nous avons choisi, pour début de cette période, l'année 1851, c'est-à-dire la date du coup d'Etat du

Second Empire, et nous l'avons arrêtée à l'année 1918, c'est-à-dire à l'année où réapparaît la confiscation générale en France, et où triomphe le bolchevisme en Russie.

Dans un second chapitre, nous étudierons la réaction violente contre le régime de faveur, réaction qui a abouti, dans certains pays, à un retour vers les rigueurs du Moyen Age.

CHAPITRE PREMIER

LA PÉRIODE D'HÉSITATION

Si nous assistons aujourd'hui à une crise dans la répression de la criminalité politique, il ne faut pas croire que cette crise soit inattendue. Le régime de faveur, que la Monarchie de Juillet a réservé à ces délinquants « désintéressés » et « aux mobiles nobles », devait préparer lui-même sa propre décadence, et, dans quelques pays, sa mort.

En effet, alors que le législateur apportait des améliorations au sort de ces criminels, se basant sur le mobile, il aggravait ce sort par l'exclusion de faits incontestablement politiques. Si j'empruntais à la langue arabe une expression pour qualifier cette situation, je dirais que le législateur, dans la deuxième moitié du siècle dernier et les dix-huit premières années de notre siècle, donnait de la main droite et retirait de la main gauche.

Cette période voit fleurir une nouvelle école juridique, l'Ecole positiviste. Elle est née en Italie, mais ses travaux n'y sont pas restés cantonnés. Cette Ecole a, elle aussi, étudié la criminalité politique. Nous lui consacrerons une section à part.

La première section sera consacrée à une étude chronologique des adoucissements apportés au régime des criminels politiques, améliorations qui, nous le verrons bientôt, peuvent être réduites à peu de chose, si on les regarde de très près.

La deuxième section sera réservée à l'Ecole positiviste, et la troisième aux atteintes portées au régime libéral.

SECTION I. — LES AMÉLIORATIONS LÉGISLATIVES
APPORTÉES AU RÉGIME DE FAVEUR

Ces améliorations, qui ne sont que des retouches successives au régime établi sous la Monarchie de Juillet et le Gouvernement provisoire de 1848, ne sont, pour ainsi dire, que l'œuvre de la III^e République.

Nous allons les passer en revue dans deux paragraphes.

§ 1. *La période allant du 25 février 1848
au 21 novembre 1872*

Cette période embrasse la II^e République (1), le Second Empire (2), et la Commune (3). La législation concernant l'amélioration du sort de la criminalité politique, à part la loi du 20 mai 1863, peut être considérée comme inexistante. Nous reparlerons de la sévérité, à laquelle il a été fait appel, plusieurs fois, de sorte que nous pouvons considérer que le libéralisme a été atteint en pleine jeunesse.

Quelles sont les dispositions législatives qui nous intéressent, et quelle est leur valeur ?

(1) Proclamée le 25 février 1848.

(2) Proclamé après le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

(3) Instituée le 3 mars 1871 et renversée à la fin de la même année.

a) La loi du 8 juin 1850.

La loi du 26 février 1848, supprimant la peine de mort, n'a pas précisé la peine qui devait la remplacer. Si on devait se conformer à la lettre de la règle : « Nulla poena sine lege », tous les criminels politiques condamnés au châtimement capital devraient être acquittés, car la loi ne prévoyait pour eux aucune peine, la peine méritée étant abolie. Mais la jurisprudence et la doctrine convenaient, qu'en supprimant la peine de mort, le législateur n'avait pas pour cela entendu absoudre ces criminels, il avait simplement visé à l'adoucissement de leur sort tragique (4). Mais comme la peine de mort était, jusqu'alors, une peine commune aux deux échelles, il a fallu descendre d'un degré dans l'échelle politique. La déportation était la plus élevée des peines politiques subsistantes. La jurisprudence, soutenue par la doctrine, l'a prononcée pour les crimes punis de mort.

La loi du 8 juin 1850 est venue confirmer cette jurisprudence, mais, dans un sens aggravant. En effet, elle ne s'est pas contentée de la déportation simple, mais, ne pouvant prescrire les travaux forcés, elle a créé une nouvelle peine : la déportation dans une enceinte fortifiée. Cette peine devait être placée, au point de vue de la gravité du régime pénitentiaire, entre la déportation simple et les travaux forcés à perpétuité. La loi de 1850 a pris soin d'indiquer qu'elle était plus élevée que la déporta-

(4) La jurisprudence a tranché la question, dans un arrêt rendu par la Haute Cour de Bourges dans l'affaire de l'attentat du 15 mai 1848, en infligeant la déportation : « L'art. 5 de la Constitution a eu pour effet non d'affranchir de toutes peines les crimes politiques emportant autrefois peine de mort, mais de leur rendre applicable la peine immédiatement inférieure. »

tion simple (5), et, plus tard, par la loi du 25 mars 1875, le législateur a nettement précisé que la peine des travaux forcés à perpétuité est plus élevée que celle de la déportation dans une enceinte fortifiée. (6)

Du même coup, l'art. 3 de la loi de 1850 a aboli la mort civile en matière politique. (7)

Nous voyons dans cette loi, non une amélioration du sort de la criminalité politique, mais une disposition qui consacre une jurisprudence, tout en l'aggravant, par cette innovation de l'accomplissement de la peine dans une enceinte fortifiée (8). En outre, c'était une mesure de sécurité plutôt que de justice : il s'agissait de débarrasser la métropole des ennemis politiques, dont la présence pouvait être la source des troubles. Une fois déportés et un certain laps de temps écoulé, les condamnés seront oubliés du public, sinon de leurs amis. N'oublions pas que la nostalgie est aussi pénible que le travail dur.

Depuis une loi du 21 mars 1931, al. 2, « l'Ile

(5) V. l'art. 2 de cette loi, qui déclare applicable à ces crimes, en cas de circonstances atténuantes, la peine de la déportation simple ou celle de la détention. V. en outre l'art. 463, al. 4, du C.P., rédaction 13 mai 1863.

(6) Cette loi déclare applicable (art. 3, al. 1^{er}) l'art. 17, al. 2 du Code pénal, en cas de rentrée sur le territoire de France.

Nous trouvons dans l'al. 2 de l'art. 1 de la loi du 8 juin 1850, abrogé par la loi du 23 mars 1872, une preuve irréfutable que les travaux forcés sont plus afflictifs que la déportation dans une enceinte fortifiée. Les déportés jouissaient « de toute la liberté compatible... », tandis que les forçats sont astreints au régime le plus dur !

(7) La mort civile fut abolie en matière de droit commun par la loi du 31 mai 1854.

(8) Le déporté simple peut profiter d'une concession de terrain dès son arrivée dans la colonie ; le déporté dans une enceinte doit attendre cinq ans.

du Diable (groupe des îles du Salut à la Guyane française) est déclarée lieu de déportation dans une enceinte fortifiée ». (9)

b) La loi du 13 mai 1863.

Cette loi est comme la précédente, destinée à séparer nettement les peines politiques de celles de droit commun, séparation dont la base fut jetée dès la loi de 1832 revisant le Code pénal. Mais jusqu'en 1863, plusieurs infractions de droit commun étaient frappées de bannissement. L'art. 155 punissait du bannissement l'officier public qui délivrait un passeport sous un nom supposé s'il était instruit de la supposition du nom. Les art. 156 et 158 (concernant les fausses feuilles de route), et 160 (visant le cas de délivrance d'un faux certificat médical), punissaient du bannissement quelques délinquants. Comme il a été dit dans l'exposé des motifs de cette loi : « On ne s'ait pas bien ce qu'il peut y avoir de politique » dans un faux passeport, le législateur de 1863 devait corriger cette *inelegantia juris*.

c) La loi du 20 mai 1863.

C'est une loi de procédure. Elle est faite pour

(9) La loi du 17 juin 1938 a supprimé le bagne. Désormais on ne transporte plus les condamnés aux travaux forcés à temps ou à perpétuité. Ces deux peines se subissent dans une maison de force, avec obligation au travail et assujettissement à une épreuve d'isolement cellulaire de jour et de nuit. Mais elle n'a pas touché aux dispositions concernant la déportation. Un décret, du même jour, stipulait dans son art. 1^{er} (reproduit par le décret-loi du 29 juillet 1939), que les crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat sont réprimés par des peines de droit commun. Vu les circonstances actuelles, la déportation pour les crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat serait suspendue pour impossibilité matérielle du transport.

les flagrants délits. Elle exclut la procédure sommaire quand il s'agit de certaines infractions, parmi lesquelles les délits politiques (art. 7). Dans l'exposé des motifs de cette loi (Daloz, 1863-4-8), il est dit que le Gouvernement ne voulait pas qu'on l'accusât de promulguer une loi qui pourrait lui servir d'arme contre ses ennemis politiques. Nous remarquerons que la loi a été promulguée dans un moment d'apaisement général.

C'est une loi qui sauvegarde les intérêts du Gouvernement plus que ceux des accusés. Un délit, même politique, ne peut pas menacer l'existence du Gouvernement. Celui-ci peut bien attendre. L'instruction et la procédure ordinaire lui permettent de réprimer plus efficacement les petits délits dirigés contre sa sécurité.

§ 2. — *La III^e République*

Sous la III^e République, toute une série de dispositions est venue améliorer le sort de la criminalité politique. Parmi ces dispositions, certaines sont très importantes. Elles s'échelonnent sur une période d'une soixantaine d'années.

Démocratique et libérale, cette période devait tenir compte du mobile et du genre de la criminalité. Mais, en tant que régime politique, elle a restreint sensiblement la notion du crime politique. Nous verrons plus tard la réaction. Dans ce paragraphe, nous allons passer en revue l'ensemble de ces dispositions bienveillantes.

1) *La loi du 21 novembre 1872 sur le jury.*

Cette loi organise le jury. Dans son art. 2, elle énumère les individus incapables d'être jurés. Les

alinéas 2 et 11 de ce même article frappent les personnes condamnées à une peine d'emprisonnement pour délit politique, d'une incapacité temporaire de cinq ans.

Cette incapacité est prévue pour toute condamnation de droit commun, de moins de trois mois d'emprisonnement.

2) *Loi constitutionnelle du 16 juillet 1875.*

L'art. 12 de cette loi est un texte concernant la procédure.

Il constitue le Sénat en Haute Cour de justice pour juger :

1. les ministres pour les crimes commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions ;
2. le Président de la République, quand il est accusé par la Chambre des Députés d'avoir commis le crime de haute trahison ;
3. toute personne accusée d'attentat à la sûreté de l'Etat. (10)

Nous voyons dans cette disposition une amélioration du sort de celui dont le parti possède la majorité.

3) *Loi du 27 mai 1885 sur la relégation.*

L'art. 3 de cette loi dispose qu'aucun crime ou délit politique ne peut entrer en ligne de compte pour la relégation. Le texte ajoute que les crimes et délits connexes aux crimes et délits politiques jouissent de la même immunité (11). Mais c'est une

(10) V. Donnedieu de Vabres : *Traité*, p. 591 ; Vidal et Magnol : *Cours de droit criminel*. Paris, 1935, p. 96.

(11) V. Garraud, n° 106.

faveur dont sont exclues les menées anarchistes aux termes de la loi du 28 juillet 1894.

4) *Régime spécial réservé aux délinquants politiques (arrêté du 4 janvier 1890 et quelques circulaires).*

On sait que la double échelle est faite pour les peines criminelles. Le législateur de 1832 n'a pas prévu de peines spéciales pour les délits correctionnels politiques. Pour eux, la peine reste l'emprisonnement et l'amende. S'inspirant de l'esprit bienveillant à l'égard des crimes, les autorités pénitentiaires avaient pris l'habitude de traiter avec courtoisie les délinquants politiques. Un régime bien adouci, à l'instar du régime des crimes, s'est créé lentement. Plusieurs circulaires ministérielles se sont occupées de cette question :

Les délinquants politiques sont soumis au régime des prévenus, avec quelques adoucissements supplémentaires ; ils sont séparés des détenus de droit commun. Entre eux, ils peuvent vivre en commun ; même dans les prisons cellulaires, ils peuvent se rendre mutuellement visite, sans perdre le bénéfice de la réduction du $\frac{1}{4}$ de la peine (12). Ils sont dispensés du port du costume pénal ; ils peuvent recevoir des visites et se faire apporter leur repas de l'extérieur ; ils fument et ils ne sont pas astreints au travail. (13).

Faute de réglementation légale, quelques délits de droit commun profitent du régime politique ;

(12) V. arrêté du 4 janvier 1890 et les circulaires des 5 nov. 1907, 22 fév. 1921 et 15 sept. 1922 ; V. Vidal et Magnol, op. cit., p. 96 et s.

(13) Donnedieu de Vabres : *Traité*, p. 308.

nous faisons allusion aux délits prévus par les articles 1 et 2 de la loi du 28 juillet 1894. Par contre, d'autres délits, incontestablement politiques, ne profitent pas de ce régime : Ce sont les délits de presse. A la suite de plusieurs interpellations au Parlement, attaquant l'arbitraire dans le choix du régime pénitentiaire, un projet, approuvé en principe, par le Conseil des Ministres, devait attribuer à l'autorité judiciaire le droit de désigner le régime pénitentiaire de chaque délinquant. (14)

5) *Loi du 26 mars 1891 sur le sursis.*

Une condamnation pour crime ou délit politique, à la supposer encourue dans le passé, ne met pas obstacle à l'octroi du sursis, et, si elle intervient au cours du délai de l'épreuve, n'entraîne pas révocation du sursis.

6) *La loi du 30 novembre 1892 sur la médecine.*

L'art. 25 de cette loi énumère les cas de suspension provisoire ou d'incapacité absolue de l'exercice de la profession de médecin, officier de santé, dentiste ou sage-femme. Ce texte, in fine, stipule qu'en aucun cas, les crimes et délit politiques ne pourront entraîner ces mesures, ni l'exclusion des établissements d'enseignement médical. (15)

A ce propos, nous signalerons les autres dispositions légales qui réglementent quelques professions et qui exceptent de toute incapacité les criminels politiques :

(14) Rodière : Le délit politique, p. 274.

(15) Le Décret du 29 juillet 1939, art. 88, n'a pas touché à cette disposition.

- a) la loi du 19 juin 1930, sur la profession du banquier ;
- b) la loi du 10 février 1931, sur les entreprises d'assurances ou de capitalisation ;
- c) la criminalité politique, enfin, n'exclut pas l'avocat du barreau.

7) *La circulaire du 23 mars 1907.*

Cette circulaire dispense les délinquants politiques de la mensuration anthropométrique.

8) *La loi du 15 novembre 1921 sur la protection des enfants maltraités.*

Cette loi ne prononce pas la déchéance de la puissance paternelle quand les condamnations sont de nature politique.

9) *La loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée.*

L'art. 6 de cette loi déclare que ne sont pas exclus des corps réguliers de l'armée, les individus condamnés pour faits politiques ou délits connexes à des faits politiques. Cette disposition, qui se trouvait déjà dans la loi du 15 juillet 1899, reproduite par la loi du 1^{er} avril 1923, n'est pas passée sans difficulté lors de sa première rédaction de 1889. A un député qui en demandait la suppression, il fut répondu : « ...nous ne voulons pas que, parce qu'on aura été condamné pour un crime ou pour un délit politique, on soit privé à jamais de l'honneur de servir son pays ». (16)

(16) Avant le décret du 29 juillet 1939, modifiant les art. 75 et s. du Code pénal, il n'y avait pas de distinction légale entre espion et traître. Et comme ces deux crimes étaient

10) *La loi de finances du 30 décembre 1928.*

Pour vaincre les difficultés que rencontre l'exécution des peines de nature pécuniaire, la loi a créé plusieurs garanties, dont la contrainte par corps ; celle-ci garantit à la fois le paiement de l'amende, celui des dommages-intérêts et des frais de justice. La loi a prévu quelques dispenses en faveur de certains individus, tels que les mineurs de moins de 16 ans ; l'ascendant, frère et sœur, oncle... débiteurs de leur parent. L'art. 19 de cette loi dispense de la contrainte par corps les auteurs des contraventions, délits et crimes politiques.

Nous sommes partisan de la suppression totale de cette institution, car, le juge, en accordant le sursis pour une infraction, est déterminé par cette considération qu'il faut éviter la corruption et la promiscuité à un délinquant primaire digne de confiance. Cette mesure bienveillante du juge est entravée par la contrainte par corps en cas d'insolvabilité du condamné.

On objectera peut-être que cette insolvabilité pourrait n'être pas réelle ; mais dans ce cas, le législateur disposerait, pour obtenir l'acquiescement de la dette, de divers autres moyens de contrainte.

11) *La loi du 9 juillet 1934 modifiant l'art. 193 du Code d'Instruction criminelle.*

Le Tribunal ne peut pas, s'il prononce, pour fait politique, une peine même de plus d'un an

des crimes politiques, M. Rodière (op.cit., p.138) reprend avec ironie les termes de M. Guyot Dessaigne, qui ne voulait pas enlever l'honneur de servir son pays « à celui qui aura livré à un ennemi éventuel, contre rémunération, tel plan intéressant la défense nationale ».

d'emprisonnement contre un prévenu libre, décerner contre celui-ci un mandat de dépôt ou d'arrêt.

*
**

Toutes ces mesures douces furent, sous le Second Empire, précédées puis accompagnées de mesures de rigueur dont il sera question dans la section III de ce Chapitre.

SECTION II. — L'ECOLE POSITIVISTE ET LA CRIMINALITÉ POLITIQUE

Réagissant contre l'Ecole classique, la nouvelle Ecole s'est proposé de détruire l'ancien système basé sur le libre arbitre et de fonder un système pénal niant ce libre arbitre. Elle a entendu bouleverser les conceptions juridiques dominantes pour les remplacer par d'autres partant des bases exactement opposées. La criminalité politique se trouve ainsi profondément touchée. Nous avons jugé indispensable d'exposer la nouvelle doctrine dans ses grandes lignes, et de donner une rapide analyse des théories des maîtres de cette Ecole.

Pour l'Ecole classique (17), le libre arbitre est à la base de tout système pénal ; c'est la faculté, le pouvoir de choisir librement entre deux partis. Le délinquant peut choisir entre cette alternative : commettre ou ne pas commettre son crime, sans

(17) Cette Ecole, fondée par Beccaria, a réagi contre l'arbitraire du juge et les atrocités des peines. Contre l'arbitraire du juge, elle a fait insérer dans les lois la règle « pas de crimes sans texte » et contre les atrocités des peines, elle a envisagé un régime humain : pas plus que ce qui est nécessaire.

qu'il soit influencé. Il est déterminé par ses intérêts et sa fantaisie, en quelque sorte. Et comme, pour chaque fait en contradiction avec la loi, il faut, chez un individu, une quantité de volonté criminelle égale à celle qui serait nécessaire à un autre individu pour commettre le même fait, les individus sont égaux. « A responsabilité égale, peine égale ». On ne s'occupe que des infractions. Les criminels intéressent peu. Ce sont des hommes comme les autres. Et du moment que le délit est subordonné au libre caprice de l'individu, la société peut bien l'arrêter avant qu'il commette son forfait par la perspective de la peine, et le redresser en le punissant.

La nouvelle Ecole a rejeté ces conceptions. Pour elle, la criminalité est le produit de facteurs purement naturels qui ne laissent à la liberté aucun rôle à jouer. Elle nie le libre arbitre, et considère que le crime est un fait fatal, dont les causes sont pour Lombroso, anthropologiques, ataviques, et pour Ferri, sociologiques. Le crime ne fait que nous révéler l'instinct criminel chez l'agent ; c'est le symptôme de la maladie. Il alerte la société et la détermine à réagir contre un danger qui la menace. Elle peut réagir de deux manières : en amendant les criminels si c'est possible, et, en cas d'impossibilité, en les éliminant. Et comme l'individu n'est pas libre de choisir entre deux partis, la peine ne peut pas avoir un caractère de sanction ou de réprobation sociale. Elle doit être considérée comme une mesure de défense prise en proportion, non du crime qui n'est qu'un symptôme, mais de la nature dangereuse du criminel, de sa « Temibilità » — son pouvoir de nuire — selon l'expression de M. Garofalo.

Pour cette Ecole, les criminels peuvent être divisés, grosso modo, en deux catégories :

- 1) les vrais criminels, qui sont les criminels nés et les criminels d'habitude ;
- 2) les faux criminels, dont le fond de l'âme est toujours intact, qui ont commis leur forfait par occasion, et pour qui la peine n'est pas seulement inutile, mais dangereuse.

Comme on le voit, l'Ecole positiviste ne s'occupe plus de la criminalité comme telle, elle s'occupe des criminels, pour les guérir ou les éliminer. C'est pour cela qu'elle veut donner au juge une liberté illimitée d'appréciation, car du moment que le délinquant est un malade, on ne peut ni ne doit dresser une liste de peines dosées d'avance, il faut que le médicament soit prescrit selon la nature du patient. (18)

Pour M. Garofalo, « le criminel ne pourra être qu'un homme chez qui il y a absence, éclipse ou faiblesse de l'un ou de l'autre de ces deux sentiments » — la pitié ou la probité — (19). La criminalité politique, qui est, pour cet auteur, une criminalité artificielle, ne devient crime que lorsqu'elle blesse l'un ou l'autre sentiment (20). « Je veux bien qu'on dise *crimes politiques*, mais lorsqu'on dit *crime*, tout court, il n'y a pas de place pour les premiers. Cette différence, la conscience publique ne

(18) V. Saleilles, op. cit., p. 93-127 ; Tarde : Philosophie pénale, p. 43-82 ; Battino : Doctrines juridiques contemporaines en Italie, p. 42 et s.

(19) Garofalo : La criminologie, p. 67.

(20) Garofalo exclut du domaine de la criminalité politique tous les actes, même déterminés par un but politique, qui blessent la Pitié et la Probité, tels sont, par exemple, l'attentat à la vie du chef de l'Etat... L'explosion d'une mine. Le crime existe par le seul fait de violation de l'un de ces sentiments. (Garofalo, op.cit., p. 44 et s.),

manque jamais de la faire. » (21). Le crime artificiel — dans l'espèce, la criminalité politique — devient crime naturel quand « la société retourne tout à coup à un état de vie où l'existence collective se trouve menacée... Du moment que l'indépendance devient l'unique souci d'un peuple, l'immoralité la plus grave pour un citoyen est de tâcher de livrer sa patrie à l'étranger. » (22)

Les délits artificiels — qui sont en rapport avec l'organisation propre de chaque pays — sont pour la plupart des délits politiques. L'adultère, pour Garofalo, est un délit artificiel ; c'est « le délit politique de la famille ». La différence, au point de vue de la répression, entre les délits naturels et les délits artificiels, consiste en ce que les premiers sont réprimés partout, alors que les derniers dépendent, dans une large mesure, de la Constitution et d'autres considérations, propres à chaque pays.

Pour Ferri, la criminalité politique est une criminalité évolutive (23), qui, sous une forme musculaire ou frauduleuse, tend à hâter les phases futures de la vie politico-sociale.

L'ouvrage le plus important, publié sous l'influence de cette école et qui complète le mieux, sur le terrain scientifique, l'œuvre

(21) Op. cit., p. 44.

(22) Op. cit., p. 45.

(23) Par opposition à la criminalité atavique qui est « la criminalité commune, qu'elle se présente sous la forme musculaire et atavique proprement dite, ou sous la forme frauduleuse, forme moderne et modifiée par l'évolution ». V. Ferri : *Sociologie criminelle*, p. 370. Remarquons que Ferri n'emploie pas ces termes dans le sens donné par Sighele et Ferrero — les premiers qui les ont employés — et pour lesquels, la criminalité atavique est violente et matérielle, tandis que la criminalité évolutive est frauduleuse et intellectuelle. (V. Ferri, op. cit., p. 371, note 1).

de Guizot, est le livre de MM. Laschi et Lombroso : *Le Crime politique et les Révolutions* (paru quelques années après la criminologie de Garofalo). Dans cet ouvrage, la distinction de Garofalo — délits naturels et délits artificiels — a reçu une application à la criminalité politique, mais « du point de vue spécifiquement anthropologique ». (24)

* *

On sait que Lombroso expliquait la criminalité de droit commun par un retour de l'homme moderne aux caractères de l'être primitif. Le type criminel, tout au moins d'après sa première conception, était le criminel-né, c'est-à-dire ce primitif poussé au crime par sa nature, nous disons par atavisme, pour emprunter ses termes. Le crime était un « phénomène de retour où se reproduit en miniature et en exception ce que fut la règle » (25). Plus tard, Lombroso s'est vu forcé de modifier cette conception, pour voir dans le criminel moins un homme primitif qu'un aliéné, moins un ancêtre qu'un malade. Mais sa conception de la criminalité politique est restée la même, car les criminels politiques forment une catégorie à part dans sa classification (26). Cette criminalité est évolutive. Elle cherche à brusquer l'évolution, et, en la brusquant, elle la compromet et c'est pour cela qu'elle est punissable ; le progrès organique et moral doit s'opérer, selon un certain rythme de durée. (27)

(24) Donnedieu de Vabres : Cours de doctorat, p. 60.

(25) Tarde : Philosophie pénale, p. 43 et s.

(26) On sait que Lombroso classe les criminels en cinq catégories : délinquant-né et aliéné moral, délinquant épileptique, délinquant par impulsion ou par passion (dont le délinquant politique), délinquant-fou et délinquant d'occasion.

(27) Donnedieu de Vabres : Cours, p. 61.

Quel est alors le fondement de la répression, du moment que l'intention et la moralité du délinquant politique sont, dans la plupart des cas, **bonnes** ?

Les auteurs font appel au « misonéisme », qui est la haine du nouveau, et qui « naît de la difficulté et de la répulsion que nous éprouvons quand nous devons substituer une sensation nouvelle à une ancienne ». (28)

Ce misonéisme se rencontre dans tous les domaines. Il y a misonéisme dans les mœurs, dans la religion, dans la morale, dans la science, dans l'art, dans la politique et dans les peines. Les esprits faibles, ou affaiblis, ou primitifs, ressentent plus fortement cette répulsion pour tout ce qui est nouveau, exception faites des petites innovations, telles que « la mode pour les femmes, le changement de tatouage pour le sauvage, les jouets pour les enfants » (29). Or, les petites innovations passent souvent inaperçues. Mais quand il s'agit d'une innovation radicale, c'est la grande majorité des hommes qui en ressentent l'horreur « en raison de la douleur que produit la nécessité où ils sont de faire passer leur cerveau par des transitions trop rapides, qui ne sont pas à sa portée ». (30)

Et comme le progrès organique et moral ne se produit que lentement et par des « attributs » puissants, et que la majorité des hommes — c'est-à-dire de la société humaine — est instinctivement conservatrice, la criminalité politique tendant à hâter l'avènement du progrès porte atteinte à l'ordre social établi ; pour cela, elle est antisociale. Elle suscite la réaction de la part de la société conserva-

(28) Laschi et Lombroso. T. I, p. 8.

(29) Id., p. 10.

(30) Id., p. 11.

trice, et appelle l'application de la loi pénale. En effet, tout le monde aspire au progrès, mais tout le monde — sauf une petite minorité — voudrait que toute amélioration sociale passe inaperçue. Très vite, on sent le mal ou ce que l'on croit mal. Mais le progrès et l'amélioration sociaux ne sont appréciés que lorsqu'ils sont l'œuvre du temps ou que la société a eu le temps de s'adapter à la nouvelle situation. Un même individu peut être démon détestable ou réformateur génial, suivant que son entreprise échoue ou aboutit. Ceci est particulièrement vrai pour les criminels politiques. Généralement, on ne peut pas soupçonner la moralité des délinquants politiques. Leur faute est seulement d'avoir désobéi à la loi.

Les deux tomes de l'ouvrage sont consacrés à l'étude des facteurs de la criminalité politique.

Ces facteurs sont de trois ordres :

1) *Facteurs physiques* : climats et météores, alimentation, alcoolisme, race et population. (31)

Les auteurs remarquent que les conditions naturelles ont une grande influence sur la criminalité politique. « Dans les pays trop chauds ou trop froids... les révolutions et les émeutes font défaut » (32). Quant à la race, ils remarquent qu'il y a des races révolutionnaires, alors que d'autres vivent dans une apathie absolue « même à égales conditions de climat et d'organisation sociale » (33). Ils insistent sur les rapports de la culture intellectuelle et de la folie.

2) *Facteurs sociaux, politiques et économiques* :

A. — *Les facteurs sociaux* comprennent la lutte

(31) Laschi et Lombroso. T. II, p. 171-172.

des classes pour la suprématie (prêtres, esclaves, soldats...), l'imitation par « une épidémie révolutionnaire » (34), la tradition historique « toute révolution laisse une pierre d'attente pour une autre » (35). « La Commune de Paris s'inspira de la révolution de 1789, et celle-ci de la Jacquerie, tandis que l'Assemblée nationale de Paris se modelait sur les Assemblées provinciales de France. »

B. — *Les facteurs politiques* comprennent les réformes politiques non adaptées, ou précoces, les mauvais gouvernements « où le bien-être public est négligé et où les honnêtes gens sont persécutés... Dans les pays où les réformes politiques vont de pair avec les aspirations du peuple, les soulèvements sont très rares ou nuls » (36), et la religion dans les pays où celle-ci est à la base de la politique ou, tout au moins, se mêle plus ou moins à la politique.

C. — *Les facteurs économiques* tiennent une grande place dans la criminalité politique. Leur importance a été mise en relief par plusieurs auteurs, cités par les auteurs de « Crime politique et Révolutions ». « Les révolutions politiques contiennent en eux des éléments multiples, rationnellement rattachés les uns aux autres ; on doit les examiner tous attentivement pour en établir clairement le caractère, et parmi ces éléments, l'influence économique tient une grande place. » (37)

(32) Id., T. I, p. 60.

(33) Id., T. I, p. 130.

(34) Id., p. 239.

(35) Le mot est de Machiavelli, cité par les auteurs, p. 240.

(36) Id., p. 247.

(37) Cognetti de Martiis : I fattori economici della Rivoluzione napoletana del 1820, cité par Laschi et Lombroso, T. I, p. 255.

Parmi ces facteurs, se trouvent les crises économiques (industrielles et commerciales), les grèves « pour celui qui considère leur rapide propagation dans une très large zone, et d'un métier à l'autre, la forme tumultueuse et souvent brutale, sanguinaire même, avec laquelle elles se produisent contre les classes dirigeantes, les troubles de tout l'organisme politique qu'elles engendrent, il est impossible de ne pas les compter parmi les facteurs des crimes politiques ». (38)

Pour nous, de nos temps, nous croyons que la criminalité des foules, déterminée par des causes économiques, est la forme la plus grave de la criminalité politique.

3) Facteurs individuels :

Dans les 200 pages consacrées à ces facteurs, les auteurs, après avoir insisté sur le sexe, l'âge, le rang et la profession, classent les criminels politiques en six catégories :

a) *Criminels-nés* : leur proportion est infime. Sur 571 criminels politiques, 3 avaient le type criminel ; l'un d'eux était très honnête : « C'est que la dégénérescence, chez eux, sert seulement à affaiblir ou à faire disparaître le misonéisme, et que la passion politique, comme parfois les passions religieuses, sert de soupape aux impulsions criminelles » (39). Ils sont entraînés par l'impulsivité congénitale à se transformer en hommes résolus à commettre les actes les plus graves, tels que l'homicide politique et le régicide (40). Ils sont d'une telle in-

(38) Laschi et Lombroso, T. I, p. 266.

(39) Id., T. II, p. 42. Les auteurs remarquent que dans le parti anarchique il y a beaucoup de type criminel.

(40) Id., p. 53.

sensibilité affective qu'ils sont « inaccessibles à la peur et capables de tuer un homme en restant toujours maîtres d'eux-mêmes » (41). Parmi eux, grand nombre gardent dans la commission de leur crime une certaine honnêteté...

b) *Criminels-fous* : le manque du sens moral — facteur déjà stimulant à l'impulsivité — s'aggrave en eux. L'équilibre mental est compromis au profit d'un sentiment exagéré de leur propre personnalité, de la conviction de leur propre grandeur ou de persécutions imaginaires. Ils réussissent à communiquer ces convictions à beaucoup de ceux qui sont mécontents de l'ordre établi. Ils unissent en eux, une tendance opposée à l'inertie et une exaltation accentuée et suffisante pour les décider à sacrifier leurs propres intérêts et même leur vie « afin de faire connaître et accepter les nouvelles vérités au public ». Ce ne sont pas des créateurs, mais ils veulent faire réussir le nouveau ; « Grâce à leur passion pour le nouveau, pour l'original, ils s'inspirent presque toujours des dernières découvertes ». (42)

Leur proportion n'est pas bien établie. Les auteurs la fixent à 8/100 : statistique basée sur les anarchistes arrêtés à Turin le 1^{er} mai 1889. Sur les 28 régicides étudiés, par le Docteur Régis, 13 étaient fous (43). Damiens appartient à cette catégorie. (44)

c) *Mattoïdes politiques*.

Ils ont l'intégrité presque complète du sens moral ; à la différence des fous, ils ne délirent pas, ils sont d'une impulsivité plus faible. Ils se distinguent

(41) Id., p. 57.

(42) Id., p. 80.

(43) Id., p. 85.

(44) Id., p. 109.

par le manque presque complet de caractères de dégénérescence. « Ce qui les distingue, c'est qu'ils ont ce que l'on peut appeler l'apparence du génie et de l'apôtre sans en avoir la substance.

« Du génie, ils ont la conviction profonde de leurs propres mérites, la confiance tenace dans leurs idées. Ils n'en ont ni la sagacité, ni la fécondité, ni l'originalité...

« De l'apôtre, ils ont le complet altruisme ; ils souffrent des maux qui affligent l'humanité ; ils peuvent quelquefois suggérer le remède... mais ils se contredisent en allant aux excès opposés. » (45)

Les auteurs classent dans cette catégorie plusieurs variétés de mattoïdes, tels que les mattoïdes persécuteurs, les génies mattoïdes, ceux dont le sens moral est perverti, ceux qui cherchent à en finir avec la vie, en attendant à la vie des dirigeants et les altruistes hystéro-épileptiques.

d) *Criminels politiques par occasion* :

Ce sont les « citoyens honnêtes contraints à contrevenir à des lois impossibles à observer, ou entraînés... par des chefs habiles, ou par des espérances vaniteuses.

« ...Ce sont des hommes qui ont, à un faible degré, le misonéisme des génies et l'altruisme des passionnés, sans avoir le tempérament ni des uns ni des autres ; leur principal caractère psychologique est l'*inadaptabilité* au milieu social, amenée par un désir inquiet du mieux, par une légère hyperesthésie qui leur rend plus évidents les véritables maux ». (46)

(45) Id., T. II, p. 112-113.

(46) Id., p. 146.

Les criminels de cette catégorie ressentent vivement le besoin d'aventures et des dangers, qui les pousse à commettre les actes les plus hardis. Ils sont physiquement normaux, exempts de tout caractère dégénératif. Les auteurs donnent comme exemples, Robespierre : « sans l'occasion, il n'aurait jamais été qu'un avocat brouillon comme tant d'autres... », et Danton qui « vivait péniblement avec les secours d'un parent cafetier », et qui a profité de la Révolution « pour pouvoir satisfaire ses appétits de jouissance et de domination ». (47)

Parmi les occasions, et comme une des plus puissantes, il faut compter l'entraînement épidémique, qui naît de la réunion d'un nombre important d'individus. Un rassemblement, même accidentel, est suffisant, quand il y a un mobile commun, pour faire éclater les émeutes et les violences. Un discours prononcé par un homme influent produit « une ivresse morale » (48). Un courant irrésistible se forme et se communique à ceux qui sont présents, et réussit à entraîner les plus calmes aux accès les plus opposés. Sans une occasion pareille, ces individus n'auraient pas pensé à commettre les actes les plus infimes. Avec la foule, ils deviennent féroces et perdent la raison (49), comme il est arri-

(47) *Id.*, p. 150.

(48) Pugliese : *Del diritto colectivo*. Trani, 1887.

(49) Sighele raconte (*La folla delinquente*, T.IV, p.152, Turin), cette curieuse histoire : « En 1870, les sentinelles Communardes aperçurent un homme qui marchait d'un bon pas : « Halte-là ! » On l'interrogea, on l'examina. Il avait des moustaches, donc c'est un gendarme. La foule criait : « Fusillez-le ! C'est un gendarme ! Il faut en manger ! » Dans cette bande, une femme se distinguait par ses vociférations ; elle avait un fusil en main et une cartouchière à sa ceinture ; elle s'appelait Marceline Epilly. Il est superflu de dire que l'homme fut condamné à mort à l'unanimité. Il fut conduit

vé plus d'une fois dans les temps modernes, au cours de grèves. Plus il y a d'éléments criminels, plus s'accumulent les dégâts et les atrocités. L'émeute de Rome en 1889 en est un exemple frappant. Faute d'éléments criminels parmi les foules, il n'y a eu que des vitres cassées. (50)

e) *Criminels politiques par passion.*

C'est à cette catégorie que les auteurs réservent tout particulièrement leurs éloges et leur sympathie. Ils sont généralement beaux. Charlotte Corday était d'une beauté admirable. Orsini présentait des caractères que l'on pourrait appeler anticriminels. Comme leur physique, leur psychologie est à louer. Chez ces criminels, « les traits les plus nobles qui, chez le criminel d'occasion, sont à l'état embryonnaire, s'accroissent et s'exagèrent ». « En eux, presque toute traces dégénérative manque » (51). Leur psychologie est impeccable. Ils sont très honnêtes et très généreux.

rue de la Vacquerie et appliqué contre un mur. Il était énergique, il se jeta sur ses meurtriers et en renversa plusieurs à coup de tête. D'un croc-en-jambe, on le jeta bas et on tira sur lui. Sanglant et ayant le bras gauche fracassé, il se releva. Marceline criait : « Laissez-moi faire ! Laissez-moi faire ! ». Elle appliqua le fusil sur la poitrine du pauvre homme, et fit feu. Il tomba, et comme il remuait encore, elle lui donna le coup de grâce. »

C'est un fait certain que la criminalité des foules, est la plus grave forme de la criminalité politique. La puissance d'une foule dépasse de beaucoup celle des individus la composant. L'histoire nous donne beaucoup d'exemples dont l'atrocité fait frémir. A Hautefaye (Dordogne), en 1870 — cas assez récent — la foule furieuse a brûlé vif M. de Monéïs, parce que quelqu'un l'a traité d'espion. (V. Maxwell : *Le crime et la société*. Paris, 1909, p. 216).

(50) Lombroso : *L'homme criminel*, T. II, p. 213.

(51) Laschi et Lombroso, T. II, p. 168. Ces auteurs éta-

« La beauté de l'âme, disent Laschi et Lombroso, surpasse en eux celle du corps (52). Ce sont les génies du sentiment, et, c'est pourquoi, ici plus qu'ailleurs, nous sentons combien il doit paraître cruel d'assimiler aux criminels vulgaires, fût-ce même par seule nécessité philologique, ceux qui représentent l'excès de la bonté humaine, la vraie sainteté ; le seul fait de vouloir les examiner de trop près à la lumière de la psychiatrie, nous fait ressembler à celui qui essayerait d'étudier les belles courbes de la Vénus de Médicis, avec le compas géométrique, sans prendre garde à la sublime pureté de l'ensemble.

Oh ! Saintes âmes dévouées à une idée, pardonnez-nous ; nous sentons que votre seule apparition suffit à rendre la race humaine plus estimable et à la compenser du trop grand nombre de ceux dont les jouissances grossières sont l'unique but.

« ...Ils sont le modèle, l'exagération de l'honnêteté » (53).

Dans cette catégorie, les femmes sont relativement plus nombreuses, et les jeunes gens de 18 à 25 ans prédominent. Presque toujours, ils agissent sans complices, ce qui n'est pas le cas dans la criminalité de droit commun.

Leur passion, qui s'enflamme vite, les pousse aux actes les plus audacieux. Quoique les auteurs

blissent, d'après une étude de 521 martyrs de la résurrection nationale italienne, la proportion suivante :

454 normaux,

64 anormaux, dont 23 avec deux caractères dégénératifs, et 3 avec type criminel complet.

V. id., p. 42.

(52) En effet, les auteurs mettent en relief la beauté physique de ces criminels. Ils citent beaucoup d'exemples dont Brutus, Charlotte Corday et Orsini.

(53) Lombroso et Laschi, op. cit., T. II, p. 171-172.

attribuent le geste de Charlotte Corday à son amour pour un Girondin, celle-ci a merveilleusement expliqué le sentiment de sa colère violente quand elle a poignardé Marat : « la colère avait gonflé mon cœur et m'enseigna la voie pour arriver jusqu'au sien. »

*
* *

Comme la base de l'imputabilité dans la criminalité politique est uniquement la violation du droit qu'ont la majorité des citoyens au maintien de l'organisation politique voulue par eux, et qui est, au fond, une loi de nature, les auteurs croient que les peines doivent être variées selon les facteurs de la criminalité et assorties selon la catégorie des criminels.

1) *Pour les criminels-nés*, vu le danger que présente leur manque de sens moral et l'épidémie imitative, il faut une répression énergique. Cette répression doit varier selon la nature du crime commis. Leur élimination, en cas de récidive, est nécessaire pour préserver la société du danger qu'ils représentent, car la criminalité politique n'est qu'une diversion « qui peut suspendre, mais non détruire, leur tendance criminelle » (54). Cette élimination peut être faite, autrement que par la peine de mort ; par la relégation, par exemple.

2) *Pour les mattoïdes et fous*, c'est l'internement qui convient le mieux, dès qu'ils manifestent des menaces sérieuses. Donc, inutile d'attendre l'exécution de leurs infractions. C'est la nature de

(54) Op. cit., p. 265.

chacun d'eux qui doit hâter ou retarder cet inter-nement. (55)

3) *Pour les criminels par occasion*, les auteurs voudraient augmenter la responsabilité des chefs pour diminuer celle des partisans. Aux jeunes gens, plus prédisposés, plus actifs, plus généreux et plus passionnés, on applique des peines moins sévères qu'aux adultes. On doit considérer l'état de la foule qui altère la personnalité individuelle. Les femmes, vu leur nature (les périodes physiologiques de menstruation et de grossesse qui les frappent comme d'hystérie temporaire) doivent profiter d'une sensible atténuation de la peine.

4) *Quant aux criminels par passion*, qui sont les vrais criminels politiques, disent les auteurs, leur criminalité doit, sans doute, être réprimée, pour sauvegarder l'organisation juridique, mais avec beaucoup de prudence et de sympathie. D'ailleurs ceux qui sont appelés à les juger, ont tendance, sinon à les acquitter, du moins à baisser sensiblement le niveau de leurs peines. La conscience populaire veille sur eux. (56)

*
**

Ces peines doivent être caractérisées, à la fois, par la temporanéité et par la révocabilité (57). Les crimes vraiment politiques doivent profiter de peines, ni infamantes, ni très douloureuses.

Les auteurs vont plus loin encore. Ils proposent, pour punir l'assassinat du chef de l'Etat, la déportation ou la relégation. De même pour la « trahison envers la patrie » et l'espionnage. Quant

(55) Op. cit., p. 268.

(56) p. 273.

(57) Id., p. 274.

aux révélations au public des secrets de l'Etat, la perte de l'emploi et des punitions pécuniaires révo-
cables.

*
* *

L'attitude de l'Ecole positiviste vis-à-vis de la criminalité politique est, comme on le voit, une attitude bienveillante. Lombroso et ses adeptes n'admettent pas la peine de mort, même quand un intérêt privé s'est trouvé lésé, comme par exemple dans le cas de l'assassinat du chef de l'Etat. Guizot, le grand inspirateur de ce régime doux n'a pas songé à le pousser jusqu'à ce point. Cette attitude s'explique peut-être, par les circonstances politiques tranquilles et le nombre très restreint des affaires politiques. Une telle attitude « répond à un sentiment d'équité et convient à une période de libéralisme ». (58)

*
* *

Mais les chefs de cette Ecole, tout en adoptant cette attitude généreuse, ne sont pas d'accord sur le problème délicat de la peine de mort.

Lombroso le tranche dans un sens draconien. Il est partisan de la peine capitale pour les crimes de droit commun, mais, comme on l'a vu, il la refuse pour les crimes politiques.

Enrico Ferri soutient la thèse diamétralement opposée. Pour lui, cette peine ne pourrait être efficace que si elle est pratiquée dans de très larges proportions, ce qui est impossible. On connaît sa théorie. Il est socialiste fervent. A ses yeux, dans un

(58) Donnedieu de Vabres : Cours, p. 62.

crime, à côté des facteurs anthropologiques et cosmo-telluriques — c'est-à-dire physiques — il y a les facteurs sociaux, qui résultent du milieu social, de la famille, de l'éducation et de l'administration politique et policière (59). Donc, la société qui réagit contre le criminel a, elle aussi, sa large part de responsabilité.

Ferri pense que la peine de mort ne heurte pas le bon sens ; au contraire, elle est dans l'ordre normal des choses. Elle n'est pas en contradiction absolue avec le droit (on l'admet en cas de légitime défense). Il y a plus : « La loi universelle de l'évolution, dit-il, nous montre que le progrès de toute espèce vivante est dû à une sélection continuelle opérée par la mort de ceux qui sont les moins aptes à la lutte pour l'existence. » Il est évident que cette sélection peut être opérée, aussi bien artificiellement que naturellement. La société est en droit d'extirper les éléments nuisibles, c'est-à-dire les individus antisociaux et non assimilables. Donc la peine de mort peut être légitime. Mais quand ? Ferri répond que, dans certains cas, elle peut être un bon remède. Mais ces cas ne se trouvent, et ne doivent se trouver que dans des « conditions et circonstances anormales ». Pour les circonstances normales, elle doit être supprimée, en tant qu'inefficace, et remplacée par la déportation et l'isolement. (60)

Chose curieuse, Ferri, qui écarte la peine de mort pour la criminalité commune, l'admet pour la criminalité politique qui ne se commet normalement que dans des « conditions et des circonstances anormales ».

Son attitude hostile est due à cette observation

(59) Ferri : *Sociologie criminelle*, p. 205.

(60) Ferri : *Sociologie criminelle*, p. 588-590.

importante que le délinquant politique peut être poussé à commettre son forfait, aussi bien par un mobile vil et égoïste que par un mobile désintéressé, occasionnel ou passionnel, et il est injuste, à ses yeux, de couvrir la criminalité de droit commun d'un motif politique. (61)

Si on avait laissé le choix à Ferri, il aurait supprimé cette distinction entre criminalité politique et criminalité de droit commun. Pour lui, cette distinction n'a pas un caractère scientifique. Elle ne s'accorde pas, non plus, avec la réalité des faits. Voici comment il explique son attitude. Il pense que les « prétendus délits politiques » — pour emprunter sa terminologie (62) — ou bien ne sont pas des méfaits contraires à la loi, et c'est le cas de la manifestation d'idées, des vœux, ou bien ils sont des délits commis dans l'emportement d'une noble passion par des pseudo-criminels (criminalité évolutive sous des formes ataviques).

Garofalo est un magistrat, un praticien animé de l'esprit répressif. Il critique sévèrement la théorie de Rousseau, d'après laquelle le crime révèle l'homme criminel impropre à la vie sociale qu'il suffit de retirer de la société, mais qu'en privant de la vie animale, par la peine de mort, on frappe d'un châtiment excessif. Garofalo, lui, prétend que la peine de mort ne blesse qu'appareusement le sentiment de pitié. Il fait toutefois cette réserve que la peine capitale ne doit s'appliquer qu'à un petit nombre de criminels... « qui représentent une sorte de monstruosité psychique » ; ceux qui se sont placés en dehors de l'humanité. On sait que cet auteur

(61) V. Sagone : Pour une répression efficace du délit politique. *Rev. internationale de droit pénal*, 1930, p. 310.

(62) Ferri, *op. cit.*, p. 551.

divise les délits en deux catégories : les délits naturels et les délits artificiels. Il classe les délits politiques dans les délits artificiels, à côté de l'adultère, qu'il appelle « le délit politique de la famille ». Mais l'état de guerre change leur caractère. Dans ce cas, ils deviennent des délits naturels. (63)

*
**

L'effort de l'Ecole positiviste était merveilleux en ce qu'il avait détruit l'ontologisme métaphysique. Son côté négatif était brillant ; mais le côté positif, c'est-à-dire la construction d'un nouveau système a dû se heurter au nouvel idéalisme, qui considère que la doctrine positiviste n'a plus aucune raison de subsister... car pour édifier, c'est à l'esprit qu'il faut se rapporter (64). Le droit pénal contemporain est spiritualiste et « le droit est une production et non pas seulement une connaissance acquise de l'esprit humain », (65)

SECTION III. — LES ATTEINTES PORTÉES AU RÉGIME LIBÉRAL

Il est curieux de constater, dans cette période d'hésitation, que, à côté de ces faveurs successives, plusieurs atteintes, quelques-unes très graves, ont été portées à ce régime de douceur. En les passant

(63) Garofalo : La criminologie, p. 257.

(64) Battino : Les doctrines juridiques contemporaines en Italie, p. 71.

(65) Del Vecchio : Principes généraux de droit, dans « Sources de droit », T. II, p. 72.

en revue, on se trouve très embarrassé pour juger objectivement cette période. C'est uniquement à cause de cette complexité que nous avons appelé cette période la période d'hésitation. On est en droit de voir en elle le prélude de la réaction violente qui détruira, plus tard, de fond en comble, le sentimentalisme du XIX^e siècle. Par sa position géographique, la France, suivie de la Russie, de l'Italie, de l'Allemagne, se verra obligée de prendre des mesures de rigueur qui feront l'objet de notre chapitre II de la présente partie.

Il est certain que ces atteintes peuvent être expliquées par les circonstances politiques. Mais, même dans une étude juridique, il ne faut pas oublier la structure sociale et économique de la société. En effet, les conditions sociales se sont profondément modifiées à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, de sorte que les dirigeants des pays se sont trouvés dans l'impossibilité de ne pas réviser leur manière d'agir. En outre, des transformations économiques préparant une crise sociale, ont immédiatement succédé à la période libérale de la Monarchie de juillet. Cette période a vu progresser formidablement l'outillage qui a pris un développement inconnu dans les grandes entreprises (66). Une classe misérable, mais forte par son nombre, commence à se rendre compte de sa situation malheureuse, et cherche à s'unir pour sauvegarder ses intérêts. Une inimitié entre capitalistes et ouvriers naît. Ceux-ci veulent, et c'est logique, profiter des fruits de leur travail. Mais comment ? Les riches ne prêtent pas attention aux revendications ouvrières ; aux « prolétaires » de faire respecter leurs droits. Une lutte à mort s'engage entre les deux camps pour s'emparer

(66) Donnedieu de Vabres : Cours, p. 66.

du pouvoir. Les ouvriers cherchent à renverser, ou tout au moins à modifier, l'ordre établi, en portant atteinte à la structure sociale et en renversant les gouvernements (67). Ceux-ci réagissent. Des lois, de plus en plus sévères, et ceci même dans les pays les plus démocratiques, sont promulguées pour la défense de l'ordre. Les ouvriers, de leur côté, réagissent, par des grèves, par des actions violentes, et c'est l'idée anarchique qui naît et se développe...

Dans l'accroissement inouï des richesses (68), les pauvres recourent à la violence, et se groupent en nids de résistance. Dans cette période, on voit les

(67) V. Pirou : *Doctrines économiques en France*, p.3-10.

(68) Remarquons que la fortune nationale de l'Angleterre était :

1812....	2,7	milliards de livres sterling
1875....	8,5	» » »
1914....	15	» » »

Le revenu national allemand :

1885.....	15	milliards de R. M.
1895.....	25	» » »
1919.....	45	» » »

La production du coton dans le monde :

1826-1830	68.000	tonnes
1880-1890.....	2.000.000	»
1912-1913.....	4.000.000	»

La longueur des voies ferrées dans le monde :

1840.....	7.600	km.
1890.....	617.000	km.
1910.....	1.030.000	km.

Le chiffre du commerce mondial :

1800.....	2	milliards de R. M.
1830.....	6,5	» » »
1870.....	38	» » »
1900.....	79	» » »
1913.....	160	» » »
1929.....	284	» » »

Ces chiffres nous montrent, éloquemment, la transformation de la société du point de vue économique.

(Nous avons emprunté ces chiffres à Werner Sombard, le socialisme allemand, Payot, 1938, p. 21 et s.)

hommes politiques diriger de grandes entreprises, directement ou par leurs organes intermédiaires. En frappant le gouvernement, les ouvriers extrémistes entendent frapper ceux qui les exploitent. Comme la diffusion de l'instruction est extraordinairement perfectionnée, (journaux, livres, théâtres, conférences, revues... (69), la classe ouvrière s'est fait, grâce à des leaders fervents, une idée exacte de son rôle. Elle n'est plus un instrument sourd, elle est un être qui produit, un être sans l'aide de qui rien ne peut se faire.

Sur le plan international, c'est le patriotisme qui naît. L'individu pense qu'il n'est plus l'esclave du monarque. Il est le fils du pays. Il n'est lié qu'à la patrie, qu'à la nation. Il faut en protéger le développement. Toute atteinte à l'idéal nouveau, est une atteinte aux intérêts de la nation et doit être, selon sa gravité, punie sévèrement. On en vient à distinguer à l'intérieur même de la criminalité politique, les espions et les traîtres, dont les agissements soulèvent une indignation toute spéciale. (En France, l'affaire Dreyfus).

Avec la nouvelle technique, la guerre met aux prises non seulement des soldats armés, mais deux nations s'appuyant chacune sur une production de guerre qui embrasse toutes les activités de la nation, sur un bon moral de la population et sur un dévouement désintéressé des deux fronts : front de guerre et front de l'intérieur... Le législateur se

(69) Des forêts entières sont abattues, chaque année, pour produire du papier. Le chiffre pour le monde est :

1800.....	10.000 tonnes
1850.....	100.000 »
1900.....	8.000.000 »
1920.....	16.000.000 »

(V. Sombart, p. 43.)

trouve obligé d'aggraver le sort de ceux qui porteraient atteinte à ces piliers de l'édifice national... Il rétrécit, en France, la notion de la criminalité politique. Il retire progressivement les avantages qu'il lui avait accordés et il crée de nouvelles incriminations.

Nous allons voir chronologiquement les mesures législatives rigoureuses qui portent, manifestement atteinte à l'esprit de la Monarchie de Juillet.

§ 2. — La II^e République

a) Un décret du 27 juin 1848 autorise la transportation comme mesure de sûreté générale. La République de février a dû faire appel à la rigueur pour se protéger contre ses adversaires, qui contestaient sa légalité. C'est l'insurrection du 23 juin qui a déterminé le gouvernement à prendre cette mesure qu'un auteur (70) qualifie de « tyrannique ». Le Décret est dirigé, dans son esprit, contre les dangereux et les suspects, sans s'occuper de la culpabilité. Le bilan était impressionnant. Plus de quatorze mille arrestations ! Deux cents personnes furent soumises à la justice impitoyables des Conseils de guerre. 3.423 transportations coloniales ont été opérées, sans la moindre forme de procès. L'arbitraire a pu battre son plein. Première atteinte, mais déjà grave (70 bis).

b) Un jugement rendu le 9 mars 1849 a refusé

(70) Viaud, p. 393.

(70 bis) Signalons que la République avait prononcé, le 29 février une amnistie pour toutes condamnations et poursuites politiques encourues sous la Monarchie de juillet, et avait aboli, le 6 mars, les lois du 9 septembre 1835 sur la presse.

le caractère politique aux assassinats commis dans un but politique. Les crimes connexes ont été déclarés crimes de droit commun et punissables de la peine de mort. C'est ainsi que les assassins du Général Bréa, tué au cours de l'insurrection de 1848 par des révolutionnaires, dans un but politique, furent condamnés à mort, et leur pourvoi fut rejeté conformément aux conclusions du Procureur Général Dupin, qui a soutenu avec vigueur, que, si l'on ne refuse pas le caractère politique à ces crimes, « le drapeau de l'insurrection, semblable au pavillon qui couvre la marchandise, protégerait le mélange de toutes les atrocités » (71). La Cour de Cassation a tiré profit de l'absence d'une définition légale du délit politique, car la loi du 8 octobre 1836 en a donné seulement une énumération.

L'assemblée nationale n'a pas protesté contre la jurisprudence de la Cour Suprême. Bien au contraire, elle s'est à la presque unanimité rangée à sa décision. Quand un représentant osa dire qu'on venait « de rétablir l'échafaud politique », il se fit rappeler à l'ordre. Première catégorie, mais très importante, de crimes qui perdent le caractère politique, et premier rétrécissement jurisprudentiel de la notion même de la criminalité politique (72). Une partie de la doctrine était déjà engagée dans le sens de la rigueur. Quand le législateur de 1850 créa la peine de la déportation dans une enceinte fortifiée pour remplacer la peine de mort, il s'excuse des rigueurs morales de cette peine, mais « c'est par là qu'elle est capable de frapper les imaginations et de rendre à la pénalité politique, profondément

(71) Crim. 9 mars 1849. D.P. 49-1-60, rapporté par M. Donnedieu de Vabres, Cours, p. 68.

(72) Rodière, p. 131.

énervée, l'autorité et la force préventive qui lui manquent ». (73)

§ 2. — *Le Second Empire*

Le coup d'Etat du 2 décembre 1851 a inauguré une période de répression politique où l'arbitraire et la rigueur rappellent les temps les plus durs de l'ancien régime. « Cette dictature, sans exemple dans notre histoire nationale, était bien la résurrection de la dictature romaine » (74). En effet, sous le couvert de la nécessité de protéger l'ordre contre l'anarchie, et de débarrasser le pays de ses éléments nuisibles et pervers, Louis-Napoléon s'est attribué des pouvoirs illimités. Comme il avait prêté serment à la Constitution, le Coup d'Etat était non seulement une illégalité, mais une trahison. Ceux qui voulaient réagir pour rétablir la légalité, se proposaient le renversement de cette dictature. Le Prince voyait en eux, non seulement des adversaires politiques, mais des ennemis personnels qu'il jugeait indispensable de détruire pour se protéger. Il devait les frapper fort, pour intimider les autres. En criminalité politique, ce n'est pas l'immoralité qui détermine la répression, c'est le danger. Plus les criminels politiques sont dangereux, c'est-à-dire plus les circonstances sont épidémiques, plus il faut que le Gouvernement agisse vite et efficacement.

Toute une série de mesures furent prises pour réprimer, jusque dans ses moindres manifestations, la criminalité politique. En voici les plus importantes :

(73) Rapport Rodat, D. 1850-4-130, col. 3.

(74) Viaud, p. 394.

A. — Un arrêté ministériel du 3 décembre 1851 ordonna que les personnes prises, les armes à la main, ou construisant des barricades, seraient fusillées. La peine de mort, pour l'abolition de laquelle, tant de générations ont lutté, est rétablie, et cela par la volonté seule du Ministre de la Guerre. C'était un début qui annonçait tout un programme...

B. — La transportation fut établie, le 8 décembre de la même année, par mesure de sûreté générale. Elle était prévue pour une durée de 5 à 10 ans à l'adresse des individus repris de justice ou convaincus de participation à une société secrète, de quelque nature qu'elle soit.

C. — Par deux Décrets du 31 décembre 1851 et 25 février 1852, les délits politiques et de presse qui, depuis la loi du 8 octobre 1830, relevaient de la compétence de la Cour d'Assises, furent rendus à la compétence des juridictions correctionnelles. Le législateur du Second Empire ne cherchait pas à introduire la logique dans la procédure (75), il cherchait à soustraire à la compétence du jury, cet élément populaire et indulgent, des délits qu'il entendait faire réprimer sévèrement par des juges professionnels sur qui il pouvait exercer, peut-être, une certaine pression.

D. — Un décret du 9 janvier 1852 vint compléter les mesures prises par le décret du 8 décembre. Il bannit du territoire 67 représentants de la Monta-

(75) Dans l'exposé des motifs du décret du 31 décembre 1851, il était dit : « Considérant que l'attribution à la Cour d'assises de ces délits rend la répression moins rapide et moins efficace... »

gne (76) et 18 représentants des différents partis monarchiques. Ces 18 étaient, non pas bannis, mais « momentanément éloignés », (77)

Trois organismes travaillaient, chacun de son côté, à venir à bout des opposants : les Conseils de guerre dans les provinces où l'état de siège avait été proclamé ; ailleurs, les Tribunaux correctionnels ; à côté d'eux l'Administration qui disposait de mesures d'un rendement incomparable... Ceci manquait d'harmonie. Il fallait harmoniser ces efforts dispersés. De cette nécessité naquirent les « Commissions mixtes ».

E. — La circulaire du 3 février 1852 créa ces « commissions mixtes ». Une Commission mixte était un tribunal — si l'on peut s'exprimer ainsi — composé des représentants des trois ministères : Intérieur, Justice et Guerre. D'après cette circulaire, une commission mixte est formée dans chaque département, et présidée par le préfet, assisté du Procureur général et du Commandant militaire. Paris était excepté. Les Conseils de guerre y continuaient leur œuvre.

Le système de ces Commissions, vu leur composition extrajudiciaire, ne pouvait inspirer confiance qu'à celui qui avait intérêt à sa création. On n'a pas aboli le régime de faveur, mais on a soustrait les accusés à leur juge naturel. Ce n'était plus l'égalité entre criminalité politique et criminalité commune, bien au contraire, c'était une répression très rigoureuse qui avait été réservée à la première. Si l'on veut se faire une idée de l'œuvre de ces Commissions, on n'a qu'à consulter les historiens

(76) Parmi eux se trouvait Victor Hugo.

(77) Parmi eux se trouvait M. Thiers.

qui ne s'entendent pas d'ailleurs sur les chiffres. Un historien (78) dresse le tableau suivant :

Arrestations opérées	26.000
Déportations à Cayenne	239
Internement en Algérie	9.530
Internement continental	2.804
Bannissement	1.515

Le reste a été renvoyé devant les tribunaux. Rappelons que ces chiffres ne comprennent ni les condamnations prononcées par les Conseils de guerre et les Tribunaux correctionnels — Paris excepté — ni les autres condamnations, prononcées avant la création des Commissions mixtes.

Devant l'énormité de ces chiffres, une amnistie fut jugée indispensable. Elle fut facilitée par les circonstances internationales favorables et rendit au pays la tranquillité.

F. — *La Clause Belge de 1856.*

On se rappelle que le Gouvernement libéral avait solennellement proclamé sous la Monarchie de Juillet, que la France « n'accorderait plus aucune extradition pour crime politique et n'en demanderait jamais ». Le droit d'asile politique ne souffrait aucune exception. Mais le Gouvernement du Second Empire a porté une première dérogation à la règle, en concluant avec la Belgique, le 22 septembre 1856, un traité permettant l'extradition des régicides. Selon ce fameux traité, ne sont pas politiques, les attentats « contre la personne du chef d'un Gouvernement étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constitue le fait, soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement ».

(78) Pierre de la Gorce, *Second Empire*, T. I, p. 22.

Il est évident que, si la solution est bonne, la justification en est mauvaise. Un attentat contre le chef de l'Etat, est tout ce qu'il y a de politique. Le chef de l'Etat incarne, en lui, la forme de l'Etat et son programme politique. Le frapper, c'est voiloir, non pas commettre un assassinat, mais renverser le Gouvernement et faire triompher une cause politique. Mais la clause qui, en vue de l'extradition, refuse à cet attentat le caractère politique, a été jugée nécessaire pour maintenir dans le domaine international les relations de bon voisinage. La preuve est que, même après la chute du Second Empire, cette clause a été respectée par la III^e République, et est passée dans la presque totalité de ses traités. (79)

G. — La loi de *Sûreté Générale* du 27 février 1858 a été votée par les assemblées législatives, après l'attentat d'Orsini (80), le 14 janvier 1858,

(79) Cette clause a été maintenue dans les traités franco-belges de 1869 et 1874. On la rencontre dans tous les traités conclus par le gouvernement impérial et la III^e République. Par exemple, le traité avec la Principauté de Monaco de 1876, avec le Danemark en 1877.

A l'étranger, on la voit aussi dans la plupart des traités, ainsi ceux :

du 9 mars 1876, entre l'Allemagne et le Luxembourg,

du 21 mars 1877, entre l'Espagne et la Russie.

du 8 avril 1879 entre le Danemark et le Luxembourg.

(V. Louis Renault : Des crimes politiques en matière d'extradition. Paris, 1880.)

Cette clause a été suivie par les deux célèbres résolutions : celle d'Oxford (1880) et celle de Genève (1892). En Angleterre, la Commission royale, constituée en 1877, exprimait l'avis que les infractions particulièrement odieuses (soul crimes), ne devraient pas être couvertes par l'asile politique..

V. Wasiorski : Le terrorisme politique, p. 14.

(80) Laschi et Lombroso, reproduisent des extraits passionnants de Montazio, Felice Orsini, Turin, 1860. Pour les auteurs de « Crimes politiques et révolutions », Orsini est le

contre l'Empereur Napoléon III. Cet attentat manqué a jeté le Gouvernement dans les voies d'une réaction violente. La *loi de sûreté générale*, autorisant la transportation et l'expulsion des délinquants politiques ou des individus compromis dans les insurrections de 1848, 1849, 1851, a servi de moyen efficace contre les adversaires ou ceux que l'on soupçonnait tels. Grâce à cette loi, le Gouvernement a pu atteindre plusieurs centaines de personnes. Mais, comme une nouvelle ère dans la politique générale va être inaugurée (nous faisons allusion à la phase libérale du Second Empire), cette loi va être oubliée (81). Elle est inconciliable avec l'aide offerte à l'Italie et avec cette politique libérale qui va profiter aussi à la criminalité politique. Une amnistie fut accordée le 16 août 1859. Elle couvrit, sans exception, tous les délits politiques. (81 bis)

prototype des criminels politiques par passion ! Voici un extrait de ce qu'ils disent de lui :

« Qui n'admire pas la beauté harmonieuse d'Orsini ? » (p. 169, T. II).

« Son père a été un de nos martyrs politiques. » (p. 171).

« Sa vie fut entièrement dépensée au service de la patrie, mais, il faut le dire, dépensée inutilement. Chez lui, la *pensée* fut toujours moindre que l'*action*. Il avait besoin d'agir à quelque prix que ce fût, et il se jeta dans les entreprises les plus folles organisées par Mazzini... Il fut bon, honnête et très courageux... Il fut ambitieux de gloire... Ses adversaires racontent qu'il disait que l'Italie n'avait que deux hommes : lui et Mazzini. Il fut constant dans sa politique, mais sa conduite est pleine de contradictions. Lui qui a écrit plusieurs pages pour combattre l'assassinat politique... il conçut et dirigea l'attentat de janvier 1858. Il fut d'un caractère faible, facile à se laisser influencer, et il aurait eu presque besoin d'être dirigé... Le désir de conspirer était devenu en lui une manie... » (p. 183). — Il a été condamné à mort par le jury de la Seine et exécuté avec un complice, Picri.

(81) Elle fut abrogée par le décret du 24 octobre 1870.

(81 bis) Victor Hugo et Louis-Blanc, entre autres, en ont profité.

H. — Les Codes de justice militaire (armée de terre, 1857 ; armée de mer, 1858) doivent également nous retenir, car ils ont, eux aussi, porté une grave atteinte au régime libéral réservé à la criminalité politique.

Le trait caractéristique de ces Codes était une rigueur excessive. Parmi les articles 204 à 228 du Code de 1857, dix-huit infligeaient la peine de mort. Bien plus, un même article punissait de mort plusieurs infractions. Malgré que l'exposé des motifs indiquât qu'un des traits distinctifs de ce Code était « la modération dans les peines, en les mettant en rapport avec le progrès des mœurs publiques, sans cependant affaiblir ni désarmer la puissance militaire, qui, pour triompher des grandes épreuves auxquelles elle peut être soumise au dedans comme au dehors, a besoin de ressorts énergiques qui assurent et conservent son action », tout le monde accordait que ce Code était la plus impitoyable de toutes les législations militaires contemporaines. M. Clémenceau a consacré plusieurs pages à combattre cette législation qu'il considérait comme inhumaine : « Soutiendra-t-on, écrivait-il, qu'une telle sévérité est indispensable au maintien de la discipline ? » « Non, a, depuis longtemps, répondu le maréchal de Saxe, c'est faire mourir des hommes sans remédier au mal ». Les officiers eux-mêmes se plaignaient amèrement. Ils étaient les premiers à demander une atténuation des peines qu'ils avaient le devoir d'appliquer. (82)

La nouvelle législation de 1857, avons-nous dit, a porté une grave atteinte au régime libéral. La compétence des tribunaux militaires a été large-

(82) Citations rapportées par M. Gaston Bouniols : La suppression des Conseils de guerre, p. 361 et s.

ment étendue. La loi de 1790 avait posé le principe de la compétence *ratione materiae*. Ces tribunaux ne pouvaient connaître que des infractions strictement militaires. Le Code de 1857 a formellement consacré la compétence *ratione personae*. Le militaire est, pour tous ses délits, sauf pour ceux commis par lui en temps de paix avec la complicité des civils, justiciable de la juridiction militaire (83). Peu importe la nature des délits. Ce peuvent être des délits de droit commun ou des délits politiques. Un grand nombre de personnes (84) ont été jugées par les Conseils de guerre et soumises éventuellement à des pénalités rigoureuses, pour des faits qui, d'après la conception objective et la conception subjective du temps, étaient purement politiques. Tels sont, par exemple, l'espionnage et la trahison. Des attaques violentes ont été dirigées contre les Conseils de guerre. Surtout après l'affaire Dreyfus. Voici ce que Ferri, pour ne citer que le plus éminent criminaliste, écrit à ce sujet : « les erreurs judiciaires et les abus de la justice militaire étaient et sont encore un phénomène quotidien ; il fallait pourtant l'immense clameur soulevée par le procès Dreyfus pour obtenir l'évidence. » (Ferri : Sociologie criminelle, p. 370, note 2).

Mais, chose curieuse, plus on attaque les tri-

(83) M. Pierre Hugueney : Traité théorique et pratique de droit pénal et de procédure pénale militaire. Sirey, 1933, avec deux suppléments de 1938 et de 1940.

(84) La compétence des Conseils de guerre était formulée dans l'art. 55 de l'ancien C.J.M. « Tout individu appartenant à l'armée est justiciable des conseils de guerre ». Quant aux faits, l'art. 56 dit que cette compétence porte sur « les crimes et délits » commis par ces justiciables.

L'art. 76, en outre, dispose que lorsqu'il y a des complices civils, ils seront traduits, eux aussi, devant les Conseils de guerre (Bouniols, op.cit., p. 182 et s.).

bunaux militaires, plus on voit leur compétence s'étendre ! Et plus la criminalité politique souffre. Et le régime de faveur perd de son importance. C'est que ce régime dépend plutôt des circonstances que des doctrines juridiques et philosophiques.

§ 3. — *Les événements de la Commune*

A la chute du Second Empire, Paris n'a pas reconnu le Gouvernement de M. Thiers. Le 28 mars 1871, avait lieu, devant 200.000 personnes, l'installation solennelle de la Commune. Puis, sans perdre de temps, celle-ci se mit à l'œuvre. Ses tendances sont nettes. Elles sont éloquemment traduites par ses décrets. Elles sont, si on peut s'exprimer ainsi, populaires. L'étude de sa législation n'est pas de notre domaine (85). Elle a vécu jusqu'à la fin de mai de la même année. Que d'atrocités ont été commises au nom du pays et de la justice ! Les Communards, par esprit de vengeance, ont massacré les otages tombés dans leurs mains, geste contraire aussi bien aux lois de la guerre — si la Commune se considérait comme un gouvernement en guerre — qu'au régime répressif réservé à la criminalité politique. Après l'écrasement de la Commune, la loi martiale fut proclamée. Le Gouvernement de M. Thiers n'a pas voulu voir en la personne des Communards des criminels politiques — quoiqu'ils en fussent, à se tenir au but politique qui était le leur : renverser le Gouvernement qu'ils n'avaient pas voulu reconnaître — et il s'est refusé à les traiter comme tels. Il les a traités comme de vulgaires

(85) V. à ce sujet, Alexandre Zévaès : *Histoire de la III^e République*. Paris, 1938, p. 39, et surtout les décrets des 2 avril, 16 avril, 27 avril, 12 mai et 19 mai 1871.

assassins et incendiaires. Le nombre des exécutions, quoique les statistiques soient assez confuses, a été très élevé (86). La procédure était sommaire et les juges impitoyables. D'où ces chiffres étourdissants. M. Thiers, le 22 mai, au moment où ses troupes entraient dans Paris, déclarait : « Nous sommes d'honnêtes gens, c'est par les voies régulières que justice sera faite. Les lois seules interviendront, mais elles seront exercées dans toute leur rigueur. L'expiation sera complète, mais ce sera l'expiation au nom de la loi et par la loi » (87). Les Conseils de guerre furent « régulièrement » appelés... Une loi du 7 août 1871 en augmenta le nombre, vu la multiplicité des causes, sans toucher à la procédure. Mais déjà la procédure sommaire avait fait son œuvre, quand la promesse de M. Thiers reçut une application concrète. Les Conseils de guerre ont siégé pendant cinq ans. Dans un rapport d'ensemble du Ministre de la guerre « sur l'insurrection de 1871 » (88), on relève les chiffres suivants :

- 50.000 poursuites, dont 25.000 furent suivies de non-lieu ;
- 10.000 condamnations contradictoires ;
- 3.700 condamnations par contumace ;
- 270 condamnations à mort (dont 8 femmes) ; 95 seulement contradictoires ;
- 7.500 déportations (dont 36 femmes et un enfant de moins de 16 ans).

Le reste des condamnés ont été frappés soit de peines de droit commun, tels que les travaux forcés

(86) Maxime du Camp donne le chiffre de 6.667 exécutions, dans son livre : *Convulsions de Paris*, T. II, p. 7. Lavisse et Rambaud en donnent 17.000 (*Histoire générale*, T. XII, p. 7).

(87) Rapporté par Viaud, *op. cit.*, p. 408.

(88) *Journal Officiel*, 1876, p. 70 et s.

à perpétuité, soit de peines politiques. Sur les 95 condamnés à mort contradictoirement (les autres ayant profité de l'asile politique à l'étranger), 23 ont été exécutés.

Comme on le voit, les événements de la Commune ont porté un coup quasi-mortel au régime de faveur. Les Communards, qui avaient été considérés comme assassins vulgaires et traités comme tels, étaient des rebelles peut-être, mais des criminels politiques, sans doute. La répression rigoureuse, à laquelle ils ont été exposés, frappait dans leurs personnes le système libéral qu'avait consacré la Monarchie de Juillet.

§ 4. — *La III^e République*

Avec l'avènement de la III^e République, le régime parlementaire a succédé à un régime autoritaire. Le nouveau régime qui « voyait dans la lutte des partis un aliment de la vie nationale » (89), aurait dû juger la criminalité politique avec indulgence. Mais la situation internationale et les nouvelles dées sociales, suivies de plusieurs attentats, obligeaient les plus libéraux à mettre leur idéologie de côté pour vivre dans la réalité de leur temps. La répression de la criminalité politique est toute teintée d'opportunisme. Ce sont les circonstances qui décident de la modération ou de l'aggravation dans la répression. Machiavel, dans « Le Prince » (89 bis), a écrit : Il est nécessaire pour un prince, s'il veut se maintenir, d'apprendre à pouvoir n'être pas hon-

(89) Donnedieu de Vabres : Cours, p. 66.

(89 bis) Chapitre XV.

nête et à user ou ne pas user de l'honnêteté selon les nécessités. »

La répression de la criminalité politique dépend, elle aussi, des nécessités. On est, selon ces nécessités, tantôt sévère, tantôt indulgent. C'est ainsi que la III^e République, quoique elle fasse figure, dans le domaine de la politique générale, de régime essentiellement libéral, a été amenée à réagir, sur quelques points, contre la conception libérale. Les atteintes qu'elle y a portées sont parfois graves. Citons :

A. — *La loi du 24 juillet 1889*, promulguée à un moment où l'espionnage et la trahison jouissaient du caractère politique. Son objet direct n'était pas la répression de la criminalité politique ; elle avait pour mission « la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés ». Mais elle a, dans l'art. 2, al. 1^{er}, marqué une réaction, quoique peu énergique, contre les attentats à la sûreté extérieure de l'Etat. Elle prévoit, facultativement, la déchéance de la puissance paternelle des parents indignes, condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou à temps, ou à la réclusion, comme auteurs, coauteurs ou complices d'un crime « autre que ceux prévus par les art. 86 à 101 du Code pénal ». On déduit de ce texte que les attentats contre la sûreté extérieure de l'Etat, prévus par les art. 75 à 86, sont, au regard de cette loi, « déchus » des faveurs accordées aux crimes politiques dont on commençait à les exclure. Comme il est rare qu'une peine de droit commun soit prononcée en matière politique, cette loi, comme l'observe M. Plassard, était « intéressante par son esprit et non par sa portée pratique ». (90)

B. — *Les lois « scélérates »*, 1893-1894.

Ces lois étaient dirigées contre les anarchistes. Elles répondaient à une nécessité sociale. Ce n'était pas seulement l'Etat qu'on voulait protéger contre un danger menaçant, mais les bases même de la société. Une doctrine, déjà très ancienne, voulait s'insinuer dans la masse par n'importe quel moyen. Georges Sorel avait intitulé son pamphlet : « Eloge de la violence ». Ce titre interprétait éloquentement la philosophie des anarchistes et leur méthode d'action. Dans l'Encyclopédie anarchiste (Paris, p. 1), le programme était ainsi libellé :

« Bien-être pour tous,
« liberté pour tous,
« rien par la contrainte : tout par l'entente libre. »

Sébastien Faure s'appuyait, dans sa « Sociologie », sur ces constatations : (91)

« L'individu recherche le bonheur ;
« la société a pour but de le lui procurer ;
« la meilleure forme de la société est celle qui se rapproche le plus de ce but. »

Pour faire triompher leur doctrine, les anarchistes enseignaient la violence, la « propagande par le fait ». Paul Brousse, un des plus intrépides Bakounistes, exposait le système de cette propagande dans ces termes : « L'idée marche, en s'appuyant sur deux forces qui se complètent : le rayonnement de l'acte, la puissance de la théorie, et si l'une des deux forces fait plus que l'autre, c'est l'acte et non la théorie... Que l'on réfléchisse aux obstacles que

(91) Encyclopédie anarchiste, Paris, T.I, p. 59.

l'on rencontre pour pénétrer les masses d'une pensée nouvelle à l'aide de conférences, brochures et journaux. Un fait produit au contraire un ébranlement : pour ou contre, tout le monde s'agite » (92). « Expulser révolutionnairement le Gouvernement, détruire la force armée, afin d'exproprier, révolutionnairement encore, les détenteurs de la richesse sociale, et de mettre tout à la disposition de tous ». (93)

Pour l'anarchisme, le premier responsable de tout désordre social, de toute iniquité, c'est l'Etat qui sert d'instrument à la classe dominante, qui opprime la masse, c'est-à-dire la majorité du peuple. Et le but qu'il se propose, c'est la destruction de l'appareil gouvernemental, non par la propagande ou les élections en vue d'arriver au pouvoir, mais par la violence. Dans cette doctrine, tout est permis pour atteindre le but, même le vol, même l'assassinat, même l'incendie. Voici ce qu'un anarchiste écrit :

« Que l'on brûle les mairies et les préfectures, les casernes et les banques, les études des notaires et les registres de l'état-civil, les églises et les vieilles masures, et que l'on prenne possession des palais, en jetant par les fenêtres tous les gras bourgeois et leurs p... Que l'on donne immédiatement l'assaut aux magasins qui contiennent les vivres et les étoffes pour se couvrir ; que l'on brise les fils télégraphiques, les rails et les autres voies de communication ; que l'on agisse le plus possible dans les rues étroites et tortueuses ; ...Que l'on agisse de sa propre initiative, que l'on égorge et que l'on brû-

(92) L'Avant-Garde (Organe de la section romande de l'Internationale), numéro du 17 juin 1878.

(93) Malatesta : L'Anarchie.

le partout où il y a eu un tort, partout où il y a eu une injustice à réparer ». (94)

Cette lutte contre l'État compte parmi ses partisans d'éminentes personnalités, telles que Nietzsche et Tolstoï (95). Mais ceux-ci se bornent à considérer l'État « comme la négation la plus flagrante et la plus complète de l'humanité ». Ils ne vont pas, avec l'anarchisme, jusqu'à la destruction de la société. Les anarchistes veulent détruire, sans penser à construire une nouvelle société. Et c'est par là que se justifie, nous semble-t-il, la sévérité de la répression, sans doute. Comme le remarque notre éminent professeur, M. Donnedieu de Vabres, leur criminalité se caractérise par la généralité du but et le caractère désintéressé de leur action. Ce sont des traits qui « se rencontrent chez tous les réformateurs sociaux, anarchistes, communistes, terroristes même, qui ont cherché à faire prévaloir leurs vues par la violence » (96). Et ces délinquants politico-sociaux, si l'on se place sur le terrain doctrinal, sont de véritables criminels politiques. Mais, à cause du danger qu'ils font courir à la société, et en présence de tous leurs sanglants attentats (97),

(94) Reproduit par Laschi et Lombroso, T. II, p. 48.

(95) Pella : Introduction à la répression.

(96) Donnedieu de Vabres : Cours, p. 65.

(97) Nous rappelons ici les plus célèbres de ces attentats :

a) En 1882 : affaires de Montceau-les-Mines.

b) 21 octobre 1882 : Affaire de Lyon.

c) 9 mars 1883 : Pillage à Paris.

d) 26 janvier : L'assassinat de l'ingénieur Wartin.

e) En 1890 : Les événements de Vienne (Isère).

f) 1^{er} mai 1891 : Affaire de Clichy.

g) 11 mars 1892 : Affaire de Ravachol.

On se souvient que Ravachol avait attenté à la vie du président de la Cour d'assises ayant présidé la Cour pendant l'affaire de Clichy. Dans sa défense, il a dit :

« ...Quant aux victimes innocentes que j'ai pu atteindre,

l'opinion publique s'est émue et indignée, et le législateur a dû agir dans le sens d'une répression sévère.

Devant ces attentats, trois lois ont été promulguées :

a) La première, du 16 mars 1893, fut votée au lendemain de l'affaire Ravachol. Elle règle une question de compétence, en modifiant les art. 45, 47 et 60 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse ; elle défère au tribunal de police correctionnelle, quelques infractions énumérées dans l'art. 45 de la dite loi et les « provocations soit aux crimes de meurtre, de pillage et d'incendie, soit aux crimes et délits de violences envers les personnes... ».

Cette atteinte à la compétence du jury était une mesure de sévérité.

b) La deuxième, du 12 décembre 1893, fut votée trois jours après l'affaire Vaillant ; elle a modifié les art. 24 § 1, 25 et 49 de la loi de 1881 sur la

je le regrette sincèrement. Mon intention a été de terroriser pour forcer la société actuelle à jeter un regard attentif sur ceux qui souffrent. On a tort de nous prendre pour des criminels, nous ne sommes que les défenseurs des opprimés. »

h) 9 décembre 1893 : Vaillant jette au Palais Bourbon une bombe. Poursuivi, il déclare : « Je n'ai pas voulu tuer... J'aurais pu apporter deux bombes au lieu d'une ! Vous croyez que je vous dis cela pour sauver ma tête ? Vous vous trompez. »

i) Le 13 novembre 1893 : Leautier, ouvrier cordonnier, frappe de deux coups de tranchet le ministre de Serbie à Paris.

j) Le 24 juin 1894 : Caserio tue à Lyon le Président de la République, M. Carnot. Devant la guillotine, il cria : « Corragio, camaradi, evviva l'anarchia ! »

Un anarchiste a dit : « Caserio a bien fait de frapper le président dans sa voiture. Pourquoi Carnot n'allait-il pas à pied comme moi ? »

(V. le remarquable livre du Dr Lacassagne : L'assassinat du Président Carnot. Paris, 1901).

presse. Avant cette loi, la provocation à commettre un délit ou un crime, sauf la provocation directe à des crimes graves prévus par l'ancien art. 24 de la loi de 1881 — meurtre, pillage, incendie et crimes prévus par les art. 75 à 101 du Code pénal — n'était pas punie dans le cas où elle n'avait pas été suivie d'effet. Et dans le cas même où il s'agissait de provocation aux crimes les plus graves, elle n'était qu'un simple délit puni de trois mois à deux ans. La loi nouvelle a porté le maximum de la peine de deux à cinq ans, et elle a ajouté à la liste des infractions pouvant donner lieu à cette provocation punissable, le vol et les infractions prévues par l'art. 435 du Code pénal, rédaction du 2 avril 1892.

La provocation des militaires à la désobéissance tendant à les détourner de leurs devoirs était punie, dans l'art. 25 de la loi de 1881, de 1 à 6 mois d'emprisonnement. La nouvelle loi la punit de 1 à 5 ans et ajoute que dans ces différents cas, le prévenu pourra être mis en état de détention préventive immédiatement après le réquisitoire (article 49). (98).

Une autre loi, celle du 18 décembre 1893, a modifié les art. 265, 266 et 267 du Code pénal concernant les associations de malfaiteurs, pour réprimer plus minutieusement les attentats anarchistes. Les efforts de ces lois n'ont cependant pas pu empêcher les attentats. Le 24 juin 1894, Caserio tua, à Lyon, M. Carnot. Une ère nouvelle allait commencer.

(98) Le rapporteur de cette loi a dit : « Qui osera prétendre que ce délit spécial de l'art. 24 de la loi de 1881 ne revêt pas tous les caractères des délits de droit commun ? ».

(V. Alexandre Israël : La liberté de la presse. Hachette, 1936).

c) La loi du 24 juillet 1894 fut alors votée, malgré les vives protestations de quelques partis de gauche, dans l'intention de combler la lacune des autres lois. L'ordre public exigeait que la répression atteignît ceux qui, même en dehors de tout concert et de toute entente préalables, se livraient à la propagande anarchiste ou à une propagande analogue faisant appel à la violence et pouvant être qualifiée de propagande par le fait. D'après les travaux préparatoires, les délits que cette loi vise, sont, sans conteste, des délits de droit commun. Le caractère politique leur a été retiré. (99)

Comme l'observe très justement M. Donnedieu de Vabres, « la catégorie des délits politiques s'est rétrécie comme une peau de chagrin ». (100)

A plusieurs reprises, la Chambre a été saisie par les partis de gauche de propositions tendant à l'abrogation de ces lois. Aucune de ces propositions n'a abouti. (101)

Sur le plan international, l'anarchie a suscité dans les pays éprouvés par ses méfaits, une vive réaction. Déjà en 1880, à Oxford et en 1892 à Genève, deux résolutions ont été adoptées. La dernière tend à élargir les cadres de la Clause Belge qui refusait l'asile politique uniquement à l'auteur d'un attentat contre le chef de l'Etat. Tout en maintenant le principe de la non-extradition pour les délits po-

(99) V. la circulaire du Garde des Sceaux du 6 juillet 1894 (J. Off. du 8 juillet 1894).

Rappelons que l'art. 3 de cette loi édicte, à titre facultatif, comme peine accessoire, la rélégalion.

L'art. prévoit l'emprisonnement cellulaire sans réduction du quart.

(100) Donnedieu de Vabres : Cours, p. 68.

(101) Alexandre Israël, op. cit., p. 113. V. sur le Commentaire de ces lois, G. Barbier : Code expliqué de la presse, 2 Tomes, 1911, et un supplément, 1938.

litiques purs, elle rejette l'asile politique pour « les crimes les plus graves au point de vue de la loi morale et du droit commun (art. 2), ainsi que pour les actes de terrorisme ou d'anarchisme (art. 4 »). Elle énumère explicitement les actes commis isolément, qui ne doivent pas profiter de l'asile, et y ajoute les crimes commis au cours d'une insurrection... s'ils « constituent des actes de barbarie odieux et de vandalisme défendu suivant les lois de la guerre... »

c) La loi du 14 novembre 1918 est venue couronner un sentiment de patriotisme et de nationalisme qu'on pouvait constater dès les dix dernières années du siècle dernier et qui, depuis, n'a pas cessé de croître. Dans cette période de « guerres nationales et de paix armée » (102), l'idée nationale l'a emporté sur toute autre idée politique. La guerre est devenue une lutte à mort exigeant l'union de toutes les forces de la Nation, et les attentats à la sûreté extérieure ont été regardés comme les crimes les plus dangereux.

C'est à l'occasion de l'affaire Dreyfus que la haine contre les traîtres et les espions s'est violemment déchaînée. Peu importe l'innocence ou la culpabilité de cet officier juif, accusé d'avoir entretenu des intelligences avec une Puissance étrangère. Ce que nous retenons ici c'est que, lors de son premier procès, l'indignation fut grande. Quand il fut condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée, c'est-à-dire à la peine qui remplace la peine de mort en matière politique, le peuple a jugé que la peine légale était insuffisante. Clemenceau écrivait dans « La Justice » du 25 décembre 1894, que Drey-

(102) Plassard, op.cit., p.49.

fus avait mérité la peine de mort et « non le Jardin de Candide et la vie paisible tout aux joies de la culture du cocotier ».

A la suite de cette affaire, et pour rendre à la répression la sévérité jugée aussi légitime que nécessaire, plusieurs propositions furent présentées au Sénat dont l'objet était de retirer aux attentats à la sûreté extérieure de l'Etat le caractère de crimes politiques. Et le Gouvernement, de son côté, pour donner à l'opinion publique satisfaction, déposa, le 24 décembre 1894, un projet de loi, dont voici les traits caractéristiques :

1) toutes les infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat seraient désormais réprimées par le Code pénal et les crimes et délits prévus par les art. 75-82 du Code pénal (ancienne rédaction) ne pourraient être considérés comme ayant un caractère politique (art. 2 du projet) ;

2) le port d'armes contre la France, la trahison commise par un Français et l'espionnage commis par un Français en temps de guerre, seraient punis de mort ;

3) l'espionnage commis en temps de paix serait plus sévèrement réprimé qu'auparavant ;

4) les Conseils de guerre auraient compétence pour connaître des délits et des crimes des art. 75 à 82, même quand l'auteur n'appartiendrait pas à l'armée.

Mais ce projet est tombé dans l'oubli après le second procès et l'acquiescement de Dreyfus (103). Il

(103) Nous rappelons ici, et très brièvement, l'affaire célèbre du Capitaine Alfred Dreyfus. Poursuivi pour intelligence avec une puissance étrangère, il fut condamné le 22

fallait attendre la loi du 14 novembre 1918 pour donner satisfaction au public, en rétablissant la confiscation générale, prévue, en principe, contre les déserteurs, mais étendue aux traîtres et espions. (104)

La sévérité de la répression va en croissant. La réaction violente commence. C'est une nouvelle ère dans l'histoire de la criminalité politique qui s'ouvre.

décembre 1894, par le 1^{er} Conseil de guerre du Gouvernement militaire de Paris, à la déportation dans une enceinte fortifiée. La décision a été annulée par la Cour de Cassation le 3 juin 1899 (D. 1900-1-180). L'affaire fut renvoyée devant le Conseil de guerre de Rennes qui, le 7 septembre 1899 proclama à nouveau la culpabilité et le condamna à 10 ans de détention et à la dégradation militaire. Une procédure de révision avait été introduite. La Cour de Cassation mit judiciairement le point final à cette affaire en déchargeant Dreyfus de toutes les condamnations prononcées contre lui, le 12 juillet 1906 (D. 1908-1-553).

(104) Rappelons que la criminalité politique a dû souffrir de la loi du 27 avril 1916, qui, aux termes de son article 6, décide que les Tribunaux militaires, sous le régime de l'état de siège, connaissent des crimes politiques, dirigés soit contre la sûreté extérieure, soit contre la sûreté intérieure de l'Etat.

CHAPITRE II

LA RÉACTION CONTRE LA CRIMINALITÉ POLITIQUE

Nous donnons, arbitrairement, comme date d'origine à cette réaction, l'année 1918. C'est l'année où la confiscation générale a été rétablie en France, et où la Révolution ouvrière a triomphé en Russie. Nous aurions pu aussi bien choisir l'année 1922, dans laquelle est entré en vigueur (le 1^{er} juin) le premier Code pénal soviétique, dont le but était de « protéger l'Etat Ouvrier et Paysan et l'ordre légal révolutionnaire contre les perturbateurs et les éléments socialement dangereux, et d'établir les fondements solides d'une conscience juridique révolutionnaire ».

La Révolution russe, en même temps qu'elle jouait un rôle considérable dans le domaine de la politique générale, a marqué l'inauguration d'une ère nouvelle dans celui de la politique criminelle où elle a renversé les conceptions du XIX^e siècle.

On a fait retour au passé, à ce passé encore peu lointain où le criminel politique était l'ennemi n° 1. Mais les philosophies autoritaires ont donné à la nouvelle politique criminelle des bases nouvelles.

Il est évident que la politique criminelle d'un Etat s'inspire, je dirais même émane, de sa politique

générale. La mission du droit pénal — comme l'a dit Michelangelo Vaccaro (1) — n'a été jusqu'à ce jour que de défendre le régime politique établi, et le combat des deux mystiques se réfléchit immédiatement sur le miroir du droit pénal. (2)

La nouvelle politique criminelle, se caractérisant par ces trois traits : individualisante, autoritaire et spiritualiste, permet une répression des plus sévères de la criminalité politique. Elle n'attend même pas que se soit manifestée une activité contraire à l'ordre que les lois pénales ont mission de protéger. Elle va jusqu'à saisir la simple volonté criminelle et rend au juge les larges pouvoirs dont il disposait autrefois.

En France, sous l'ancien régime, le juge prenait en considération la condition sociale de l'accusé et le frappait d'autant plus durement qu'il lui paraissait plus dangereux. C'est contre cette individualisation qu'avait réagi un des plus grands bienfaiteurs de l'humanité, Beccaria. Mais la science moderne a montré la nécessité de faire passer au premier plan la personne du délinquant et les nouvelles mystiques n'ont pas manqué de mettre à profit ses enseignements.

La politique nouvelle est le produit d'une série de facteurs qui se sont merveilleusement harmonisés : la philosophie de Karl Marx, de Fichte et de Hegel ; les transformations économiques qui ont abouti à l'avènement de l'économie dirigée ; les exigences de la guerre de 1914-1918, qui ne pouvait être gagnée qu'au prix de l'immolation de chacun

(1) Gen. e funz. d. legg. pen., p. 34, 85.

(2) Donnedieu de Vabres : Politique criminelle, p. 5 ; Cours de doctorat, p. 14.

au bien de tous ; le syndicalisme d'après-guerre, qui a conduit les ouvriers, pour sauvegarder leur minimum vital, les patrons pour se défendre, à sacrifier leur liberté d'action ; les appétits des nations qui ne se tiennent pas pour satisfaits de leur sort : toutes causes qui ont préparé l'avènement de la dictature. Dictature d'une race en Allemagne, dictature d'un parti en Italie, dictature d'une classe en Russie.

En France, où le libéralisme était tant bien que mal maintenu, il a fini, sous la pression du dehors, par succomber. Et c'est la criminalité politique qui a le plus durement subi l'effet de cette réaction générale.

SECTION I. — LA RÉPRESSION DE LA CRIMINALITÉ POLITIQUE EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

La Russie des Tzars n'a pas connu d'institutions vraiment libérales. On ne devrait pas parler alors d'une réaction contre la criminalité politique, puisque la Russie la réprimait très sévèrement, comme, d'ailleurs, tous les pays à monarchie absolue. Quand Catherine II supprima la peine de mort, elle la maintint expressément pour les crimes politiques. Un révolutionnaire est considéré, non comme un réformateur, mais comme un ennemi du prince régnant. On ne cherche que sa suppression. Mais ce qui nous a conduit à consacrer cette section à la répression de cette criminalité chez les Soviets, c'est que leur Code, basé sur une mystique, est l'aîné de ceux qui ont fait leur apparition dans les autres pays autoritaires, et qu'il prévoit la répression des

faits les plus infimes, avec un luxe de détails qui le rend étonnant d'ingéniosité et d'élasticité. (3)

Le ode pénal, comme il est dit dans l'art. 1, a pour but de protéger l'Etat socialiste des ouvriers et des paysans et « l'ordre juridique qui y est institué, contre les actes socialement dangereux ». Ce régime, que le Code pénal a mission de protéger, est la dictature des prolétaires. Mais cette dictature n'est qu'une phase transitoire, car l'Etat n'est qu'un instrument pour maintenir et encourager l'« iniquité sociale » (4). Il faut le détruire par tous les moyens ! Kropotkine, qui a subi l'influence de Bakounine, veut le rempalcer par une fédération de communes libres, formées à leur tour de multiples associations de travailleurs libres. Les Communes du Moyen Age, qui se passaient de l'Etat, lui paraissent préfigurer les communes futures d'une société décentralisée, sans Etat. Est-ce la doctrine anarchiste ? Lénine, le grand théoricien politique de l'idéologie communiste (5), nous répond en ces termes : « Nous ne nous séparons nullement

(3) La première rédaction du Code soviétique est de 1922. Il s'est inspiré largement des différents décrets qui avaient posé les bases de la politique criminelle, tels que le décret du 24 novembre 1917 sur l'organisation judiciaire (le tribunal provisoire révolutionnaire, la création du tribunal révolutionnaire près le V.T.S.d.K., le Comité Exécutif Central Panrusse), le décret du 23 novembre 1918 sur l'organisation et le mode de procédure des commissions d'instruction judiciaire. Ce Code a été remanié plusieurs fois. La traduction française est faite sur l'édition du 1^{er} septembre 1933, par M. Patouillet, en 1935.

(4) Kropotkine : La conquête du pain, et Pages d'un révolté.

(5) Lescure : Régimes de liberté et régimes autoritaires, p. 51. Karl Marx, ayant négligé de préciser, dans son *Capital*, la structure de la future société communiste, qu'il considérait comme une nécessité logique imposée par l'évolution économique, c'est Lénine qui s'est chargé de combler cette lacune.

des anarchistes sur la suppression de l'Etat comme but. Nous affirmons que pour atteindre ce but,* il est indispensable d'utiliser provisoirement contre les exploitants les instruments, les moyens et les procédés d'un pouvoir politique, de même que, pour supprimer les classes, il est indispensable d'établir la dictature provisoire de la classe opprimée... Or, si une classe fait systématiquement usage de ses armes contre une autre classe, qu'est-ce là, sinon « une forme provisoire *d'Etat* ? » (6). Cette philosophie nous explique suffisamment les rigueurs de la répression de la criminalité politique, qui n'a pour but, en Russie communiste, que la destruction du nouveau régime. Et il va de soi que, tout comme dans l'ancienne Rome, le délinquant politique n'est pas le justiciable, mais l'ennemi... qu'il faut neutraliser.

Les Soviets rêvent d'une société idéale, une société sans classe où : « De chacun selon sa capacité, à chacun selon ses besoins ». Dans la conception communiste, le délit n'est que le réflexe de la lutte des classes. Une fois ces classes supprimées, la lutte cesse et le délit disparaît. Pour elle, le délit est une manifestation du duel économique. Lénine décrit la société future en ces termes : « Libérés de la servitude capitaliste et de l'exploitation capitaliste, les hommes s'habitueront graduellement à l'observation spontanée des règles de la vie civile, sans contrainte, sans prévention, sans hiérarchie, sans cet appareil spécial destiné à la contrainte, qu'on appelle l'Etat. » La justice pénale sera exercée, non par des juges qui n'existeront plus, mais par le peuple lui-même, « aussi simplement qu'un grou-

(6) L'Etat et la Révolution (Lénine), Chap. VI.

pe de citoyens règle un litige ou défend une femme offensée ». (7)

Cette phase transitoire est nécessaire. L'Etat ouvrier doit préparer à la fois sa propre disparition et celle de tous les ennemis de la classe ouvrière et paysanne. La violence (8) est à la base de cette lutte contre les ennemis, qui sont l'aristocratie et les Koulaks. En attendant l'abolition de la législation criminelle en Russie, voyons comment la criminalité politique y est réprimée.

Nous avons dit plus haut qu'elle est réprimée très minutieusement par de nombreux textes que vient compléter l'interprétation par analogie, ainsi qu'il ressort de l'art. 7 et plus nettement encore de l'art. 16, qui déclare : « Si tel ou tel acte socialement dangereux n'est pas nettement prévu par le présent Code, le fondement et les limites de la responsabilité encourue à son sujet sont déterminés conformément aux articles du Code qui prévoient les délits dont la nature s'en rapproche le plus. » La conséquence logique de cet article est que le juge dispose de pouvoirs quasi-arbitraires. Il n'est pas astreint à se cantonner dans les textes. La maxime « *Pœnalia sunt restringenda* » se trouve pure-

(7) Lénine, Opera XXIV, p. 79, cité par Tomaso Napolitano : La politique criminelle soviétique, p. 57 ; V. Donnedieu de Vabres : Pol. crim., p. 149.

(8) Georges Sorel a pu exercer une grande influence sur les communistes et surtout les anarchistes. Il écrit, dans son livre : Réflexions sur la violence : « La violence prolétarienne, exercée comme une manifestation pure et simple du sentiment de lutte de classe, apparaît ainsi comme une chose très belle et très héroïque ; elle est au service des intérêts primordiaux de la civilisation ; elle n'est peut-être pas la méthode la plus appropriée pour obtenir des avantages matériels immédiats, mais elle peut sauver le monde de la barbarie », p. 120.

ment et simplement répudiée. Le doute ne profite plus à l'accusé.

Nous ne discutons pas ici le raisonnement par analogie ; Nous disons simplement que, en France même, et vu le progrès de la science et de l'industrie, cette règle a trouvé plusieurs applications. Le détournement d'un courant électrique, dès avant la guerre 1914-1918, tombait sous le coup des articles 379 et 401 du Code pénal (9), par analogie, non a fortiori ce qui est assez légitime, mais a contrario ; les juristes, et même les civilistes, professent à l'encontre de l'analogie a contrario une défiance très nette (10). La législation de la guerre de 1939 l'admet expressément (11) comme on le verra plus tard. Nous croyons qu'elle ne pourrait pas faire autrement. Et elle a bien fait. Un législateur, quelque perspicace, quelque vigilant qu'il soit, ne peut pas prévoir tous les cas qui peuvent se présenter en pratique. Il doit laisser au juge une certaine liberté, une certaine appréciation. Nous refusons au juge le pouvoir de légiférer, c'est-à-dire la faculté de créer de nouvelles infractions, mais nous voudrions qu'il puisse légalement appliquer sur des cas non expressément prévus, les textes les plus voisins. Dans ses recherches, le juge doit s'appuyer et sur les précédents jurisprudentiels analogues, et sur

(9) V. Crim. 13 mars 1909, Sirey, 1912-II-236.

(10) V. l'article M. Gégout : l'interprétation des lois pénales, dans le recueil d'études sur les sources de droit, T.III. p. 303.

(11) V. art. 83, al. 4, rédaction du 3 novembre 1939, et l'art. 2 de la loi du 7 septembre 1941 instituant les tribunaux spéciaux. — Remarquons que le nouveau Code pénal suisse continue à refuser cette méthode, même en vertu de l'a fortiori ; l'infraction doit être formellement prévue par un texte. Comme le Code ne parle pas de mesures de sûreté, la doctrine les traite comme les délits.

l'équité. L'art. 2 nouveau du Code pénal allemand (rédaction du 28 juin 1935) précise les conditions de l'analogie dans ces termes : « Quiconque commet un acte que la loi déclare punissable ou qui mérite d'être puni en vertu des principes fondamentaux de la loi pénale et d'après la saine raison populaire, sera puni. Si aucun texte pénal ne s'applique au cas en question, l'acte sera puni conformément au texte dont l'idée fondamentale s'en rapproche le plus. » Pour que l'analogie soit admise, d'après ce texte, il faut trois conditions :

- a) il faut qu'il y ait une ressemblance entre l'acte qu'on incrimine et l'acte visé expressément par la loi ;
- b) si le juge veut infliger une peine, après avoir constaté cette ressemblance, cette peine ne doit pas choquer la volonté certaine du législateur ;
- c) l'extension par analogie doit être conforme à la saine raison populaire. C'est le juge qui doit interpréter cette raison. Un tribunal supérieur assure l'uniformité des décisions. (12)

Cette méthode d'interprétation que nous considérons comme un véritable succès de la science pénale, a servi d'arme tranchante contre les criminels politiques dans les pays autoritaires qui l'admettent presque de la même manière.

En Russie, le juge n'use pas seulement de l'analogie pour éprimer des faits non prévus par un texte ; il a le pouvoir de méconnaître la loi quand il considère que l'acte réprimé par elle, est

(12) V. Donnedieu de Vabres : *Traité*, p. 54.

dépourvu de gravité. En d'autres termes, il peut pardonner le délit qui, nous dit l'art. 6, « tout en tombant du point de vue formel sous les signes d'un article quelconque de la partie spéciale du Code, a perdu à raison de son peu d'importance manifeste et de l'absence de conséquences nuisibles, son caractère socialement dangereux ».

Vu ces pouvoirs exorbitants du juge russe, la répression de la criminalité politique, même si un texte manque, — et les textes sont très nombreux — est bien assurée. Elle s'exerce d'après les indications données dans la partie générale et dans la partie spéciale du Code et aussi, ce qui est plus important, d'après « le sens juridico-socialiste du tribunal, en considérant d'abord le danger social que présente le délit commis, les circonstances de l'affaire et la personnalité de l'auteur du délit » (art. 45, al. c).

Pour la criminalité de droit commun, le Code ne fixe que le maximum de la peine.

Pour les faist politiques, il n'indique que le minimum (art. 46) et l'arbitraire bat son plein dans l'art. 7, qui assimile aux individus ayant commis des actes socialement dangereux, ceux qui n'ont commis aucun acte concret mais « présentent du danger par leurs attaches avec un milieu dangereux ou par leur passé ». Dans le domaine de la criminalité politique, toutes les garanties disparaissent.

Si la partie spéciale d'un Code est « le miroir fidèle des institutions politiques, des mœurs, des idées morales, sociales et économiques d'un peuple » (13), le Code soviétique nous révèle une préoc-

(13) Pierre Garraud, Préface au Code pénal de la République de Chine, p. ix et x, traduit par Escarra.

cupation dominante : celle de la répression de la criminalité politique dont il a élargi la notion. Il consacre à la criminalité de droit commun 43 articles relativement courts, tandis que la criminalité politique, dans le sens du Code russe, se voit consacrer 105 articles bien détaillés. Son souci est de protéger avant tout le régime, la protection de l'individu étant de moindre importance. Tandis que l'art. 136 ne punit l'assassinat que d'un maximum de dix ans de privation de liberté (14), une vingtaine de délits (15) — de nature politique ou économique — sont punis ou peuvent être punis de mort (par fusillade) et de confiscation du patrimoine, avec la privation de citoyenneté des U.R.S.S. Parmi ces textes, il y en a qui s'expriment dans des termes assez vagues qui permettent une exten-

(14) Il est utile, pour permettre une comparaison entre la répression réservée à la criminalité politique et celle de droit commun, de reproduire ici ce texte :

ART. 136. — L'homicide intentionnel commis :

a) Par intérêt, par jalousie (s'il ne tombe pas sous les signes de l'art. 138, qui parle de l'homicide intentionnel commis dans un état de violente émotion provoquée par des voies de fait ou par une grave offense que l'art. 138 punit jusqu'à cinq ans d'emprisonnement ou jusqu'à un an de travaux forcés) et autres mobiles bas ;

b) par une personne déjà inculpée antérieurement pour meurtre ou lésions corporelles et qui a déjà fait le temps de mesure sociale infligé par le tribunal ;

c) d'une manière dangereuse pour la vie d'un grand nombre de personnes et particulièrement cruelle pour la victime ;

d) en vue de faciliter ou de dissimuler un autre délit grave ;

e) par une personne à qui incombait le devoir de veiller spécialement sur la victime ;

f) en profitant de l'état d'infériorité de la victime, entraîne : La privation de la liberté jusqu'à dix ans.

(15) V. les art. 58 et ses 13 alinéas ; 59. al. 2, 3, 3 a, 3 b, 6, 7, 8, 9 ; V. P. Garraud : Préface de la traduction du Code russe, par M. Patouillet, p. xxxiv.

sion illimitée à d'autres actes, par la méthode d'analogie à laquelle nous avons, plus haut, fait allusion. (16)

Il n'est pas sans intérêt de dresser une liste très brève de ces crimes que la législation russe (dont M. Pierre Garraud dit qu'elle se consacre presque exclusivement à la criminalité politico-sociale, évolutive et transitoire (17)) réprime très sévèrement sous le titre de « Délits d'Etat ». Les délits contre-révolutionnaires (chap. 1 de la partie spéciale, § 1) sont prévus par l'art. 58, al. 1 (plus haut reproduit), et les alinéas suivants qui visent la rébellion armée, la prise de force du pouvoir central ou local, le fait de rompre les traités conclus avec les Etats étrangers (art. 58, 2), les intelligences nouées avec l'étranger à des fins contre-révolutionnaires (art. 58, 3), l'aide apportée, sous quelque forme que ce soit, à la bourgeoisie internationale (art. 58, 4), le fait de saper l'industrie de l'Etat, les transports, le commerce, la circulation monétaire (art. 58, 7), les actes terroristes dirigés contre les représentants du pouvoir soviétique ou les militants des organisations ouvrières révolutionnaires (art. 58, 8), la destruction ou la dégradation des voies de communication, des magasins publics ou du patrimoine d'Etat ou social (art. 58, 8), la propagande et l'agi-

(16) L'art. 58, al. 1, s'exprime ainsi :

« ...est considéré comme contre-révolutionnaire tout acte visant à renverser, ébranler ou affaiblir le pouvoir des soviets (conseils) ouvriers et paysans, et des gouvernements ouvriers et paysans de l'U.R.S.S., des gouvernements des républiques fédérées ; ou à ébranler ou affaiblir la sécurité extérieure de l'U.R.S.S. et les conquêtes économiques, politiques et nationales de la révolution prolétarienne. »

V. encore la terminologie vague de l'art. 58, 7, l'art 58, 2, et l'art. 59, 8.

(17) P. Garraud : Préface au Code russe, p. xli.

tation contenant, dans des troubles collectifs, des appels au renversement, à l'ébranlement ou à l'affaiblissement du pouvoir soviétique (art. 58, 10), l'action ou la lutte active contre la classe ouvrière et le mouvement révolutionnaire (art. 58, 13), le sabotage contre-révolutionnaire. Tous ces délits sont punis de la mesure suprême de défense sociale, c'est-à-dire de la fullade.

L'espionnage n'est puni de mort que lorsqu'il a « des suites particulièrement graves pour les intérêts de l'U.R.S.S. ». Il consiste dans le fait de « livrer, de dérober, de recueillir — en vue de les livrer à des Etats étrangers... — des renseignements dont le contenu constitue un secret d'Etat spécialement gardé » (art. 58, 6). La révélation à un pays étranger de renseignements économiques, non considérés spécialement comme secrets d'Etat, est, malgré cela, punie de la privation de liberté jusqu'à 3 ans. La dénonciation d'un délit contre-révolutionnaire « se préparant ou ayant été commis » connu de source certaine, est obligatoire. La peine est la privation de la liberté pour six mois au minimum (art. 58, 12). (18)

Le régime est protégé par le § 2 du Chapitre premier et par le Chapitre II de la partie spéciale.

Le § 2 du Chapitre contenant les « Délits d'Etat » est consacré aux « Délits contre le régime, particulièrement dangereux pour l'U. R. S. S. ». L'art. 59 qui définit, en général, les délits contre le régime, use d'une terminologie si imprécise qu'on serait tenté de dire que les 13 alinéas de ce fameux article ne sont que des indications explica-

(18) Rapprochons du texte de l'art. 58, 12 du Code pénal russe, l'art. 103 du Code pénal français, modifié par le décret-loi du 29 juillet 1939.

tives et non énumératives, si cette énumération n'était pas inutile. Un acte est considéré comme délit contre le régime quand il « aboutit à troubler le fonctionnement régulier des organes de l'administration ou de l'économie nationale, à affaiblir le pouvoir ou à diminuer son autorité », même s'il ne vise pas directement « au renversement du pouvoir soviétique » (art. 59, 1 § 1). Mais à côté de ces délits, il y a les délits, particulièrement dangereux qui — toujours sans but révolutionnaire — « ébranlent les bases de l'administration d'Etat et de la puissance économique de l'Union » (art. 59, 1 § 2).

Parmi ces derniers (le but de l'agent importe peu, ce sont le résultat et les circonstances de l'acte qu'il faut considérer), nous relevons, à titre d'exemples, les organisateurs, les meneurs et les participants des désordres de masses, accompagnés de destruction de voies ferrées (art. 59, 2 a), le banditisme (ce qui correspond à peu près à l'anarchisme dans la terminologie française) (art. 59, 3), le détournement d'armes à feu dans les magasins de l'Armée rouge (art. 59, 3 a), la destruction des voies ferrées, des ouvrages d'art... (art. 59, 3 b), l'infraction à la discipline du travail de la part des travailleurs du transport (art. 59, 3 c), la propagande visant à exciter les passions et les querelles nationales ou religieuses (art. 59, 7), la fabrication ou l'écoulement, sous forme d'industrie, de fausse monnaie, de fausses valeurs d'Etat ou étrangères (art. 59, 8). Toutes ces infractions peuvent être punies de la fusillade.

Le Chapitre II de la Partie spéciale est consacré aux « Autres délits contre le régime » (de l'art. 60 à l'art. 108 inclus). Le législateur y déploie une visible ingéniosité pour atteindre les faits les plus

infimes (ex. : La transgression des règles concernant la patente spéciale, art. 100).

Comme la Révolution communiste se base sur une transformation économique (la transformation politique n'étant que le moyen pour atteindre le but recherché : la société sans classe), il est naturel que le Code réserve un chapitre spécial à la vie économique (art. 128 à 135 inclus).

*
**

La criminalité politique n'est pas réprimée seulement par ce Code sévère ; à côté des tribunaux judiciaires, existe l'institution très curieuse de la G.P.Ou (Administration politique nationale), créée par le décret du 6 février 1922, qui l'a substituée à la Tchéka. (19)

La G.P.Ou, dont les attributions sont définies par la loi du 10 juin 1934, est chargée de réprimer les séditions contre-révolutionnaires, l'espionnage, le sabotage des voies ferrées... En principe, elle n'a pas la faculté de juger. Seulement elle peut prononcer contre « les personnes dangereuse pour l'ordre publics », pour une durée maximum de cinq ans, l'internement dans un camp de concentration, ou la déportation en Sibérie (20). Les « ennemis de classe » en souffrent beaucoup. Et les ennemis de classe ne sont pas autre chose que les criminels politiques.

Devant les tribunaux, la procédure est expé-

(19) Sur ces institutions, V. Freund : L'évolution du droit pénal des Soviets (Revue internationale de Droit pénal, 1925, p. 71). La Tchéka a été créée pour combattre la contre-révolution. Elle comprenait des sections armées et pratiquait des incarcérations dans les camps de travail forcé ; elle prononçait et exécutait, sans une procédure précise, des condamnations capitales. Elle a vécu pendant la Terreur rouge.

(20) V. Donnedieu de Vabres : Pol. cr., p. 180.

ditive. Le tribunal jouit, quant à l'administration des preuves, des pouvoirs très étendus. Il est libre de ne pas entendre le témoin qu'il juge peu intéressant. Dans les affaires « concernant les organisations terroristes ou relatives aux attentats contre les travailleurs », la procédure a été récemment (1934) simplifiée :

1) l'instruction doit être terminée dans les dix jours ;

2) les conclusions de l'accusation sont notifiées à l'accusé 24 heures avant l'ouverture de l'instruction définitive ;

3) l'affaire peut être examinée en l'absence de l'accusé ;

4) aucune voie de recours n'est admise ;

5) la sentence capitale est exécutée aussitôt que prononcée. (21)

Comme on le voit, les garanties de la défense sont illusoires, et la répression de la criminalité politique livrée presque entièrement à l'arbitraire.

SECTION II. — LA CRIMINALITÉ POLITIQUE ET LE FASCISME

M. Alfredo Rocco, ministre de la Justice, s'est écrié, devant le Sénat italien en 1929 : « Notre Code pénal est un Code politique » (22). En effet, son

(21) Nous avons puisé ces renseignements chez M. Donnedieu de Vabres : *Pol. crim.*, p. 186 et 187.

(22) Le Code pénal italien tient une place d'honneur dans « les œuvres les plus considérables de l'activité réformatrice du gouvernement fasciste », au dire de hautes autorités italiennes (*Le Temps*, 22 janvier 1933).

Le gouvernement, s'étant fait déléguer par le Parlement,

but principal est l'identification de la philosophie pénale avec la philosophie doctrinale du Fascisme. Comme le Fascisme divinise l'Etat, qui a la charge de protéger la société et de sauvegarder ses droits, il oppose à la conception traditionnelle du droit de punir, une nouvelle conception sociale et étatiste « du droit de conservation et de défense propre de l'Etat, naissant avec lui, et ayant pour objet de protéger les conditions essentielles de la vie en commun » (23). Ce point de vue collectif, qui est le trait caractéristique de tout régime totalitaire, obligeait le législateur italien à se montrer impitoyable pour la criminalité politique. Le projet élaboré par Enrico Ferri en 1921, distinguait les crimes communs et les crimes politico-sociaux commis « exclusivement pour des motifs politiques ou d'intérêt collectif » et réservait à ces derniers un régime

en décembre 1925, le pouvoir de réformer et de construire toute la législation pénale, a désigné une Commission présidée par M. Arturo Rocco, professeur de droit pénal à l'Université de Rome. Cette Commission a préparé un projet qui a été communiqué à toutes les collectivités ou personnalités compétentes. Les avis recueillis, un projet définitif a été élaboré et soumis à deux commissions : l'une ministérielle, comprenant en majorité des magistrats, l'autre interparlementaire. Ce Code est une manifestation éclatante de l'Ecole technico-juridique. M. Rocco, comme on le sait, est l'éminent représentant de cette Ecole qui représente une tendance moyenne, une transaction, si l'on aime mieux, entre l'Ecole positiviste et l'Ecole néo-classique. Elle reproche à la première d'avoir inféodé le droit pénal à l'anthropologie et à la sociologie, et à la deuxième son jusnaturalisme métaphysique. Pour elle, la base de la responsabilité est la *Normalité*, c'est-à-dire l'existence d'une conscience et d'une volonté normale. C'est une école éclectique. Elle emprunte à chaque Ecole ce qu'elle a de « bon et de vrai » : à l'Ecole classique, les principes de la responsabilité morale ; à l'Ecole positiviste, les mesures de sûreté et l'individualisation de la peine.

(23) V. Pierre de Casabianca : Introduction à la traduction française du Code pénal italien, p. xvi.

de faveur caractérisé par l'institution d'une « Custodia honesta » (24). C'est une solution que le nouveau régime s'est empressé de répudier.

Bien avant l'entrée en vigueur du Code (25) le Gouvernement fasciste avait créé, le 25 nov. 1926, pour réprimer les crimes politiques, ces crimes qui, pour emprunter les termes mêmes du ministre Rocco, « émeuvent le plus profondément l'opinion publique et mettent en péril la paix sociale », le Tribunal spécial pour la défense de l'Etat. Et dès avant l'arrivée au pouvoir du fascisme, la doctrine italienne avait fait sienne la théorie positiviste allemande fondée par Gerber et développée avec succès par Labaud et Jellinek (26). « Tandis que le mouvement scientifique est allé d'Italie en Allemagne, l'impulsion politique, prenant la route inverse, s'est propagée d'Allemagne en Italie. Et tandis que l'esprit allemand n'a adopté les spéculations italiennes qu'en leur imprimant son cachet propre, c'est la pure doctrine politique impérialiste, étatisiste allemande que la dictature mussolinienne s'est appropriée. Elle l'a absorbée, avec ses conséquences d'ordre externe et d'ordre interne. Elle l'a fait entrer dans son Code pénal de 1930 ». (27)

A la fin de la guerre de 1914-1918, l'Etat était, presque partout, en pleine crise, surtout en Italie, en Allemagne et dans les nouveaux Etats européens, créés par le Traité de Versailles. Les associations ouvrières, très puissantes, étaient entrées en lutte avec l'Etat. Elles faisaient valoir par tous les moyens, même par la violence, leurs prétentions. Les lois

(24) V. Projet Ferri, art. 13 ; Rodière, *op. cit.*, p. 167.

(25) Il a été publié le 19 octobre 1930 et mis en vigueur le 1^{er} juillet 1931.

(26) Bonnard, p. 4.

(27) Donnedieu de Vabres : *Pol. crim.*, p. 75.

n'étaient plus respectées. Et l'Etat semblait prêt à tomber en dissolution (28). En 1920, M. Alfredo Rocco écrivait :

« L'Etat perd successivement, les attributs de la souveraineté d'un mouvement uniformément accéléré... le principe de l'auto-défense individuelle ou de groupe, qui domine dans toutes les sociétés primitives et désorganisées, triomphe de nouveau. Les conflits d'intérêts entre les catégories et les classes ne se résolvent désormais que par l'usage de la force privée, c'est-à-dire de la force matérielle, celle des bras et des armes ; ce n'est pas celui qui a raison, mais celui qui a pour lui le nombre ou l'audace, qui l'emporte. Les luttes entre les partis et les fonctions sont désormais, ouvertement, des luttes armées ; ils se combattent non seulement par la propagande et par le vote, mais aussi avec les instruments de guerre les plus modernes... L'Etat assiste, indifférent, à ces conflits, qui impliquent d'innombrables violations du droit privé et du droit public. Cette neutralité de l'Etat, qui, d'après la doctrine libérale, avait pour but de permettre le libre jeu des lois économiques dans les conflits d'intérêts entre les classes, est interprétée désormais comme renonciation de la part de l'Etat à son devoir essentiel de défenseur de l'ordre public et d'organe de droit. Bien plus, une série de fonctions propres à l'Etat, est assumée par des particuliers ; des associations privées disposent des transports terrestres et maritimes, en interdisant les exportations pour certains pays, en réglant la dislocation des troupes et des agents de la force publique, et surtout en établissant, par des décisions unilatérales, leurs propres rapports économiques et juridiques

(28) Del Vecchio : *Justice, Droit, Etat*, p. 325.

avec l'Etat... Celui-ci a non seulement renoncé à réglementer les rapports entre les particuliers, mais il est de plus en plus impuissant à discipliner les rapports entre les particuliers et lui-même. » (29).

Le Fascisme a pris à tâche de rendre à l'Etat sa puissance. Il adopte, pour point de départ, la doctrine hégélienne de l'Etat perfectionnée par M. Giovane Gentile (30). Cette conception, selon laquelle l'Etat est « pourvu d'une vie autonome, supérieure à celle des individus » (31), a été, en maintes circonstances, exposée par M. Mussolini lui-même. (32)

« L'individu, dit Mussolini, n'existe qu'autant qu'il est dans l'Etat et qu'il est subordonné aux nécessités de l'Etat et la liberté se restreint au fur et à mesure que la civilisation revêt des formes plus complexes » (33). « L'Etat n'est pas seulement le présent, il est aussi le passé, et il est surtout le futur. C'est l'Etat qui représente la conscience immanente de la nation en dépassant la brève limite des vies individuelles ». (34)

Et cette doctrine devait avoir tout naturellement son écho dans la législation pénale. M. Alf-

(29) Rocco, rapporté par del Vecchio, p. 322 ; le gouvernement italien a promulgué, dans cet ordre d'idées, deux lois, des plus audacieuses : 1) celle du 3 avril 1926, qui incorpore dans l'Etat les forces économiques ; 2) la Charte du Travail du 21 avril 1927... C'est l'Etat qui protégera les travailleurs.

(30) Battino : Les doctrines juridiques contemporaines en Italie, p. 131.

(31) Bottino, op. cit., p. 137.

(32) V. article Fascisme, dans *Encyclopedia italiana* ; V. aussi Mussolini : *La dottrina del Fascismo*, éd. 1937, p. 4.

(33) *Al gran rapporto del Fascismo*, 14 sept. 1929, dans *discordi del 1929*, p. 280.

(34) Mussolini, op. cit., p. 23.

do Rocco disait : « Notre Code pénal est un Code politique » (35). Et c'est par là que s'explique sa rigueur vis-a-vis de la criminalité politique. Le Duce, « Capo di Governo », concentre entre ses mains les pouvoirs législatif et exécutif : le premier par délégation du parlement, l'autre, pratiquement, par le contreseing ministériel. Il est l'organe de l'Etat, sa volonté celle de l'Etat (36). Comme le Führer en Allemagne, il est aidé par un parti unique qui, en Italie, s'identifie avec l'Etat (depuis la loi du 14 décembre 1929), tandis qu'en Allemagne, il lui est extérieur et supérieur. (37)

Cette divinisation de l'Etat et cette identification de l'Etat et du Parti nous expliquent la méfiance du pouvoir et son inimitié à l'égard des criminels politiques. Il est évident que la criminalité politique lèse les intérêts fondamentaux du pays et cause quelquefois des troubles sociaux et politiques très graves. Le Fascisme s'arrête à cette constatation. Il ne la dépasse pas pour rechercher le but « réformateur » ou le patriotisme de l'auteur. S'il s'intéresse au côté subjectif du crime, ce n'est que pour atteindre plus efficacement ses ennemis. Nous faisons ici allusion à l'article 8 du Code pénal qui, pour définir la criminalité politique, cumule le point de vue subjectif et le point de vue objectif : « Pour l'application de la loi pénale, est un délit politique (38) tout délit qui porte atteinte à un intérêt politique de l'Etat, ou à un droit politique du

(35) Rapporté par Casabianca, introduction, p. xv.

(36) Bonnard, op. cit., introduction, p. 6.

(37) Simonovitch, op. cit., p. 157.

(38) On sait que le Code nouveau adopte une division bipartite : délits (qui comprennent, dans la terminologie française, les crimes et les délits stricto sensu) et contraventions.

citoyen (39). Est aussi réputé délit politique, le délit de droit commun déterminé, en tout ou en partie, par des motifs politiques ».

Cette définition rend inutile toute discussion sur la nature juridique des crimes et des délits complexes et connexes. Ils sont réputés politiques, et comme tels, soumis au régime sévère des délits politiques.

Cette sévérité se manifeste d'abord au point de vue des circonstances atténuantes. Les circonstances communes accordées par l'article 62, 1^o aux délinquants ayant « agi pour des motifs d'une valeur morale ou sociale particulière », sont refusées aux délinquants politiques (40). Elle se manifeste au point de vue de l'extradition. Au mépris de la coutume internationale qui accorde aux criminels politiques un droit d'asile que le législateur italien qualifie « d'anachronisme incompatible avec la situation d'un Etat fort », le Code pénal nouveau autorise, sous la seule condition de réciprocité, l'extradition de ces criminels. Il a aussi, pour tenir compte des progrès sociaux et se poser en législation d'avant-garde, multiplié en matière politique les incriminations. Et parmi les incriminations neuves, il n'en manque pas d'originales, comme en témoignent l'art. 264 (infidélité dans les affaires de l'Etat) ; les art. 265 à 267 (de défaitisme) (41) ; l'art.

(39) Les délits purement politiques sont prévus par le titre premier du Livre II. Ce titre comprend trois chapitres embrassant les articles 241 à 313 inclus.

(40) V. Lavori preparatori del Codice penale. Vol. V, Parte I, n^o 82, p. 114 ; V. Donnedieu de Vabres : Politique criminelle, p. 29.

(41) Le Code italien cherche à protéger le pays contre trois sortes de défaitisme : le défaitisme politique (art. 265), le défaitisme militaire (art. 266) et le défaitisme économique (art. 267). Le défaitisme est « un phénomène de la délin-

273 (constitution illicite d'associations ayant un caractère international) ; l'art. 290 (fait de traiter avec mépris la nation italienne) ; l'art. 292 (fait de traiter avec mépris le drapeau ou tout autre emblème de l'Etat).

Pour assurer une répression ferme, le législateur italien, qui a admis le principe de la prescription des infractions dans les art. 157 et suiv., a rejeté cette faveur quand il s'agit d'une infraction passible de la peine de mort ou de l'ergastolo (les travaux forcés à perpétuité). Le Ministre Rocco a jugé « qu'à raison de la gravité exceptionnelle de ces infractions, l'impression qu'elles produisent sur l'esprit public n'est jamais complètement effacé par les années ; il est bon que l'on sache qu'elles ne sont jamais abolies, et qu'en tout temps, la condamnation se dresse comme un exemple ». Il est évident que cette exception touche, et durement, la criminalité politique. Pour de nombreuses infractions politiques, la peine de mort et celle de l'ergastolo sont généreusement prodiguées, comme le montrent les articles 241, 242, 243, 244, 247, 253, 255, 257, 258, 261, 262, 263, 265, 276, 280, 284, 285, 286, 287, 295, qui embrassent la majeure partie de la criminalité politique.

La notion d'état socialement dangereux, telle

quance politique relativement nouveau, dont les atteintes diverses et les effets funestes peuvent atteindre le pays exposé à la dure épreuve de la guerre. La résistance pendant la guerre, condition première de la victoire, dépendra de la résistance morale opposée par le pays tout entier, aux angoisses, aux privations et aux souffrances de la guerre. Le défaitisme, qui tend précisément à briser les nerfs de cette résistance, doit être considéré comme le pire des ennemis et doit être, même pénalement, puni avec la plus grande vigilance et la plus ferme sévérité », écrit M. Rocco dans son rapport.

que la présentent les art. 203 et 204 du nouveau Code, constitue, par ailleurs, un excellent instrument pour débarrasser le pays des ennemis du régime sans recourir aux mesures administratives qu'on ne se fait pas faute d'employer. Le texte de l'al. 1^{er} de l'art. 202 est imprécis à souhait : « Les mesures de sûreté ne peuvent être appliquées qu'aux personnes socialement dangereuses, qui ont commis un fait prévu par la loi comme infraction. » Le même article, dans son al. 2, ajoute que « la loi pénale détermine les cas dans lesquels peuvent être appliquées les mesures de sûreté pour un fait que la loi ne prévoit pas comme infraction, aux personnes socialement dangereuses ».

En ce qui concerne la criminalité politique, la mesure consiste en un internement aux îles Lipari. « Elle présente cette singularité que si l'on sait quand elle commence, on ignore souvent quand elle prendra fin », écrivait M. Henri Béraud, dans « Ce que j'ai vu à Rome », après avoir visité les îles Lipari avec une autorisation spéciale du Chef du Gouvernement. M. Mussolini, répondant à un journaliste français, déclarait, en octobre 1933 : « Il est vrai qu'il n'y avait aux Iles que quelques individus qui s'étaient montrés intraitables et vraiment dangereux pour la paix publique... et qu'on ne va pas si facilement que cela aux Iles, en Italie. »

A ces dispositions s'ajoute, enfin, celle de l'art. 364 du Code pénal qui punit de la réclusion jusqu'à un an ou d'une amende de mille à dix mille liras la non-dénonciation des délits contre la personnalité de l'Etat pour lesquels la loi édicte la peine de mort ou celle des travaux forcés à perpétuité. M. Rocco, dans son rapport, écrit au sujet de cet article : « Lorsque la criminalité attaque la personnalité même de l'Etat, mettant au péril ses intérêts

suprêmes et les hautes destinées de la nation, et foulant aux pieds le sentiment sacré d'amour de la Patrie, l'inertie même du citoyen est intolérable, et la simple indolence, si elle est volontaire, peut et doit être pénalement punie ». C'est l'autoritarisme napoléonien qui revit !

*
**

Comment ces délits sont-ils jugés ? L'Italie possède un nouveau Code de procédure pénale, mis en vigueur le 1^{er} juillet 1931. Cette procédure, par sa forte discipline « s'intègre à la conception philosophique, politique et sociale du régime qui, en quelque dix ans, a transformé l'Italie », écrivait M. Pierre de Casabianca, en 1934, dans son introduction à ce Code (42). Mais ce n'est pas par tribunaux de droit commun, régis par ce Code, que sont jugés les criminels politiques. C'est par un Tribunal spécial que la loi du 25 novembre 1926 avait institué pour cinq ans, mais que le décret du 4 juin 1931 a prorogé jusqu'au 31 décembre 1936, date à laquelle il a été prorogé de nouveau. Le sénateur Longhi, ancien procureur général à la Cour de Cassation du Royaume a demandé, parmi d'autres, son maintien comme organe permanent du régime fasciste. Ce vœu a été satisfait. La compétence de ce Tribunal a été étendue par le décret du 4 juin 1931 à toutes les infractions contre la personnalité interne et internationale de l'Etat, contre les droits politiques des citoyens et contre les personnalités officielles étrangères protégées par les art. 295 à

(42) Traduit en français par MM. Laguerre et Joseph Magnol, Librairie nationale, Paris, 1934.

299, inclus. Donc, toutes les infractions prévues par les art. 241 à 313.

En principe, le Tribunal spécial est unique. Si les circonstances l'exigent, il peut être divisé en sections. C'est le ministre de la guerre qui nomme ses membres. Sauf le procureur général, qui peut être choisi parmi les magistrats de l'ordre judiciaire ou administratif, le président, les vice-présidents et les membres sont choisis parmi les officiers de l'armée, de la marine, de l'aéronautique ou de la Milice volontaire pour la sécurité nationale. Dans les affaires soumises à ce Tribunal, les règles du Code pénal militaire en temps de guerre sont appliquées. L'ordre de poursuivre doit être délivré par le commandement militaire près lequel siège le Tribunal spécial ; le Parquet peut assigner par voie de citation directe ; le juge d'instruction ne peut que décerner un mandat d'arrêt ; la liberté provisoire est interdite. A côté du juge d'instruction et au-dessus de lui existe une Commission d'instruction, dont les membres sont soumis aux mêmes règles de nomination que les membres du Tribunal spécial (décret du 13 mars 1927). Cette Commission est tantôt une juridiction d'instruction du 1^{er} degré, tantôt une juridiction d'appel. Elle rend des décisions d'incompétence, de non-lieu ou de renvoi en jugement dans les poursuites régulièrement instruites et sur les conclusions écrites de l'avocat militaire.

La défense n'est admise qu'après l'envoi en jugement. Un seul avocat est autorisé, tandis que pour les affaires de droit commun, le Code de procédure en concède deux. Le défenseur peut être un militaire ou un civil. Mais le Président, à la requête du Parquet, peut refuser l'assistance d'un avocat civil. Il peut même, avant les débats, interdire de

prendre connaissance de certains documents ou d'examiner certains objets saisis, s'il peut en résulter une conséquence nuisible à l'intérêt de l'Etat. Les conflits de compétence sont tranchés par la Cour de Cassation.

La révision des sentences du Tribunal spécial appartient, contrairement aux principes généraux, non à la Cour de Cassation, mais à un Conseil composé du président du Tribunal spécial, du même représentant du Parquet, tous deux mêlés à l'affaire, et de deux membres choisis parmi les officiers de la Milice ou de l'armée par le Ministre de la Guerre. Cette révision peut être demandée en tout temps, même si la peine a déjà été subie et pour tous les motifs habituels, comme l'apparition de preuves nouvelles, la démonstration de la fausseté des pièces produites.

La défense orale n'est pas admise. L'intéressé peut seulement présenter un mémoire en défense. S'il meurt en cours de l'instance, le Conseil de révision peut nommer un curateur chargé d'exercer ses droits. Les sentences du Conseil de révision sont sans recours. (43)

SECTION III. — LA CRIMINALITÉ POLITIQUE ET LE NATIONAL-SOCIALISME ALLEMAND

L'Allemagne nationale-socialiste est sans pitié pour les criminels politiques. D'abord sous Bismark, ensuite sous Guillaume II et aujourd'hui sous Hitler, l'Allemagne a toujours vécu sous un

(43) V. au surplus, sur le Tribunal spécial, l'étude de M. de Casablanca : « Les Tribunaux d'exception des Etats totalitaires », Revue internationale de droit pénal, 1936.

régime autoritaire. La République de Weimar n'a été qu'une exception, le produit des circonstances internationales, plutôt qu'une création du peuple allemand. Et le Führer n'a fait que suivre les idées développées par Nietzsche et par Hegel au début du siècle dernier. Hegel voulait un prince fort. Il définissait l'Etat : « L'esprit moral comme volonté substantielle révélée, claire à soi-même, qui se connaît et se pense et accomplit ce qu'elle sait et parce qu'elle sait » (44), ou encore : « le tout moral » — das sittliche Ganze — et, à la suite de son maître Fichte, voyait dans l'Etat un corps organisé... « où chaque partie contient sans cesse le tout, et, en le conservant, se conserve elle-même. Tel le citoyen vis-à-vis de l'Etat ».

Nietzsche, un peu plus tard, lançait sa théorie du Surhomme. Il n'y a pas égalité entre les hommes ; il y a un homme supérieur, un maître (45) qui doit s'imposer lui-même par sa personnalité et sa force, sans attendre l'assentiment de la multitude. « Si l'apparition des grands hommes, des hommes d'exception dépendait de l'assentiment de la multitude, il n'y aurait eu jamais un seul grand homme » (46). « Le but est le Surhomme, et non l'humanité » (47). Pour arriver à s'imposer à la foule, le Surhomme doit lutter : « il a besoin de l'hostilité de la foule des hommes « nivelés », du

(44) Hegel : Principes de la philosophie de Droit. Gallimard, Paris, 1940, p. 215 et 190.

(45) Nietzsche : Ainsi parlait Zarathoustra. Traduit par Henri Albert, Paris. « La populace cligne d'œil » : « Nous sommes tous égaux »... « devant Dieu ! — Mais maintenant ce Dieu est mort. Devant la populace nous ne voulons pas être égaux », p. 405.

(46) Nietzsche : Volonté de puissance. T.II, p.349, n° 473. Traduit par G. Bianquis.

(47) Id., n° 476.

sentiment de sa distance par rapport à eux ; il est établi sur eux, il se nourrit d'eux » (48). L'homme qui domine est un grand homme. Son adversaire, le réformateur social, l'est aussi. Et comme chacun d'eux crée son propre Dieu, « il n'y a pas de pire inimitié sur la terre que l'inimitié entre les dieux ». (49)

Dans une société, telle que l'imaginé Nietzsche, la répression de la criminalité politique ne peut être qu'excessivement rigoureuse.

Nietzsche ne veut pas d'un Code pénal où le châtiment est déterminé par avance ; il considère que c'est contraire aux vœux et aux désirs du public : « Pour que les peines fissent souffrir le coupable proportionnellement à la grandeur de son crime... il faudrait qu'elles fussent proportionnées, pour chaque criminel, à son degré de sensibilité à la douleur » (50). Cette idée d'individualisation de la peine a été accueillie chaleureusement par les doctrines autoritaires qui la mettent à profit pour mesurer la peine au danger que représente pour la société la personne du criminel politique. Ajoutons pourtant que Nietzsche n'admet que difficilement la peine de mort. Elle doit, d'après lui, être acceptée par le coupable, c'est-à-dire revêtir la forme du suicide ; la mort volontaire d'un membre de la société devenu nuisible à sa sécurité apparaît comme un geste ayant une valeur à la fois morale et juridique (51). Et c'est là encore une idée qui n'est pas restée étrangère à la doctrine nationale-socialiste.

Après la défaite de 1918, l'Allemagne semblait

(48) *Id.*, n° 477.

(49) *Id.*, n° 520.

(50) *Id.*, n° 499.

(51) Donnedieu de Vabres : *Pol. crim.*, p. 82.

vouée à l'anarchie. Le 24 février 1920, à Munich, le parti national-socialiste publia le programme qui est encore le sien. Dissous en 1923, il fut reconstitué en 1925 sous la direction d'Adolf Hitler, qui, un peu plus tard — en 1925 — publia son livre « Mein Kampf », l'évangile de la doctrine nationale-socialiste.

Avant l'arrivée au pouvoir de ce parti, l'Allemagne a connu, sous la République de Weimar, un certain libéralisme politique. C'est à cette époque que fut donnée du crime politique une définition libérale (52), et l'extradition, en matière politique, autorisée seulement suivant la résolution de Genève de 1892 : « Quand le fait délictueux constitue un acte qui, sciemment, porte atteinte à la vie humaine, sauf si cet acte s'est accompli au cours d'une lutte ouverte ». Avec le National-Socialisme, la démocratie s'effondre et les criminels politiques redeviennent les ennemis qu'il faut détruire.

La nouvelle mystique est basée sur la race. La notion du peuple remplace celle de l'Etat. La législation doit être faite par le Chef du peuple pour le peuple.

Après les événements du 30 juin, Hitler s'était proclamé « Le maître suprême de la justice allemande ».

Pour M. Goering : « Le droit s'identifie avec la volonté du Führer et il n'est pas permis d'avoir d'autres conceptions juridiques que les siennes. »

(52) La loi allemande de 1929, art. 3, définit ainsi la criminalité politique : « Sont délictis politiques les agressions punissables dirigées contre l'existence ou la sécurité de l'Etat, contre le Chef de l'Etat ou contre un membre, en tant que tel, du gouvernement, contre un corps prévu par la Constitution, contre les droits politiques d'élection ou de suffrage ou contre les bonnes relations avec l'étranger ».

Pour M. Frank : « La volonté du Führer doit être le fondement de notre système juridique... On ne peut parler aujourd'hui d'une législation, d'une administration et d'une juridiction nationales-socialistes comme de trois domaines séparés. Le pouvoir unique du Führer attribue à chacun sa tâche... L'autorité du Führer est également valable pour le juge et le juriste » (53). Il n'est pas le représentant du peuple, car il cesserait alors d'être Führer du fait de la représentation. C'est de lui-même qu'il s'inspire pour agir, ayant conscience de l'ordonnement du peuple. Il veut et agit à titre personnel (54). La criminalité politique est celle qui s'attaque au peuple ou au Chef qui le conduit. Mais alors qu'est devenu l'Etat ? L'Etat, qui était le « tout moral » en Allemagne, même sous la République de Weimar, est tombé très bas avec l'avènement du national-socialisme. Le pouvoir politique, constitué par une Führung, est dissocié de l'Etat. Il lui est antérieur et extérieur. Il lui est aussi supérieur. L'organisation politique comporte deux éléments de base : la Volksgemeinschaft et le Führer. La première est constituée par le peuple, racialement composé, formé en communauté. Le point de vue individualiste est supplanté par le point de vue communautaire (55). Le deuxième, le Führer (conducteur), assure la conduite (la Führung) de la première. Le parti national-socialiste l'aide. Le Führer se sert de l'Etat, qui n'est qu'un ensemble d'institutions et d'agents. Il conduit et entraîne après lui la communauté. Il est Leiter (directeur) de l'Etat

(53) M. de Casabianca : Les tribunaux d'exception en Allemagne, p. 240.

(54) Bonnard, op. cit., p. 115.

(55) L'article 24 du programme du parti : « L'utilité générale l'emporte sur l'utilité particulière ».

qu'il gouverne (56) et qui, cessant d'être une personne juridique, n'est plus entre ses mains qu'un simple instrument matériel. Il n'existe plus de rapports de droit entre l'Etat et les individus, mais seulement entre l'individu et la communauté, dont il fait partie. Et ceci nous explique la rigueur de la répression vis-à-vis du criminel politique qui rompt avec la communauté, et se présente comme l'ennemi du peuple et non de l'Etat. Par sa primauté, le peuple devient la cause, l'objet et le but du pouvoir politique et du droit (57). L'Etat, qui était presque divinisé jadis en Allemagne, n'est plus qu'un appareil administratif entre les mains du Führer au service de la Volksgemeinschaft (la communauté). Il a deux rôles :

a) il assure la défense nationale à l'extérieur, l'ordre et la sécurité à l'intérieur, et la réalisation de la volonté du Führer ;

b) il éduque le peuple dans l'esprit de la communauté. (58)

Il est comme le peuple un élément passif. C'est le mouvement national-socialiste, à la tête duquel se trouve le Führer, qui assure la conduite de la communauté, et réunit l'Etat et le peuple dans une unité, sans s'identifier avec eux : différence avec le régime fasciste (59). En Allemagne, le peuple est placé avant l'Etat : il est la cause, l'objet et l'effet : autre différence avec le fascisme, où l'Etat est placé avant le peuple qui n'est que l'effet et l'objet. (60)

Le peuple a pour base la race. Pour l'Allema-

(56) Bonnard, p. 118 et s.

(57) *Id.*, p. 204.

(58) Simonovitch, *op. cit.*, p. 175.

(59) Bonnard, p. 23.

(60) Simonovitch, p. 177.

magne, la race aryenne nordique est race supérieure, ce que, depuis les lois de Nuremberg de 1935, les textes législatifs nomment « le sang allemand ou apparenté ». C'est ce sang allemand ou apparenté qu'on met à l'abri du sang juif en punissant jusqu'au délit putatif de « souillure de la race ».

La communauté nationale est la source de droit, comme elle en est l'objet. Le droit n'est pas un ensemble de règles émanant des individus et tendant à sauvegarder leurs intérêts. Il est « l'ordonnance vitale du peuple ». Il comprend et il doit comprendre nécessairement toutes les règles qui sont de nature à favoriser et la vie et le développement du peuple. « Le droit pénal nouveau, dit Rosenberg, réfutant la doctrine de Von Liszt (61), a pour mission non pas de protéger la richesse, mais de sauvegarder les valeurs vitales de la race allemande ». Il s'inspire des notions d'honneur et de devoir (62). Ce n'est pas l'amendement du coupable ou la vengeance, c'est la sélection seule qui est le but de la peine. « Un homme qui ne regarde pas l'essence du peuple et l'honneur du peuple comme la plus haute valeur, a perdu le droit d'être protégé par le peuple. Qu'aux cas de haute trahison ou de trahison, la réclusion et la peine de mort doivent seules intervenir, cela va de soi. » (63)

Pour avoir une idée de l'importance attachée par le National-Socialisme à la répression de la cri-

(61) D'après laquelle le droit pénal a pour objet la protection des intérêts. « Tout droit est fait pour l'homme. Il a pour but la défense d'intérêts vitaux humains. La défense d'intérêts est l'essence du droit, l'idée de but est la force productrice de droit. » (Von Liszt : *Traité de Droit pénal allemand*. T. I, p. 92).

(62) V. Donnedieu de Vabres : *Pol. crim.*, p. 89.

(63) Rosenberg : *Le Mythe du xx^e siècle*, p. 580, cité par M. Donnedieu de Vabres, *op. cit.*, p. 89.

minalité politique, il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur la table des matières du projet de Code pénal. On y voit figurer : 1° crimes de trahison et de haute trahison ; 2° crimes contre la force armée de l'Etat ; 3° protection de la force du peuple ; 4° attentats contre le régime politique ; 5° délits électoraux ; 6° attaques contre la force de travail du peuple ; 7° attaques contre la paix du peuple ; 8° révoltes contre les pouvoirs de l'Etat...

En attendant ce nouveau Code, plusieurs lois déjà sont intervenues en la matière : l'ordonnance du 4 février 1933 pour la protection du peuple allemand ; la loi de décembre 1934 pour la protection du chef du Gouvernement, des ministres et d'autres personnalités du parti national-socialiste. La sécurité extérieure est protégée par la loi du 14 juillet 1933 et l'Ordonance du 5 septembre 1939 contre les ennemis du peuple, destinée à la répression du sabotage en temps de guerre.

Grâce à l'interprétation par analogie qui permet de frapper les faits qui se rapprochent des faits incriminés par les textes et tout acte qui choque « la saine conception du droit du peuple allemand », considérée comme source de droit (64), et grâce aussi aux formules, les unes larges et les autres détaillées, employées par la loi, on arrive à réprimer même et jusqu'à la simple fabrication de disques sonores ou la reproduction d'images « tendant à influencer les masses » dans un but subversif.

La répression, qui s'étend très loin, est aussi

(64) C'est ainsi que la loi du 28 juin 1935, art. 9, modifiant le § 330 du Code pénal allemand, « punit celui qui s'abstient, en cas de danger collectif, de prêter secours, alors que le sentiment populaire lui imposait le devoir de le faire ». La charge de l'appréciation incombe au juge qui dispose ainsi d'un pouvoir très étendu.

une répression très sévère. La loi du 26 mai 1933 a supprimé, avec la détention de forteresse, le régime de faveur dont jouissaient les délinquants politiques. Peine de mort, confiscation générale des biens, déchéance de la nationalité sont, comme en Russie, prodiguées.

Un auteur allemand, M. Georg Dahm (65), dans une étude relativement récente, distingue crime et trahison.

La trahison, plus grave que le crime, est si grave qu'il est impossible à son auteur de ne pas perdre son honneur, car « l'honneur n'est pas un attribut de la personne. C'est un bien collectif auquel on ne participe qu'en qualité de membre du peuple ». Le traître qui, à la différence du criminel qui trouble la société, cherche à la dissoudre, s'en exclut lui-même. Il cesse d'être protégé par la loi pénale. La peine, vis-à-vis de lui, ne doit tendre ni à l'intimidation ni à l'amendement, mais à l'élimination par la peine de mort ou l'éloignement. C'est dans le même esprit de sévérité que sont supprimées les garanties accordées aux accusés sous un régime libéral.

*
**

A l'instar de l'Italie fasciste, l'Allemagne nazie a institué un Tribunal spécial à l'adresse des crimes politiques.

Sa composition, sa compétence, les peines et la procédure nous montrent dans quel esprit ce « Tribunal du peuple » a été conçu.

- (65) Un article publié sous le titre de « Verrat und Verbrechen » (Crime et trahison), dans : *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, T. 95 (1935), p. 283, résumé par M. Donnedieu de Vabres, dans son Cours de doctorat 1943, p. 75.

Il a été institué par la loi du 24 avril 1934. Les membres en sont nommés par le Führer, sur la proposition du ministre de la justice. Il se compose d'un président, de présidents de Chambre et de conseillers dont le nombre augmente selon les circonstances pour assurer la marche du service. Les conseillers sont ou bien titulaires, et ils sont nommés à vie, ou bien honoraires — non juristes — et ils sont nommés pour 5 ans. S'il a beaucoup de travail, le Tribunal spécial se divise en Chambres, et le Ministre de la justice fait alors appel aux juges ordinaires. De plus, les membres du Tribunal doivent être d'une fidélité irréprochable vis-à-vis du régime et d'un dévouement absolu au Führer, entre les mains de qui ils sont tenus de prêter un serment spécial. Les procureurs d'Etat près de ce Tribunal sont à la disposition du Führer : il peut les révoquer et les mettre, d'office, à la retraite.

Les conditions requises sont les suivantes : à part sa formation politique, le membre doit être âgé de 35 ans au moins, et avoir les mêmes appointements que les membres de la Cour suprême du Reich.

Sur 32 membres, le Tribunal spécial comprend :

- 1) 12 magistrats provenant de la Cour d'appel et d'autres grands tribunaux ;
- 2) 5 officiers aviateurs ;
- 3) 5 officiers de terre et de mer (un colonel de régiment et 4 officiers attachés au Ministère de la guerre) ;
- 4) 5 officiers supérieurs des S.A. (Troupes d'assaut, garde privée du Parti) ;
- 5) 5 fonctionnaires des S.S.

Comme on le voit, 20 membres sont étrangers

à la magistrature. Ce Tribunal est chargé de juger les crimes de haute trahison et de « trahison envers la Patrie ». La haute trahison comprend tout acte de propagande hostile au parti. La trahison envers la Patrie, toute divulgation de secret d'Etat, c'est-à-dire de tout acte, écrit, document, dessin, fait ou information qu'il est interdit de rendre public sans le contrôle du Ministère de la Propagande.

La procédure est sommaire. L'instruction préparatoire peut être supprimée. La durée de la détention préventive est illimitée. La défense est admise en principe ; mais le président peut ne pas agréer le défenseur choisi par l'accusé. Les débats ont lieu généralement, à huis clos. Aucune voie de recours n'est admise contre les décisions du Tribunal.

Ce Tribunal était aussi compétent pour juger les militaires, mais depuis la loi de juin 1936, rétablissant le Tribunal suprême de l'armée, sa compétence a été limitée aux civils.

Pour les crimes et délits de moindre importance, dirigés contre la sécurité extérieure ou intérieure de l'Etat ou destinés à « troubler les esprits », des tribunaux spéciaux du peuple, qualifiés « Tribunaux des pays » sont institués dans différentes localités de l'Allemagne. Chacun d'eux est composé de deux juges, d'un major général, d'un major, d'un colonel de police et d'un chef supérieur des S. S.

Ajoutons que la Gestapo, la police secrète, joue aussi un rôle efficace dans la répression de la criminalité politique. Et c'est elle qui a réussi à étouffer plusieurs attentats en préparation. Ses attributions, sur ce point, sont définies par le Décret-loi du 28 février 1933, complété par le décret du 10

février 1936. Le premier lui confère le droit « d'effectuer toutes les opérations nécessaires au maintien de l'ordre et d'assurer la protection contre les menées révolutionnaires ». Le deuxième lui permet de rechercher et de combattre toutes les menées dirigées contre la sûreté de l'Etat. « C'est elle qui fait les instructions dans les affaires politiques, en collaboration étroite avec les S.S. dont le service des renseignements surveille et juge toute activité politique. » (66)

(66) Mlle Grète Stöffel : La dictature fasciste en Allemagne. Thèse de doctorat. Paris, 1936.

QUATRIÈME PARTIE

LA RÉPRESSION DE LA CRIMINALITÉ POLITIQUE EN DROIT POSITIF FRANÇAIS

La réaction qui s'est violemment fait sentir dans les pays autoritaires ne pouvaient pas ne pas avoir de répercussions en France. Nous avons vu que le législateur français n'a pas cessé — depuis la formation de la théorie de la criminalité politique — de porter atteinte au régime de faveur. L'évolution inquiétante de la situation internationale dans les quinze dernières années l'a mis dans l'obligation de réviser ce qui restait encore du régime spécial. La situation intérieure, elle aussi, imposait cette révision, malgré l'attachement du parlementarisme aux idées et au régime libéraux. Certains groupements privés présentaient un véritable danger public. Leur activité se développait rapidement et provoquait des incidents parfois graves. Ils faisaient peser sur le Gouvernement une menace de coup d'Etat. Mais dans un pays attaché aux idées libérales, où la lutte des partis était l'aliment de la

vie nationale, la réforme était difficile : elle ne pouvait s'opérer que par degrés et s'est réalisée surtout par voie de décrets-lois.

Nous allons étudier dans deux chapitres :

1° Le développement des incriminations et l'aggravation des peines ;

2° L'extension des pouvoirs du juge et du préfet et le développement des juridictions d'exception.

CHAPITRE PREMIER

LE DÉVELOPPEMENT DES INCRIMINATIONS ET L'AGGRAVATION DES PEINES

Ce mouvement est traduit à la fois par l'aggravation des pénalités et par l'apparition d'incriminations nouvelles. Il s'est manifesté dans le domaine économique et financier aussi bien que sur le terrain politique ou militaire.

SECTION I. — LA RÉACTION DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Les adversaires du régime établi ou du parti au pouvoir, pour provoquer sa chute, s'attaquent volontiers au crédit de l'Etat. L'Etat moderne, qui a des grands besoins d'argent et de lourdes dettes, est, sur ce terrain, particulièrement vulnérable.

Pour le mettre à l'abri de ces attaques, la loi du 12 février 1924 est venue incriminer les atteintes au crédit de l'Etat. Elle est aujourd'hui remplacée par celle du 18 août 1936 qui punit de 3 mois à deux ans de prison et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs, quiconque, par des voies et des moyens quelconques, aura sciemment répandu dans le public des faits faux ou des allégations mensongères de nature à ébranler, directement ou indirectement, sa confiance dans la solidité de la monnaie, de la valeur des fonds d'Etat de toute nature, des fonds

des départements et des communes, des établissements publics et, d'une manière générale, de tous les organismes où les collectivités précédentes ont une participation directe ou indirecte (art. 1), et aussi « quiconque aura, par des voies et moyens quelconques, incité le public : 1° à des retraits de fonds de caisses publiques ou des établissements obligés par la loi à effectuer leur versement dans des caisses publiques ; 2° à la vente des titres de rente ou autres effets publics ou l'aura détourné de l'achat ou de la souscription de ceux-ci, que ces provocations aient été suivies ou non d'effet. » (article 2).

Le refus collectif de l'impôt était devenu, dans les luttes politiques, un moyen de pression redoutable. Une loi du 31 octobre 1936 a puni des peines prévues à la loi du 18 août « quiconque, par voie de fait, menaces ou manœuvres concertées, aura organisé ou tenté d'organiser le refus collectif de l'impôt ».

SECTION II. — LA RÉACTION DANS LE DOMAINE POLITIQUE

Dans le domaine politique, activité législative intense, pour garantir d'abord et surtout la sûreté extérieure, mais aussi la sûreté intérieure de l'Etat.

§ 1. — *La répression des infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat*

Les principales étapes de la législation en la matière ont été marquées par la loi du 26 janvier 1934 sur l'espionnage, par les décrets-lois des 30

octobre 1935 et 17 juin 1938, également relatifs à l'espionnage et enfin par le décret-loi du 29 juillet 1939 portant codification des textes relatifs à la sûreté extérieure de l'Etat.

La loi du 18 avril 1886 qui, la première, avait puni l'espionnage en temps de paix s'était montrée impuissante à enrayer l'activité croissante des services de renseignements étrangers sur le territoire français. La loi du 26 janvier 1934, qui a été le fruit de longs travaux, s'est préoccupée surtout d'élargir et multiplier les incriminations. Elle n'a, à peu près, rien changé à la loi de 1886 sous le rapport des peines qui, en France, demeuraient bien inférieures à celles qu'édictaient pour faits similaires beaucoup de lois étrangères nouvelles, la loi allemande du 1^{er} mars 1933 et le décret italien du 28 septembre 1934 en particulier.

Le décret-loi du 30 octobre 1935, rompant avec le système qui faisait jusque-là de l'espionnage un simple délit correctionnel, décida que lorsqu'une des infractions visées par la loi de 1934 aurait été commise dans un but d'espionnage, cette infraction serait déférée aux tribunaux militaires ou maritimes, et punie de la détention. La peine passait au rang de peine criminelle, mais gardait le caractère politique.

On eut, à la veille de la guerre actuelle, l'impression que cette législation était encore trop libérale.

Entrant résolument dans une voie nouvelle, le décret-loi du 17 juin 1938 déclara que les crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat visés par les art. 75 à 83 du Code pénal seraient, comme les infractions à la loi de 1934, commis dans un but d'espionnage, de la compétence des tribunaux militaires ou maritimes, et, — c'était là l'innovation

capitale —, comme elles désormais, réprimés par des peines de droit commun.

C'est le système qu'a recueilli et développé le décret-loi du 29 juillet 1939.

La distinction entre la trahison et l'espionnage demeurait fort incertaine. Le décret de 1939 l'a précisée en prenant pour critérium la nationalité de l'agent : la trahison est l'œuvre d'un Français ; l'espionnage celle d'un étranger. Et il s'est surtout appliqué à réprimer, à côté de la trahison et de l'espionnage, toute une série d'infractions qu'on a pu nommer des infractions « de seconde zone » (1), qui n'impliquent pas, comme la trahison et l'espionnage, l'« animus hostilis » et qu'il a groupées sous le terme générique d'atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat.

A. — *La trahison*

Dans l'état actuel de droit, on a défini la trahison « l'acte par lequel un Français favorise sciemment les agissements d'une puissance étrangère nuisible à la France » (2). Nous dirions plus volontiers : la trahison serait la rupture du lien de fidélité qui lie l'agent à son pays par l'accomplissement conscient de tout acte grave nuisible aux intérêts vitaux de la nation. Elle emporte en droit actuel, en temps de paix comme en temps de guerre, la peine de mort.

Le décret de 1939 a prévu sept cas de trahison.

(1) Donnedieu de Vabres : 1^{er} sup. à la première édition de son Traité, paru en 1940.

(2) Pierre Hugueney : Traité de Droit pénal et de procédure pénale militaire, 2^e suppl., p. 55.

Le décret-loi du 9 avril 1940 en a ajouté un huitième et les lois du 27 juillet 1940 et du 13 septembre 1940 encore trois autres qu'on serait tenté de qualifier de provisoires parce qu'ils ne peuvent se rencontrer que pendant la durée de l'armistice conclu avec l'Allemagne.

1^{er} cas. — *Port d'armes contre la France.*

La qualité de militaire n'est pas requise (art. 235, al. 1^{er} du Code de justice militaire). Un Français qui porte les armes contre son pays est traître, même s'il est réformé, civil ou dégagé de toute obligation militaire. Il suffit qu'il prenne volontairement du service dans une armée ennemie (art. 75, al. 1^{er} du Code pénal).

2^e cas. — *Intelligences avec une puissance étrangère.*

L'al. 2 de l'article 75 vise deux hypothèses différentes : d'une part l'entente avec une puissance étrangère en vue de l'engager à entreprendre les hostilités contre la France et, d'autre part, la fourniture de moyens d'attaque à cette puissance.

Le terme « intelligence » est employé à dessein, comme assez vague (3) pour atteindre tous les faits que le langage courant désigne sous le nom de haute trahison. La fourniture de moyens se réalise soit en facilitant la pénétration de forces étrangères sur le territoire français, soit en ébranlant la fidélité des armées, soit, nous dit le texte, de toute autre manière.

(3) E. Garçon : Code pénal annoté, art. 76, n° 6 et suiv.

3° cas. — *Livraison à une puissance étrangère d'un territoire ou d'un matériel.*

L'art. 75, al. 3, reproduit, avec des contours plus précis, une des dispositions de l'ancien article 77 du Code pénal. Il prévoit la livraison à une puissance étrangère — remarquons qu'en employant les mots « puissance étrangère », il ne suppose pas nécessairement état de guerre — soit des troupes françaises, soit de territoires, villes, forteresses, ouvrages, ports, magasins, arsenaux, matériels, munitions, vaisseaux, bâtiments ou appareils de navigation aérienne appartenant à la France ou à un des pays sur lesquels s'exerce l'autorité de la France.

L'énumération est longue. Mais elle paraît limitative.

4° cas. — *Recrutement au profit de l'ennemi.*

L'art. 5, al. 4, punit le Français qui, en temps de guerre, provoque des militaires ou des marins à passer au service d'une puissance étrangère, leur facilite les moyens ou fait des enrôlements pour une puissance en guerre avec la France. C'est un cas de trahison qui était déjà prévu, sous le nom d'embauchage en faveur de l'ennemi, par l'art. 239 du Code de Justice militaire pour l'armée de terre resté en vigueur en vertu de l'art. 86, al. 2 nouveau du Code pénal. Mais entre les deux textes, il existe deux différences : l'art. 239, d'une part, n'exige pas chez le coupable la qualité de Français; et, d'autre part, punit aussi bien celui qui provoque des militaires à passer aux rebelles que celui qui les provoque à passer à l'ennemi.

5° cas. — *Intelligences en vue de favoriser les entreprises d'une puissance étrangère.*

L'art. 75, al. 5, punit les intelligences entretenues en temps de guerre, par un Français, avec une puissance étrangère, en vue de favoriser les entreprises de cette puissance contre la France. C'est un texte qui complète les dispositions de l'art. 75, al. 2, et reproduit à peu près celles de l'art. 236 n° 2 du Code de Justice militaire pour l'armée de terre dont pourtant une double différence le sépare : tandis que l'art. 5 n° 5 s'applique à tout Français entretenant des intelligences avec une puissance étrangère, l'art. 236 n° 2 ne vise que le militaire entretenant des intelligences avec l'ennemi.

Le texte du Code pénal est assez large pour rendre inutile celui du Code de Justice militaire.

6° cas. — *Livraison d'un secret de la défense nationale.*

L'art. 76, al. 1^{er}, frappe le Français qui livre à une puissance étrangère ou à ses agents, sous quelque moyen que ce soit, un secret de la défense nationale, ou qui s'assure, par quelque moyen que ce soit, la possession d'un secret de cette nature, en vue de le livrer à une puissance étrangère ou à ses agents.

En quoi consistent ces secrets ? L'art. 78 nous l'apprend. Ce sont :

- 1° Les renseignements d'ordre militaire, diplomatique, ou industriel », qui ne doivent être connus que des personnes qualifiées pour les détenir.
- 2° « Les objets, matériels, écrits, dessins, plans, cartes, levés, photographies ou au-

tres reproductions, et tous autres documents quelconques », qui ne doivent être connus que des personnes à ce habilitées.

- 3° « Les inormations militaires de toute nature, non rendues publiques par le Gouvernement et non comprises dans les énumérations ci-dessus », à condition que leur publication soit interdite par une loi ou par un décret en conseil des ministres.

C'est un texte à relier au décret-loi du 20 mars 1939 qui interdit « de divulguer, de diffuser, de publier et de reproduire, par un moyen ou sous une forme quelconque, les informations militaires de toute nature, non rendues publiques par le Gouvernement », qui concernent les armées... la défense passive, les matériels qu'elles étudient, commandent ou utilisent, les fabrications ou approvisionnements qu'elles effectuent en territoire français. — La pénalité prévue par le décret de mars était primitivement celle portée par l'art. 12 de la loi du 26 janvier 1934. Depuis le décret de juillet, elle est remplacée par la peine de mort.

- 4° « Les renseignements relatifs soit aux mesures prises pour découvrir et arrêter les auteurs et les complices des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, soit à la marche des poursuites et de l'instruction, soit aux débats devant la juridiction de jugement. »

Disposition draconienne : qu'on se procure, en vue de les livrer à un agent d'une puissance

ce neutre, des renseignements concernant les mesures prises pour arrêter un complice d'un aviateur étranger ayant imprudemment survolé le territoire français (l'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat qui constitue en temps de paix un délit aux termes de l'art. 82, n° 3, C.pén.), on est passible de la peine de mort !

7° cas. — *Sabotage de matériel employé pour la défense nationale.*

L'art. 71, al. 2, prévoit le crime de sabotage : destruction ou détérioration volontaires d'un navire, d'un avion, d'un matériel, d'une fourniture, construction ou installation susceptibles d'être employés pour la défense nationale, malfaçons « de nature à les empêcher de fonctionner ou à provoquer un accident ».

8° cas. — *Démoralisation de l'armée ou de la nation.*

Le décret-loi du 9 avril 1940 a ajouté à l'art. 76 un 3° alinéa qui déclare coupable de trahison et punit de mort « tout Français qui aura participé sciemment à une entreprise de démoralisation de l'armée ou de la nation, ayant pour objet de nuire à la défense nationale ».

Du rapport qui précède ce décret, il ressort qu'il a pour objet surtout de réprimer la propagande communiste (4), mais qu'il vise aussi éventuel-

(4) Le décret-loi du 26 septembre 1939 a dissous les organisations communistes en France et aux Colonies françaises. Toute activité visant, directement ou indirectement, la propagation des mots d'ordre émanant ou relevant de la

lement « toute propagande présentant les mêmes caractères ».

Il avait été précédé de mesures plus bénignes. Le décret-loi du 21 avril 1939 tendant à réprimer les propagandes étrangères, avait frappé des peines correctionnelles « quiconque reçoit de provenance étrangère, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, des fonds de propagande et se livre à une propagande politique » ; et celui du 24 juin 1939 interdit, sous menace de peines correctionnelles encore « la distribution, la mise en vente, l'exposition aux regards du public et la détention en vue de la distribution, de la vente et d'exposition, dans un but de propagande, de tracts, bulletins et papillons d'opinion ou d'inspiration étrangère, de nature à nuire à la défense nationale.

Il s'accompagne aujourd'hui d'autres dispositions qui, en marge des peines, prévoit de sévères mesures de sûreté administratives.

La loi du 15 octobre 1941 corrigeant et complétant le décret-loi du 18 novembre 1939 et la loi du 3 septembre 1940 permet, jusqu'à la cessation légale des hostilités, au Secrétaire d'Etat à l'intérieur et aux préfets, d'interner administrativement, dans un établissement désigné à cet effet, les individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique.

III^e Internationale communiste est interdite. Le parti communiste, toute association et toute organisation de fait qui s'y rattachent sont dissous de plein droit. Leurs biens sont liquidés. (V. à ce sujet, l'Arrêté du 30 septembre 1939, modifié par l'Arrêté du 20 janvier 1940).

Ce décret a été complété par une loi du 31 décembre 1941 interdisant la publication, la distribution, l'exposition aux regards du public, la mise en vente et la détention de mauvaise foi des écrits... et de tout matériel de diffusion ayant pour but de propager les mots d'ordre de la III^e Internationale.

A ces huit cas de trahison qu'on peut qualifier de permanents s'ajoutent aujourd'hui trois cas provisoires, les deux premiers prévus par la loi du 27 juillet 1940, le dernier par celle du 13 septembre de la même année, tous trois inspirés de la même pensée : faire respecter au profit de l'Allemagne la convention d'armistice.

9° cas. — *Livraison de matériel de guerre à une puissance étrangère.*

La loi du 27 juillet 1940, art. 1^{er}, déclare les dispositoins de l'art. 75, al.3 C.Pén., applicables, jusqu'à la date de la cessation légale des hostilités « à toute livraison à une puissance étrangère ou à ses agents, par un Français ou par un étranger, d'armes, munitions, ou matériel de guerre se trouvant en France, même n'appartenant pas à l'Etat français ».

Sur quoi l'on remarquera que le législateur, mettant ici sur le même rang le Français et l'étranger, paraît avoir perdu de vue la distinction établie entre trahison et espionnage par le décret-loi du 29 juillet 1939.

10° cas. — *Service dans une armée étrangère.*

La même loi, dans son art. 2, étend, jusqu'à la même date, les dsipositions de l'art. 75, al. 4 C. pén. à « tout Français qui, sans l'autorisation du Gouvernement français, prend ou conserve du service dans une armée étrangère ou fait des enrôlements pour une puissance étrangère ».

11° cas. — Jusqu'à la même date encore, la loi du 13 septembre 1940 interdit, sous menaces des peines prévues par l'art. 75 C.Pén. et de la déchéan-

ce de la nationalité française au surplus, « à tout Français de se rendre en territoire étranger pour s'y livrer, soit pour son compte, soit pour le compte d'autrui, à la fabrication de matériel de guerre sans l'autorisation préalable du ministre secrétaire d'Etat, à la production industrielle et au travail ».

Ces onze cas sont couronnés d'un douzième qui les complète les uns et les autres. Il a pour siège l'art. 77 al. 2, C.pén. aux termes duquel « la provocation à commettre ou l'offre de commettre un des crimes visés aux articles 75 et 76... sera puni comme le crime même ». C'est une disposition qui va fort au delà de celles qui, en droit commun, répriment complicité et tentative.

B. — *L'espionnage*

Aujourd'hui puni de mort comme la trahison, l'espionnage s'en distingue, dans le système du décret du 29 juillet 1939, par la qualité de l'agent. Tandis que la trahison est le crime d'un Français, l'espionnage est le crime d'un étranger (5). Nous croyons que le critérium adopté par ce décret-loi a quelque chose d'artificiel et de peu harmonieux. On a beaucoup de peine à voir un cas d'espionnage, par exemple, dans l'hypothèse de l'art. 75, al. 3 (livraison à une puissance étrangère d'un territoire

(5) Avant le décret-loi de 1939, la doctrine était hésitante. Certains s'attachaient à la matérialité de l'infraction : la trahison aurait, suivant l'étymologie (*tradere*), supposé livraison, l'espionnage simple instigation.

D'autres s'inquiétaient du mobile. La trahison, à la différence de l'espionnage, aurait impliqué l'*animus hostilis*. D'autres encore, s'inspirant du langage populaire, mettaient en avant le critérium qui a prévalu : celui tiré de la nationalité.

ou d'un matériel) ou dans celle de l'art. 75, al. 4 (recrutement au profit de l'ennemi) !

Si l'on fait abstraction de la trahison par port d'armes qu'un étranger ne peut pas commettre, les cas d'espionnage correspondent aux cas de trahison. Le Code pénal, dans sa rédaction actuelle, en prévoit huit (art. 77, al. 1^{er}, renvoyant à l'art. 75, n° 2 à 5, à l'art. 76 et à l'art. 77, alinéa 2). La loi du 27 juillet 1940 en a ajouté un neuvième, celui de l'étranger qui, avant la cessation légale des hostilités, livre à une puissance étrangère ou à ses agents des munitions ou du matériel de guerre se trouvant en France.

Le Code de Justice militaire pour l'armée de terre consacrait à l'espionnage deux dispositions, ses articles 237 et 238 (que reproduisent à peu près textuellement les articles 256 et 257 du Code de Justice militaire pour l'armée de mer). Elles n'ont aujourd'hui à peu près plus d'intérêt. (6)

C. — *Les atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat*

Ce sont des infractions de moindre importance. Leur nature dépend non de la nationalité de l'agent, mais de l'état de guerre ou de paix. Elles sont crimes en temps de guerre, délits en temps de paix. Elles se caractérisent par l'absence de la volonté criminelle ; si cette intention existe, on n'a plus affaire à une atteinte, mais à un attentat. Le Code pénal leur consacre les articles 79, 80, 81 et 82. Les pénalités sont prévues par les articles 83, 84, 85 et 86 nouveaux.

Comment les classer ?

(6) V. sur ce point : P. Hugueney, op. cit., 2^e sup., p. 72.

Si l'on considère l'objet des atteintes, on peut les classer en trois groupes :

- 1° atteintes à la sécurité nationale visées par l'art. 79 ;
- 2° atteintes à l'unité nationale visées par l'article 80 ;
- 3° atteintes au secret de la défense nationale, visées par les art. 81 et 82.

Si on s'attache à l'élément moral, on arrive à distinguer quatre groupes :

- 1° atteintes commises avec dol éventuel, c'est-à-dire par imprudence grave, inexcusable (art. 79 et 80) ;
- 2° atteintes commises par imprudence simple ; on pourrait les qualifier d' « atteintes ordinaires », (art. 81) ;
- 3° atteintes purement matérielles (art. 82) ;
- 4° délits par omission ou abstention (art. 103 et 104, C.pén.).

Adoptons cette deuxième classification qui nous paraît la meilleure.

a) *Atteintes commises par imprudence inexcusable.*

Ces atteintes sont prévues par les articles 79 et 80 nouveaux du Code pénal :

1° *Actes hostiles exposant la France à une déclaration de guerre.* — L'art 79, 1° punit, comme coupable d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, le Français ou l'étranger « qui aura, par des actes

hostiles non approuvés par le Gouvernement, exposé la France à une déclaration de guerre ».

C'était un fait que déjà l'ancien article 84 C. pén. punissait du bannissement, et de la déportation si la guerre s'en était suivie.

La disposition est à rapprocher de l'art. 215 du Code de Justice militaire pour l'armée de terre aux termes duquel « est puni de la détention tout chef militaire de rang d'officier qui, sans provocation, ordre ou autorisation, commet un acte d'hostilités après avoir reçu l'avis officiel de la paix, d'une trêve ou d'un armistice ».

2° *Actes exposant les Français à subir des représailles.* — L'art. 79, 2° reproduit le texte de l'ancien article 85 à cette différence près que le texte ancien prévoyait le bannissement.

Comme la précédente, cette information suppose actes matériels : ainsi, pour emprunter un exemple à la jurisprudence (Grenoble, 25 avril 1831, S. 32-2-90), des violences exercées sur la personne de douaniers étrangers par des Français cherchant à introduire en territoire étranger des marchandises de contrebande.

Quant aux représailles, on s'est demandé de qui elles doivent émaner. Est-ce du Gouvernement étranger ou simplement de ses nationaux ? M. Garraud croit qu'il suffit de représailles émanant de particuliers étrangers. Nous croyons plus sûre l'opinion d'après laquelle il faut qu'elles émanent du Gouvernement étranger lui-même.

3° *Enrôlement de soldats.* — L'art. 79, 4° punit celui qui, en temps de paix, enrôle des soldats pour le compte d'une puissance étrangère, en territoire français.

A remarquer d'abord que cette disposition ne s'applique qu'en temps de paix. En temps de guerre, l'enrôlement de soldats relèverait de l'art. 75, 4° C. pén., ou encore de l'art. 239 du Code de Justice militaire pour l'armée de terre (auquel correspond l'art. 258 du Code de Justice militaire pour l'armée de mer) et serait puni de mort.

A remarquer aussi qu'elle suppose seulement un territoire français, mais ne s'inquiète pas du point de savoir si cet enrôlement porte sur des Français ou sur des étrangers.

4° Correspondances ou relations avec l'ennemi.

— L'art. 79, 4° reproduit à peu de chose près la disposition de l'ancien article 78 du Code pénal. Mais cet article 78 ne punissait la correspondance avec les sujets d'une puissance ennemie que lorsqu'elle avait eu pour résultat de fournir à l'ennemi des instructions nuisibles à la situation militaire ou politique de la France ou de ses alliés : ce qui était souvent difficile à prouver.

Le nouveau texte présume le caractère nuisible de la correspondance. Il est permis de se demander seulement si cette présomption est une présomption absolue. Ne serait-il pas excessif d'appliquer le texte à un individu qui aurait envoyé une lettre parfaitement inoffensive, telle qu'une lettre de condoléances ?

Sous l'empire de l'ancien texte, on discutait sur le point de savoir si un sujet allié ou neutre entretenant des relations ou de la correspondance avec l'ennemi pouvait être poursuivi. Le nouveau prend soin de viser expressément à côté du Français, l'étranger.

5° Commerce avec l'ennemi. — L'art 79, 5°

introduit, en temps de guerre, tout acte de commerce, direct ou par intermédiaire, avec les sujets ou les agents d'une puissance ennemie, au mépris des prohibitions édictées. C'est la reproduction des dispositions de la loi du 4 avril 1915. La Cour de Cassation, dans un arrêt du 24 juillet 1920, avait déjà déclaré que cette loi (7) n'avait pas un caractère temporaire, et qu'elle n'avait été ni directement, ni indirectement abrogée par la loi du 12 octobre 1919 portant application du Traité de la Paix.

6° *Atteinte à l'intégrité territoriale.* — L'art. 80, 1^{er}, reproduisant l'art. 1^{er} du décret-loi du 24 mai 1938, dont il a été fait application à des autonomistes bretons poursuivis et condamnés pour avoir publié dans le journal breton *Breiz-Atao* une série d'articles visant à séparer la Bretagne de la France, punit des peines prévues à l'art. 83 C. pén. le Français ou l'étranger qui aura entrepris de porter atteinte à l'intégrité du territoire français ou de soustraire à l'autorité de la France une partie des territoires sur lesquels cette autorité s'exerce.

7° *Intelligences nuisibles à la situation militaire ou diplomatique de la France.* — L'art. 80, 2^o; punit celui qui entretient avec les agents d'une puissance étrangère des intelligences ayant pour objet, ou ayant eu pour effet de nuire à la situation militaire ou diplomatique de la France.

On remarquera que ce texte parle d'une puissance étrangère et non pas d'une puissance enne-

(7) Qui punit, comme complices, les courtiers, préposés, commissionnaires, assureurs, voituriers ou armateurs, à condition qu'ils sachent la provenance et la destination des marchandises.

mie. En temps de guerre, il s'éclipserait devant l'art. 75, n° 5.

On remarquera aussi qu'il ne prévoit pas d'exception des ambassadeurs ou autres envoyés des Gouvernements étrangers accrédités près le Gouvernement français. Mais l'exception résulte suffisamment des principes posés par le droit des gens.

B. — *Les atteintes ordinaires*

Ce sont les atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat commises par simple imprudence ou négligence.

1° *Appréhension ou divulgation d'un secret.*—

L'art. 81, 1°, punit celui qui, dans un but autre que celui de le livrer à une puissance étrangère ou à ses agents (si ce but était celui de l'agent, il y aurait crime de trahison ou d'espionnage) s'assure, par quelque moyen que ce soit, la possession d'un secret de la défense nationale ou le port, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, à la connaissance du public ou d'une personne non qualifiée.

C'est une disposition à relier au décret-loi du 20 mars 1939, relatif aux informations militaires.

2° *Mise en péril d'un secret par imprudence ou négligence.* — Complétant l'art. 81, 1°, l'art. 82, 2°, frappe des mêmes peines celui qui, par imprudence, négligence ou inobservation des règlements, laisse détruire, soustraire ou enlever, en tout ou en partie et même momentanément, des objets, matériels, documents ou renseignements qui lui

étaient confiés et dont la connaissance peut conduire à la découverte d'un secret de la défense nationale, ou en laisse prendre, même en partie, connaissance, copie ou reproduction.

3° *Livraison d'une invention intéressant la défense nationale.* — L'art. 81, 3°, prévoit l'infraction qui consiste à livrer à une puissance étrangère, sans autorisation préalable de l'autorité compétente (8), une invention intéressant la défense nationale ou des renseignements se rapportant à une invention de ce genre. C'est la reproduction d'une disposition ajoutée par le décret du 17 juin 1938 à l'art. 2 de la loi du 26 janvier 1934.

Toute infraction à cette disposition doit être signalée, avec toutes justifications, au Ministre de la Guerre, seul qualifié pour mettre en mouvement l'action publique et faire délivrer l'ordre d'informer.

C. — *Infractions purement matérielles*

Ce sont des infractions que le législateur réprime sans s'inquiéter du point de vue moral et qui, par là, s'apparentent aux contraventions de simple police.

Elles sont visées par l'art. 82 du Code pénal. Les voici :

1° L'art. 82, 1°, s'inspirant des dispositions des articles 237 du Code de Justice militaire pour l'ar-

(8) Les règles concernant ces autorisations ont été précisées dans une instruction du 26 novembre 1939 (J. Off., 30 nov. 1939).

mée de terre et 257 du Code de Justice militaire pour l'armée de mer et de l'art. 5 n° 1 de la loi du 26 janvier 1934, punit celui qui « s'introduit, sous un déguisement ou un faux nom, ou en dissimulant sa qualité ou sa nationalité », dans un établissement militaire ou maritime ou dans un établissement ou chantier travaillant pour la défense nationale.

2° Le n° 2 du même article frappe celui qui organise d'une manière occulte un moyen quelconque de correspondance ou de transmission susceptible de nuire à la défense nationale. C'est une disposition qui dépasse celle de l'art. 5, dernier alinéa, de la loi du 26 janvier 1934, qui ne réprimait le fait que s'il avait été commis dans un but d'espionnage.

3° L'al. 3° de l'art. 82 prévoit l'infraction de survol du territoire français au moyen d'un aéronef étranger sans autorisation résultant d'une convention diplomatique et sans permission de l'autorité française.

C'est une disposition nouvelle. Elle a été insérée dans l'art. 82 à la demande du ministère de l'Air, en vue « d'empêcher les investigations par la voie aérienne ».

4° L'art. 82, 4°, vise l'exécution en zone interdite et sans autorisation, de dessins, photographies, levés ou opérations topographiques à l'intérieur ou autour des places, ouvrages, ou établissements militaires ou maritimes.

5° L'art. 82, 5°, prévoit une infraction toute voisine, le fait de séjourner au mépris d'une interdiction édictée par décret dans un rayon déterminé

autour des ouvrages fortifiés ou des établissements militaires ou maritimes.

L'art. 82 ne se borne pas à ranger ces différentes infractions parmi les atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat. Il nous rappelle encore qu'elles peuvent, le cas échéant, constituer la tentative des crimes prévus aux art. 75 et 76, c'est-à-dire tomber sous le coup des peines qui frappent la trahison et l'espionnage.

D. — *Les atteintes par omission*

Les art. 103 et 104 du Code pénal ressuscitent une infraction depuis longtemps abolie, mais que le décret-loi du 17 juin 1938 (art.4) avait déjà, par une voie détournée, essayé de rétablir. Ils punissent, d'une part, celui qui, ayant connaissance de projets ou d'actes de trahison ou d'espionnage, n'en fait pas, dès le moment où il les a connus, la déclaration aux autorités (art.103) et, d'autre part, celui qui, étant en relations avec un individu exerçant une activité de nature à nuire à la défense nationale, n'avertit pas les autorités dès le moment où il a pu se rendre compte de cette activité (article 104).

*
**

Quant au mode de répression, l'art. 83 distingue :

Si les atteintes sont commises en temps de guerre, elles sont punies de travaux forcés à temps. Si elles sont commises en temps de paix, elles sont punies d'un emprisonnement d'un à cinq ans et

d'une amende de 1.000 à 10.000 francs (à multiplier aujourd'hui par 12) : l'emprisonnement pouvant être porté à dix ans et l'amende à 2.000 francs pour les infractions visées aux art. 79-1°, 80-1°, 81-1°, 82, 103 et 104.

Et, pour rendre la répression plus efficace, l'art. 83 ajoute : d'abord qu'à ces peines pourront se joindre des peines complémentaires facultatives de 5 à 20 ans d'interdiction correctionnelle des droits civiques, et de 5 à 20 ans d'interdiction de séjour ; ensuite, que la tentative de délit sera punie comme le délit lui-même ; et enfin que le délit commis à l'étranger sera punissable comme le délit commis en territoire français.

Ce système de sanctions est au surplus complété par une série de dispositions générales communes aux différents crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat : l'art. 84 C.pén. qui, dans sa rédaction actuelle, prévoit à titre de peines complémentaires obligatoires, la confiscation de l'objet du crime et du délit et des objets et instruments ayant servi à le commettre, ainsi que la rétribution reçue par le coupable, ou au montant de sa valeur, et, quand l'infraction est un crime commis en temps de guerre, la confiscation générale ; l'art. 85 qui, en la matière, élargit la notion de complicité et de recel ; l'art. 8 du décret-loi du 29 juillet 1939 qui, dans un alinéa ajouté à l'art. 2 de la loi du 27 mai 1885 permet aux tribunaux militaires et maritimes de prononcer la relégation lorsqu'ils condamnent pour crime et délit contre la sûreté extérieure de l'Etat ; le décret-loi du 3 novembre 1939 qui décide que, pendant la durée de la guerre et jusqu'au décret fixant la date de cessation des hostilités, les condamnés pour crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat ou pour infraction commise

dans un but d'espionnage, seront soumis au régime de l'emprisonnement individuel de jour et de nuit, quelle que soit leur peine ; l'art. 8, n° 5, aux termes duquel celui qui a acquis, sur sa demande ou celle de ses représentants légaux, la nationalité française, peut en être, par jugement, déchu, en particulier « pour avoir accompli les actes contraires à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat français ».

Parmi toutes ces dispositions, il en est une surtout à retenir, celle de l'art. 84, al. 4, C.pén., empruntée à l'art. 1^{er} du décret-loi du 17 juin 1938 et d'après laquelle « pour l'application des peines, les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat sont considérés comme des crimes et délits de droit commun ».

Faut-il en conclure qu'ils ont cessé d'appartenir à la catégorie des infractions politiques ? Au point de vue de l'extradition, il ne semble pas douteux qu'ils continuent à jouir de la faveur réservée aux crimes et délits politiques. La Cour de Cassation est allée plus loin : elle a, dans l'affaire des autonomistes bretons, sous l'empire du décret de 1938, jugé qu'ils ne pouvaient donner à l'application de la contrainte par corps, supprimée en matière politique par l'art. 19 de la loi du 30 décembre 1928 (9). La conclusion la plus sage à tirer de là paraît être que les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat sont aujourd'hui, comme le dit très bien M. Donnedieu de Vabres (10), « des infractions mixtes, participant à la nature des infractions militaires ».

(9) V. ass. Crim., 15 juin 1939, S. 1940-1-105 et la note.

(10) Tr. élém. de Dr. crim., 2^e éd., p. 111 (1^{er} sup., p. 12).

§ 2. — *La répression des infractions contre
la sûreté intérieure de l'Etat*

En ce qui concerne la sûreté intérieure de l'Etat, les textes se sont, à la dernière époque, multipliés. La sûreté intérieure est aujourd'hui si étroitement liée à la sûreté extérieure qu'on ne pouvait assurer l'une sans garantir en même temps l'autre.

Nous n'avons pas ici la prétention de relever et d'analyser tous ces textes. Marquons seulement les grandes lignes de ce mouvement législatif.

a) *Ligues et associations.*

Avant la loi de 1901, le Gouvernement était bien armé vis-à-vis des associations. Les art. 291 et suiv. C.pén., complétés par la loi du 10 avril 1834, soumettaient à autorisation, toujours révocable, les associations de plus de 20 personnes et permettaient de dissoudre, en même temps que de frapper de peines leurs chefs, celles qui se seraient formées sans autorisation ou auraient enfreint les conditions à elles imposées. Et c'est de ce droit de dissolution que le Gouvernement s'était servi pour dissoudre en particulier la Ligue des Patriotes, au temps du boulangisme.

La loi du 1^{er} juillet 1901, qui proclamait la liberté d'associations, supprima avec le régime d'autorisation, ce droit de dissolution, laissant aux tribunaux judiciaires le soin de prononcer la nullité des associations qui auraient un objet illicite, en particulier de celles qui auraient pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du Gouvernement. Sous l'empire de cette législation libérale, ligues de droite et li-

gues de gauche se multiplièrent et devinrent un danger public. (11)

La loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées permit de dissoudre par décret toutes les associations ou groupements de fait :

1° qui provoqueraient à des manifestations armées dans la rue ;

2° ou qui, en dehors des sociétés de préparation au service militaire agréées par le Gouvernement, des sociétés d'éducation physique et de sport, présenteraient, par leur forme et leur organisation militaire, le caractère de groupe de combat ou des milices privées ;

3° ou qui auraient pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou d'attenter par la force à la forme républicaine du Gouvernement.

Et elle menaça d'emprisonnement et d'amende quiconque participerait au maintien ou à la reconstitution de l'association dissoute.

Cette loi, dans les circonstances actuelles, a été jugée encore insuffisante. Elle a été abrogée par la loi plus large du 11 juillet 1941 qui autorise la dissolution par décret de « tous groupements de fait, associations libres, déclarées ou reconnues d'utilité publique, dont les buts réels, l'activité ou les agissements se seront révélés contraires à l'intérêt général du pays ».

(11) Un auteur a pu écrire : « il y avait bien deux grands camps par la France comme au temps des guerres de religion. » V. Jacques Bainville, la III^e République, p. 221.

Le nombre de ces Liges n'avait pas cessé d'augmenter. Dans leurs programmes, il y avait un ou plusieurs articles envisageant la violence comme moyen de faire triompher leurs idées politiques.

Dès avant cette loi, une autre loi, celle du 13 août 1940, qui visait surtout la franc-maçonnerie et que sont venues compléter et renforcer une série de lois postérieures, celles des 11 mars et 16 août, 29 février et 13 juin 1942, avait interdit, sous menace de peines, les associations secrètes.

b) *Réunions publiques.*

La loi du 30 juin 1881, tout en posant le principe de la liberté des réunions publiques, les avait soumises au régime de la déclaration préalable.

La loi du 28 mars 1907 avait supprimé cette déclaration préalable. Le décret-loi du 23 octobre 1935 portant réglementation des mesures relatives au renforcement de l'ordre public l'a rétablie pour « tous cortèges, défilés et rassemblements de personnes, et, d'une façon générale, toutes manifestations sur la voie publique », et la loi du 18 juillet 1941 pour toute réunion publique, à l'exception seulement de celles que comporte l'exercice d'un culte. Seront punis d'emprisonnement et d'une amende (art. 10 nouveau de la loi du 30 juin 1881) ceux qui auront fait une déclaration incomplète ou inexacte en vue de tromper sur les conditions de la réunion publique projetée, ceux qui auront convoqué à une réunion non déclarée ou interdite, ceux qui auront sciemment participé à son organisation.

c) *Régime des armes.*

Le Code Pénal et, après lui, la loi du 24 mai 1834, autorisaient le port des armes, à la condition qu'il ne s'agît pas d'armes rentrant dans la catégorie des armes dites prohibées. Comme des doutes s'étaient élevés sur le point de savoir quelles

étaient ces armes prohibées, un décret du 29 mars 1934 était venu en donner le catalogue, catalogue très large qui comprenait, à côté d'armes spécialement désignées telles que pistolets et poignards, « tous autres objets susceptibles de constituer une arme dangereuse pour la sécurité publique ».

La loi du 10 janvier 1936, sur le port des armes prohibées, rejetant la vieille distinction des armes apparentes et des armes cachées, les premières autorisées et les autres prohibées, a puni d'emprisonnement et d'amende quiconque, au cours ou à l'occasion d'une manifestation ou réunion, aurait été trouvé porteur d'une arme apparente ou cachée ou d'un engin dangereux pour la sécurité publique.

Le décret-loi du 18 avril 1939, fixant le régime de matériel de guerre, armes et munitions, a poussé plus loin la sévérité. Il a, d'une façon générale, dans son art. 20, interdit le port, ainsi que le transport sans motif légitime des armes à feu dites de guerre, les armes à feu dites de défense et des armes blanches.

Et voici que la loi du 7 août 1942 est venue porter la rigueur au comble. Elle punit de mort tout individu qui, sans autorisation régulière, fabrique ou détient soit des machines ou engins meurtriers ou incendiaires, soit des substances explosives quelconques (art. 1^{er}) et aussi tout individu qui détient un dépôt d'armes ou de munitions (article 2, modifiant l'art. 31 du décret-loi du 18 avril 1939).

d) *Régime de la presse.*

La presse, elle aussi, ne pouvait échapper à la vague d'autoritarisme. Nombreuses ont été les retouches apportées à la loi libérale du 29 juillet 1881.

Corrigeant son art. 24, les lois du 12 décembre 1893 et du 10 janvier 1936 ont élargi et aggravé la répression de la provocation érigée en délit distinct.

Complétant son art. 36, un décret-loi du 30 octobre 1935 a assimilé l'offense commise publiquement envers les chefs d'Etat étrangers, celles commises envers les chefs de Gouvernement étrangers et les ministres des affaires étrangères d'un Gouvernement étranger.

Renforçant l'art. 26, la loi du 10 octobre 1940 a aggravé les peines qui frappent l'offense au chef de l'Etat et la loi du 18 mai 1941 a étendu ces peines au cas d'offense par gestes lorsqu'elle aura été commise publiquement.

Et toute une série de dispositions sont venues, pour assurer une répression plus efficace, restreindre, au profit du tribunal correctionnel, la compétence attribuée, en matière de délits de presse, à la Cour d'Assises. (12)

A ces retouches se sont jointes d'autres innovations. Le décret-loi du 24 juin 1940 a interdit, sous menace de peines de simple police, l'établissement ou l'utilisation de postes de réception radiophonique sur la voie publique ou dans les lieux ouverts au public ; la loi du 28 octobre 1940, sous menace de peines correctoinnelles, la réception sur la voie publique ou dans les lieux ouverts au public, des émissions radiophoniques des postes britanniques et, en général, de tous postes se livrant à une propagande antinationale ; et la loi du 28 octobre 1941, sous menace des peines encore plus graves, la réception ou l'audition, en quelque lieu que

(12) V. les modifications successives apportées à l'art. 45 de la loi du 29 juillet 1881.

ce soit, public ou privé, des émissions de ces mêmes postes.

La loi du 21 janvier 1942 a puni d'emprisonnement et d'amende ceux qui enlèvent, déchirent ou altèrent les affiches apposées, soit par ordre du Gouvernement ou de l'Administration, soit au nom d'organismes agissant d'accord avec le Gouvernement dans un intérêt national. (13)

(13) Pour les crimes proprement dits contre la sûreté intérieure de l'Etat, v. les art. 87 et suiv. du Code pénal, qui n'ont été touchés, depuis 1810, que par deux lois : la loi du 28 avril 1832 et celle du 10 juin 1853.

C'est à dessein que nous les avons laissés de côté.

CHAPITRE II

L'EXTENSION DES POUVOIRS DU JUGE ET DU PRÉFET ET LE DÉVELOPPEMENT DES JURIDICTIONS D'EXCEPTION

A le considérer dans son ensemble, le mouvement législatif récent se caractérise surtout par trois faits, l'extension des pouvoirs du juge, les attributions nouvelles conférées à l'autorité administrative et spécialement aux préfets et, enfin, le développement des juridictions d'exception.

SECTION I. — L'EXTENSION DES POUVOIRS DU JUGE

C'était jusqu'ici en France un principe bien établi que les infractions et les peines doivent être nettement définies par la loi (*Nullum crimen, nulla poena sine lege*) et que le juge ne peut pas aller au delà des limites par elle fixées (*Pœnalia sunt restringenda*).

La jurisprudence y avait, peut-être, apporté par-ci par-là des entorses : ainsi, lorsqu'elle avait étendu à la soustraction d'électricité les peines du vol ou aux enfants adultérins la protection résultant de la loi sur l'abandon de famille. Elle n'avait pas pour autant cessé de le respecter.

La législation récente, sans le jeter par-dessus bord, l'a, en matière politique, dans le désir de ne laisser aucun fait dangereux échapper à la répression, gravement altéré en introduisant ce qu'on pourrait appeler des infractions indéfinies dont les bornes sont laissées, pour ainsi dire, à la discrétion du juge.

En veut-on la preuve ? Nous la trouvons :

Dans le décret-loi du 3 novembre 1939 qui a introduit au Code pénal, à la suite du long catalogue des atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat dans l'art. 83, un al. 4 aux termes duquel « en temps de guerre, *tous autres actes*, sciemment accomplis, de nature à nuire à la défense nationale, sont punis, s'ils ne le sont déjà par un autre texte, d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs (auxquels pourront s'ajouter, à titre des peines complémentaires facultatives, l'interdiction correctionnelle de droits civiques et l'interdiction de séjour de 5 à 20 ans) ;

Dans la loi du 11 juillet 1941, déjà citée, qui frappe les associations « dont les buts réels, l'activité et les agissements se seront révélés contraires à l'intérêt général du pays » ;

Dans celle du 7 septembre 1941, qui permet au Conseil des Ministres de déférer au Tribunal d'Etat, et au Tribunal d'Etat de punir, s'il lui plaît, même de la peine de mort, « les auteurs, coauteurs ou complices de tous actes, menées ou activités qui, quels qu'en soient la qualification, l'intention ou l'objet, ont été de nature à troubler l'ordre, la paix intérieure, la tranquillité publique, les relations internationales, ou, d'une manière générale, à nuire au peuple français » ;

Dans celle du 21 janvier 1942 qui menace d'emprisonnement et d'amende « quiconque aura sciemment accompli un acte constituant, sous une forme individuelle ou collective, une manifestation contre le peuple français ou son Gouvernement ».

Ce sont là des dispositions qui, en matière politique, donnent au juge à peu près autant de liberté qu'il peut en avoir en Allemagne quand la législation nationale-socialiste l'invite à juger d'après la saine raison populaire.

SECTION II. — LES POUVOIRS DES PRÉFETS

L'art. 10 du Code d'Instruction criminelle conférait originairement aux préfets, en matière de police judiciaire un pouvoir fort étendu et mal défini, celui de « faire personnellement, ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir ».

La loi du 7 juin 1933 sur les garanties de la liberté individuelle avait abrogé cet art. 10 considéré comme instrument de despotisme. La loi du 25 mars 1935, après avoir pris, pour prévenir les abus, quelques pénalités assez illusoire, l'a rétabli en matière de crimes et délits contre la sûreté intérieure ou la sûreté extérieure de l'Etat, c'est-à-dire dans la matière même où les abus sont le plus à craindre.

Un décret du 1^{er} juillet 1939 a étendu ce pouvoir des préfets aux cas prévus à l'art. 1^{er} de la loi

du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre.

Et voici que des pouvoirs encore plus redoutables leur ont été conférés : celui d'éloigner des lieux où ils résident (art. 1^{er} du décret-loi du 18 novembre 1939, modifié par la loi du 15 octobre 1941) ou même, jusqu'à la date de la cessation légale des hostilités, d'interner administrativement (art. 1^{er} de la loi du 3 septembre 1940) les individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique.

SECTION III. — LES JURIDICTIONS D'EXCEPTION

Les pouvoirs des préfets mis de côté, ceux des juges sont d'autant plus graves qu'ils sont aujourd'hui, pour une large part, mis aux mains de juridictions d'exception.

§ 1. — *Les tribunaux militaires*

Les tribunaux militaires, en principe, ont mission de connaître uniquement des infractions commises par les militaires ou assimilés. Il faut même noter qu'en temps de paix, sous l'empire du Code de Justice militaire pour l'armée de terre de 1928, les infractions de droit commun commises par les militaires, en règle générale, leur échappent ; ils n'ont compétence pour juger que les infractions militaires.

Mais sous le régime de l'état de siège, leur compétence se développe : La loi du 9 août 1849 (art. 8), modifiée par celle du 27 avril 1916, l'étend en particulier aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, même commis par des civils.

Des textes récents avaient encore agrandi leur rôle. Le décret-loi du 30 octobre 1935, modifiant l'art. 17 de la loi du 26 janvier 1934, les avait chargés de juger les infractions commises dans un but d'espionnage ; celui du 17 juin 1938 — plus largement — les crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat ; celui du 29 juillet 1939 y avait ajouté, à quelques réserves près, les délits (art. 553 et suiv. nouveaux, C. I. cr.).

Un décret-loi du 15 mai 1940, « au moment le plus critique des hostilités » (1) avait permis de traduire directement et sans instruction préalable, devant le tribunal militaire, tout individu arrêté en flagrant délit pour l'un des crimes prévus par les art. 75 à 86 du Code pénal, même lorsqu'il s'agissait d'une infraction pouvant entraîner la peine de mort. Un autre décret-loi du 20 mai avait étendu ces dispositions aux crimes tendant à troubler l'Etat par la guerre civile, l'emploi illégal de la force armée, la dévastation et le pillage publics, infractions prévues et punies par les art. 91 à 101, C. pén.

Et la loi du 14 août 1941, enfin, avait institué auprès de chaque tribunal militaire ou maritime, « une ou plusieurs » sections spéciales, chargées de juger les auteurs de toutes infractions pénales, quelles qu'elles soient, « commises dans une intention d'activité communiste ou anarchiste ».

Mais cette compétence extraordinaire qui leur avait été accordée par les textes récents en matière de crimes et délits contre la sûreté de l'Etat leur a été retirée par la loi du 18 novembre 1942, aujourd'hui remplacée par celle du 5 juin 1943 (J. Off. du 24 juin). Ces lois, modifiant à nouveau les art. 553 et s. C. I. cr., ont transféré aux sections spéciales

(1) Bonnedieu de Vabres : Traité, p. 89.

instituées dans chaque Cour d'appel les attributions qui, dans ce domaine, avaient été antérieurement dévolues aux tribunaux militaires et à leurs sections spéciales.

§ 2. — *La Cour Suprême de Justice*

L'Acte constitutionnel n° 5 du 30 juillet 1940, abrogeant l'art. 9 de la loi du 24 février 1875 et l'art. 12 de la loi du 16 juillet de la même année qui, sous l'empire de la Constitution de 1875, conféraient au Sénat le rôle de Haute-Cour, a institué une Cour Suprême de Justice (2) dont l'organisation, la compétence et la procédure ont été réglées par une loi du même jour.

Composée d'un président choisi parmi les membres ou anciens membres de la Cour de Cassation et nommé pour une durée limitée et renouvelable (loi du 28 décembre 1941), d'un vice-président et de conseillers — 5 titulaires et 3 suppléants — nommés à vie par décret et choisis par

(2) « Tous les régimes politiques ont institué une haute juridiction exceptionnelle... chargée de juger les crimes politiques les plus graves, les attentats contre la sûreté de l'Etat au sens large, ou encore les grands personnages de l'Etat pour les crimes commis dans l'exercice de leur fonction. » (M. Magnol : *Etude dans Juris-lasseurs*, I-1941, 181).

Cette juridiction diffère d'un pays à l'autre. C'est la Cour de Cassation, par exemple, en Belgique. Ce peut être une assemblée législative, érigée en Cour de justice (en France, les assemblées législatives de 1814, 1815, 1850 et 1875). La juridiction exceptionnelle, enfin, peut être une juridiction spécialement créée à cet effet (Exemples : Les tribunaux d'exception dans les pays autoritaires et les Constitutions françaises, de 1791, de l'an III, de l'an VIII, de 1848, de 1852 et de 1870).

mi les personnes que la loi juge dignes de remplir ces hautes fonctions, elle a pour mission de juger : 1° les ministres, les anciens ministres ou leurs subordonnés immédiats, civils ou militaires, accusés d'avoir commis des crimes ou délits dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions, ou d'avoir trahi les devoirs de leur charge ; 2° toute personne accusée d'attentat contre la sûreté de l'Etat et des crimes et délits connexes ; 3° tout coauteur ou complice des personnes susdites. Assistée d'un ministère public, mais dépourvue d'organe spécial d'instruction, elle juge, sans recours possible, avec faculté de prononcer l'une quelconque des peines prévues par le Livre I du Code Pénal, mais interdiction d'octroyer le sursis.

Un décret du 1^{er} août 1940 l'avait convoqué à Riom, à l'effet de rechercher et de juger les ministres, anciens ministres et leurs subordonnés immédiats ayant, depuis temps non prescrit, commis des crimes ou délits ou trahi les devoirs de leur charge dans les actes ayant concouru au passage de l'état de paix à l'état de guerre avant le 4 septembre 1939 et dans ceux qui avaient ultérieurement aggravé les conséquences de la situation ainsi créée, ainsi que toutes personnes coupables d'attentat contre la sûreté de l'Etat commis à l'occasion des dits actes.

Un décret du 24 septembre 1940 l'avait également chargée de rechercher et de juger les ministres, anciens ministres ou leurs subordonnés immédiats, ainsi que les coauteurs ou complices ayant, depuis temps non prescrit, commis des actes de concussion ou de corruption, des détournements de fonds ou trahi les devoirs de leur charge en spéculant sur la valeur de la monnaie nationale, ou en faisant un usage abusif de fonds soumis à leur contrôle.

Un décret du 11 avril 1942 a suspendu les débats.

§ 3. — *Le Tribunal d'Etat*

A la différence de la Cour Suprême de Justice, destinée à durer autant que la Constitution dont elle est un rouage, le Tribunal d'Etat a été institué par la loi du 7 septembre 1941, à titre temporaire et jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement par décret. Il est composé d'un président et d'un vice-président pris parmi les magistrats en activité ou en retraite et de douze juges librement choisis, désignés par décret et répartis entre deux sections dont un décret du 7 septembre 1941 a fixé le siège, pour l'une à Paris, et pour l'autre à Lyon.

Le Conseil des ministres peut lui déférer « les auteurs, coauteurs ou complices de tous actes, menées ou activités qui, quel qu'en soient la qualification, l'intention ou l'objet, ont été de nature à troubler l'ordre, la paix intérieure, la tranquillité publique, les relations internationales ou, d'une manière générale, à nuire au peuple français » : formule dont nous avons déjà souligné l'élasticité.

Assisté de commissaires du Gouvernement chargés de soutenir l'accusation, il règle lui-même sa procédure et rend sans délai et sans recours possible des jugements immédiatement exécutoires.

Il peut, à son choix, prononcer la mort, les travaux forcés à perpétuité, la déportation, les travaux forcés à temps, l'emprisonnement avec ou sans amende. Et, pour mieux garantir la sévérité de la condamnation, la loi ajoute : que la peine prononcée ne pourra être inférieure à celle prévue

par les dispositions retenues pour la qualification du fait poursuivi (Loi du 7 septembre 1941, art. 11) ; que les peines accessoires ou complémentaires prévues par lesdites dispositions sont également applicables (Loi du 13 avril 1942) ; que les individus poursuivis ne pourront bénéficier ni des circonstances atténuantes, ni du sursis (Loi du 7 septembre 1941, art. 12).

§ 4. — *Les sections spéciales*

Une loi du 14 août 1941 avait confié à des sections spéciales instituées auprès des tribunaux militaires et des Cours d'appel le soin de juger les auteurs de toutes infractions pénales, quelles qu'elles soient, commises dans une intention d'activité communiste. Cette loi, successivement modifiée par celles du 25 août 1941, du 18 novembre 1942, du 1^{er} février et du 16 mars 1943, est aujourd'hui remplacée par celle du 5 juin 1943.

Les sections spéciales des tribunaux militaires ayant disparu, il ne subsiste plus que les sections spéciales des Cours d'appel, composées de 5 magistrats, dont un président, librement désignés pour la Cour d'appel de Paris par le Garde des Sceaux et, pour les autres cours d'appel, par Ordonnance du premier président. Développant la formule de la loi du 25 août 1941, celle du 5 juin 1943 leur donne compétence pour juger, en même temps que ceux qui les ont sciemment favorisés, de quelque façon que ce soit, « les auteurs de toutes infractions pénales, quelles qu'elles soient, si elles sont commises pour favoriser le terrorisme, le communisme, l'anarchie ou la subversion sociale et nationale ou pour provoquer ou soulever un état de rébellion

contre l'ordre social légalement établi » et notamment « les membres de toute association ou toute entente, quel que soit le nombre de ses membres, établie dans le but de préparer ou de commettre, dans une des intentions sus-indiquées, des crimes et des délits contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ou contre les propriétés ».

Leur procédure est des plus expéditives et ne présente pour le prévenu que le minimum de garanties. Point d'instruction préparatoire au cas de flagrant délit où il est traduit directement et sans délai devant la section spéciale. Hors le cas d'arrestations en flagrant délit, instruction confiée à un juge d'instruction mais dépourvue des garanties de la loi de 1897. Défense ne pouvant être assurée, au cours de l'information comme au cours des débats, que par un avocat désigné d'office par le bâtonnier des avocats près la Cour d'appel. Jugement immédiatement exécutoire et ne comportant aucun recours.

Et cette procédure expéditive peut conduire, au choix de la section, à l'application des peines les plus variées et même les plus graves : l'emprisonnement avec ou sans amende, la réclusion, les travaux forcés à temps ou à perpétuité, la mort, sans que la peine appliquée puisse être inférieure à celle prévue par la disposition retenue pour la qualification du fait poursuivi, ni même au maximum de cette peine, dans l'hypothèse où les crimes ou délits ont été commis par un militaire ou un fonctionnaire ou agent de l'Etat, des départements, des communes, des établissements industriels de l'Etat, ou de tous services publics concédés ou non. A quoi la loi ajoute, comme pour le Tribunal d'Etat, que les circonstances atténuantes et le sursis ne seront pas applicables aux individus poursuivis.

CONCLUSION

Parce que le législateur prenait en considération le danger que présentait ou pouvait présenter la criminalité politique, sa répression était jadis, en tous pays, très rigoureuse.

Faisant état du mobile et considérant que le criminel politique ne peut être assimilé au criminel vulgaire, au criminel de droit commun, le législateur s'est départi de cette rigueur. Il a, pour le criminel politique, rejeté les peines déshonorantes, en bien des lieux, supprimé la peine de mort, institué, par le refus d'extradition, un véritable droit d'asile et dans bien des cas donné compétence au jury dont la bienveillance lui est généralement assurée.

Mais ce régime de faveur ne s'est pas maintenu. Les circonstances difficiles de la vie nationale et de la vie internationale ont mis en relief les dangers de la criminalité politique. Une réaction s'est dessinée, très violente dans les pays autoritaires et qui, en France, a pris, dans ces derniers temps, une vigueur croissante.

Que penser de cette réaction ?

Qu'il faut faire à l'indulgence et à la sévérité à chacune sa part ; individualiser la peine, suivant une idée aujourd'hui en honneur ; cesser d'accorder, les yeux fermés, les mêmes faveurs à tous les criminels politiques ; scruter avec soin les mobiles qui les ont guidés et tenir compte aussi des circons-

tances. Il y a des crimes impardonnables comme la trahison en temps de guerre ou de paix armée, pour lesquels la peine de mort n'apparaît pas comme un châtiment trop sévère. Il y en a d'autres, l'espionnage même, pour lesquels il faut témoigner de plus d'indulgence.

Parmi les criminels politiques, il en est qu'on est tenté de regarder comme des bienfaiteurs de l'humanité dont ils assurent le progrès et d'autres qui, par les mobiles qui les poussent ou les moyens qu'ils mettent en œuvre, ne se distinguent pas des criminels vulgaires ou ne s'en distinguent que parce que plus grands encore sont les dangers qu'ils font courir à la société.

Il faut laisser au juge le soin de traiter chacun suivant son mérite ou son démérite.

Vu : *Le Doyen*,
G. RIPERT.

Vu : *Le Président*,
L. HUGUENEY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Gilbert GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- ANCEL (Marc). — Le crime politique et le droit pénal du xx^e siècle (Rev. d'histoire politique et constitutionnelle, 1938).
- BARBIER. — Code expliqué de la presse 1911 ; supplément 1938, Paris, Marchal et Godde.
- BATTINO. — Les doctrines juridiques contemporaines en Italie. Pedone, 1939.
- BECCARIA. — Des délits et des peines. Paris, 1822.
- BENOIST-MÉCHIN. — Eclaircissements sur *Mein Kampf*. Albin-Michel, 1939.
- BONNARD (Roger). — Le droit et l'Etat dans la doctrine nationale-socialiste, 2^e édition. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1939.
- BONNET. — Le but, élément constitutif du délit, spécialement dans les lois nouvelles. Thèse (Montpellier, 1934).
- BORDEAUX (Albert). — La loi du 12 février 1924 et la répression pénale actuelle des atteintes au crédit de l'Etat. Thèse (Lyon, 1936).
- BOUNIOIS. — La suppression des Conseils de guerre. Pedone, 1907.
- CASABIANCA (De). — Les tribunaux spéciaux en Italie et en Allemagne (Rev. internationale de droit pénal, 1936).
— Introduction à la traduction française du Code pénal italien de 1930.
- COSENTINI (Francesco). — Code pénal international. Marchal et Billard. Paris, 1937.
- DAHM (Georg). — Crime et trahison, dans *Zeitschrift für die Gesamte Staatswissenschaft*. T. 95, 1935.

- DONNEDIEU DE VABRES. — Traité élémentaire de droit criminel et de législation comparée. Sirey, 2^e éd., 1943.
- Premier supplément à la première édition de son traité, paru en 1940.
- La politique criminelle des Etats autoritaires. Sirey, 1938.
- La justice pénale de demain. Cours de doctorat, 1942-43.
- Principes modernes de droit pénal international. Sirey, 1928.
- FERRI (Enrico). — La sociologie criminelle.
- FREUND. — L'évolution du droit pénal des Soviets (Rev. int. de droit pénal, 1925, p. 71).
- LE FUR. — Précis de droit international public. Dalloz.
- GARÇON (E.). — Droit pénal, origine, évolution, état actuel. Payot 1922.
- Code pénal annoté.
- GAROFALO. — La criminologie.
- GARRAUD (R.). — Traité théorique et pratique de droit pénal français, 3^e éd., T. III, Sirey.
- GARRAUD (Pierre). — Introduction à la traduction du Code pénal russe. Paris 1935.
- GÉGOUT. — L'interprétation des lois pénales (dans le recueil d'études sur les sources de droit, T. III, Sirey, 1934).
- GOYET (F.). — Précis de droit pénal spécial. Sirey, 1941.
- GUIZOT (François). — La peine de mort en matière politique. Paris, 1822.
- Des conspirations et de la justice politique. Paris, 1822.
- HAMMERICH. — Définition du délit politique (Conférence internationale de Copenhague pour l'unification du droit pénal, 1935), Pedone, 1938.
- HEGEL. — Principes de la philosophie de droit. Gallimard, 1940.
- HITLER. — Mein Kampf.
- HUGUENY (L.). — Les problèmes fondamentaux du droit pénal contemporain vue au travers du nouveau Code pénal suisse. Cours de doctorat, 1941-1942.

- HUGUENY (P.). — Traité de droit pénal et de procédure pénale militaires. Sirey, 1933.
— 2^e supplément à ce traité, 1940.
- KENNY. — Esquisse de droit criminel anglais. Paris, Giard, 1921.
- KROPOTKINE. — La morale anarchiste. Paris, 1889.
— La conquête du pain. Paris, 1892.
- KRYLENKO. — La politique des Soviets en matière criminelle, Paris, 1927.
- LAIR. — Les Hautes Cours politiques.
- LESCURE. — Etude sociale comparée des régimes de liberté et des régimes autoritaires. Domat-Montchrestien, 1940.
- VON LISZT. — Traité de droit pénal allemand. Trad. Lobstein. Paris, 1913.
- LOMBROSO. — Le crime, causes et remèdes. Paris, 1899.
— L'homme criminel, Alcan, 1895.
- LOMBROSO et LASCHI. — Le crime politique et les révolutions. Alcan, 1892.
- MAGNOL. — La Cour suprême de justice (Juris-Classeurs, étude de 181-1-1941).
- MAXWELL. — Le crime et la société. Paris, 1909.
- MELLOR. — Les conceptions du crime politique dans la République romaine. Thèse, Paris, 1934.
- MOMMSEN. — Droit pénal romain, T. II.
— Droit public. T. IV.
- MOSSÉ. — Les prisons et les institutions d'éducation corrective. Paris, 1929.
- MUSSOLINI. — La doctrine du Fascisme (dans le tome 9 de ses œuvres). Flammarion.
- NIETZSCHE. — La volonté de puissance. 2 volumes. Gallimard.
- PELLA. — La répression des crimes contre la personnalité de l'Etat (Recueil des cours de l'Académie de droit pénal internationale de La Haye, 1930).
- PLASSARD. — Evolution de la nature juridique des attentats à la sûreté extérieure de l'Etat (Travaux de la Conférence de droit pénal. Sirey, 1924).

RAPPAPORT. — Le délit pénal du III^e Reich (Rev. int. de droit pénal, 1934).

RENAULT. — Des crimes politiques en matière d'extradition. Paris, 1880.

RODIÈRE (René). — Le délit politique. Rousseau, 1931.

SAGONE. — Pour une répression efficace du délit politique. (Rev. int. de droit pénal, 1930).

SALEILLES (R.). — L'individualisation de la peine. Alcan, 1926.

SIMONOVITCH. — Les théories contemporaines de l'Etat. Ed. Rodstein, 1939.

SOMBART (Werner). — Le socialisme allemand. Payot, 1938.

SOREL (George). — Réflexions sur la violence.

SORNAY (P.). — Evolution récente de la notion du délit politique en droit interne. Thèse, Lyon, 1936.

STOFFEL (Grète). — La dictature fasciste en Allemagne. Thèse, Paris, 1936.

TARDE. — Philosophie pénale, 5^e éd., Masson, 1900.

— La criminalité comparée. 7^e éd., Alcan, 1910.

THUREAU-DANGIN. — Histoire de la Monarchie de juillet.

DEL VECCHIO. — Justice, Droit, Etat (Etudes de philosophie juridique). Sirey, 1938.

VIAUD. — La peine de mort en matière politique. Rousseau, 1902.

VIDAL et MAGNOL. — Cours de droit criminel. Rousseau, 1935.

VILAR (Albert). — Les lois de 1893-1894 dites « lois scélérates ». Paris, 1930.

WACIORSKI. — Le terrorisme politique (Préface de M. Donnedieu de Vabres). Pedone, 1939.

ZÉVAÈS. — Histoire de la III^e République. Paris, 1938.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

<i>La répression de la criminalité politique dans l'Histoire</i>	7
CHAPITRE PREMIER. — L'ANTIQUITÉ.....	9
CHAPITRE II. — LE MOYEN AGE	15
CHAPITRE III. — LES TEMPS MODERNES	19

DEUXIÈME PARTIE

<i>La formation de la théorie de la criminalité politique et la modération de la répression</i>	35
CHAPITRE PREMIER. — LE MOUVEMENT DOCTRINAL (l'Œuvre de Guizot)	39
CHAPITRE II. — LE MOUVEMENT LÉGISLATIF (la Mo- narchie de Juillet)	49
CHAPITRE III. — BREF APERÇU DE LA RÉPRESSION DE LA CRIMINALITÉ POLITIQUE A L'ÉTRANGER AU XIX ^e SIÈ- CLE	67
Section I. — <i>Italie</i>	67
Section II. — <i>Allemagne</i>	72
Section III. — <i>Russie</i>	76

TROISIÈME PARTIE

<i>La décadence du régime de faveur</i>	83
CHAPITRE PREMIER. — LA PÉRIODE D'HÉSITATION..	85
Section I. — <i>Les améliorations apportées au ré- gime de faveur</i>	86

Section II. — <i>L'Ecole positiviste</i>	96
Section III. — <i>Les atteintes portées au régime libéral</i>	115
CHAPITRE II. — LA RÉACTION CONTRE LA CRIMINALITÉ POLITIQUE	142
Section I. — <i>La répression de la criminalité politique en Russie soviétique</i>	144
Section II. — <i>La criminalité politique et le Fascisme</i>	156
Section III. — <i>La criminalité politique et le National-Socialisme allemand</i>	167
QUATRIÈME PARTIE	
<i>La répression de la criminalité politique en droit positif français</i>	179
CHAPITRE PREMIER. — LE DÉVELOPPEMENT DES INCRIMINATIONS ET L'AGGRAVATION DES PEINES	181
Section I. — <i>La réaction dans le domaine économique et financier</i>	181
Section II. — <i>La réaction dans le domaine politique</i>	182
§ 1. <i>La répression des infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat</i>	182
§ 2. <i>La répression des infractions contre la sûreté intérieure de l'Etat</i>	204
CHAPITRE III. — L'EXTENSION DES POUVOIRS DU JUGE ET DU PRÉFET ET LE DÉVELOPPEMENT DES JURIDICTIONS D'EXCEPTION	210
Section I. — <i>L'extension des pouvoirs du juge</i>	210
Section II. — <i>L'extension des pouvoirs du préfet</i>	212
Section III. — <i>Les juridictions d'exception</i>	213
CONCLUSION	221
BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE	213

